

**14 février 2025**

Langue de l'original : français

---

# COI FOCUS

## BURUNDI

### Situation sécuritaire

#### Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

## Résumé

Des observateurs constatent que, depuis l'arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye en 2020, il n'y a pas eu d'amélioration substantielle de la situation des droits humains. Les violations telles que des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires, des cas de torture perdurent. Elles sont pour la plupart de la responsabilité de la police, du Service national de renseignement (SNR) et des Imbonerakure. S'il y a eu des arrestations d'agents étatiques et d'Imbonerakure accusés de crimes de droit commun, ceux-ci agissent généralement dans l'impunité lorsqu'il s'agit de crimes politiques. Différentes sources soulignent la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure qui, selon le rapporteur spécial onusien, ont toute latitude pour commettre des violations. En même temps, l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) remarque que dans un grand nombre de provinces, les Imbonerakure ont fait preuve de plus de retenue.

Les victimes des violences sont surtout des militants du parti d'opposition Congrès national pour la liberté (CNL) ainsi que des personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés. Des militants d'autres partis d'opposition ainsi que des personnes sans affiliation politique qui refusent d'adhérer au parti au pouvoir ou qui ont critiqué la gestion du pays ont aussi été ciblés. La Commission d'enquête onusienne indiquait en 2017 que, même si l'origine ethnique des victimes peut constituer un facteur aggravant pour les auteurs des violations, ces victimes n'ont pas été ciblées en premier lieu pour ce motif.

L'IDHB et le rapporteur spécial onusien considèrent que depuis 2022, les violations perpétrées par des agents étatiques ont diminué. Ces sources font état d'une « accalmie apparente ». Le nombre d'incidents violents et de victimes répertoriés par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) en 2023 et 2024 est bien inférieur à celui des années précédentes, même si en 2024, l'ACLED note une augmentation du nombre de victimes civiles par rapport à 2023. En revanche, la Ligue Iteka avance un nombre de victimes bien plus élevé que l'ACLED. Ces sources avertissent du risque d'une recrudescence des violations à l'approche des élections de juin 2025.

En 2024, les affrontements entre les forces burundaises et des groupes armés rwandophones dans le nord-ouest du pays étaient peu nombreux. Par ailleurs, deux attaques du mouvement rebelle Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED) Tabara à l'ouest du Burundi ont fait plusieurs morts fin 2023 et début 2024. A l'est de la République démocratique du Congo (RDC), l'armée burundaise, renforcée par des Imbonerakure, a poursuivi ses opérations contre des groupes rebelles burundais et a continué de soutenir les forces congolaises contre le groupe rebelle Mouvement 23 (M23) appuyé par l'armée rwandaise. Plusieurs sources signalent de lourdes pertes dans les rangs de l'armée burundaise.

La société civile continue de documenter la découverte dans l'espace public de centaines de cadavres. Souvent, les corps montrent des signes de violence et sont enterrés sans enquête. Cibitoke est la province la plus touchée par ce type de violence.

L'espace pour la société civile et les médias reste restreint. De nouveaux cas de harcèlements, d'arrestations et de condamnations de défenseurs des droits humains et de journalistes ont eu lieu en 2023 et 2024. De nombreux activistes et journalistes restent en exil.

Fin 2024, les pays voisins accueillaient quelque 318.000 réfugiés et demandeurs de protection internationale (DPI) burundais. Alors que 254.000 réfugiés sont retournés au Burundi depuis 2017 avec l'assistance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce mouvement de retour a diminué en intensité depuis 2022. Le retour dans des communautés souvent vulnérables, l'accès difficile aux moyens de subsistance et aux services de base et, dans certains cas, des problèmes

de sécurité et de surveillance affectent la réintégration. Certains rapatriés ont repris le chemin de l'exil, malgré les mauvaises conditions de vie et l'insécurité qui règnent dans les camps.

Plusieurs sources indiquent que la situation économique ne cesse de s'aggraver : les pénuries diverses, notamment de carburant, paralysent l'activité économique, alors que les prix alimentaires augmentent. L'inflation atteint des niveaux record et la croissance économique est pratiquement inexistante. Les conséquences du déclin économique sur la situation humanitaire dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire, sont désastreuses, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA).

## Summary

According to observers, there has been no substantial improvement in the human rights situation since President Ndayishimiye came to power in 2020. Human rights violations have continued, including arbitrary arrests, disappearances, extrajudicial executions and torture. They are mainly committed by the police, the intelligence agency Service national de renseignement (SNR) and the Imbonerakure. While there have been arrests of state agents and Imbonerakure accused of common crimes, they generally act with impunity when it comes to political crimes. Various sources highlight the collusion between the security services and the Imbonerakure, who, according to the UN Special Rapporteur, have complete freedom to commit abuses. At the same time, the Burundi Human Rights Initiative (BHRI) notes that they have shown more restraint in many provinces.

The victims of the violence are mainly activists of the opposition party Congrès national pour la liberté (CNL) as well as people suspected of collaborating with armed groups. Activists of other opposition parties and people with no political affiliation who refuse to join the ruling party or who have criticised the country's management have also been targeted. The UN Commission of Inquiry found in 2017 that while the ethnicity of the victims could be an aggravating factor for the perpetrators of violations, these victims were not targeted primarily because of their ethnicity.

The BHRI and the UN Special Rapporteur note that violations perpetrated by state agents have decreased since 2022, describing this as an 'apparent lull'. The number of violent incidents and casualties recorded by the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) in 2023 and 2024 was much lower than in previous years, although in 2024, ACLED noted an increase in civilian casualties compared to 2023. However, Ligue Iteka reports a much higher number of victims than ACLED. Both sources warn of an upsurge in violations in the run-up to the June 2025 elections.

In 2024, there was a small number of clashes between Burundian forces and Rwandophone armed groups in the north-west of the country. In western Burundi, two attacks by the rebel movement Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED) Tabara resulted in several deaths in late 2023 and early 2024. In the east of the Democratic Republic of the Congo (DRC), the Burundian army, reinforced by Imbonerakure, maintained its operations against Burundian rebel groups and continued to support Congolese forces against the rebel group Mouvement 23 (M23), which is supported by the Rwandan army. Several sources reported heavy losses in the ranks of the Burundian army.

Civil society continues to document the discovery of hundreds of corpses in public spaces. The bodies often show signs of violence and are buried without investigation. Cibitoke is the province most affected by this type of violence.

The space for civil society and the media remains restricted. There were new cases of harassment, arrests and convictions of human rights defenders and journalists in 2023 and 2024. Many activists and journalists remain in exile.

At the end of 2024, neighbouring countries were hosting some 318,000 Burundian refugees and applicants for international protection. While 254,000 refugees have returned to Burundi since 2017 with the assistance of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), returns have decreased in intensity since 2022. Reintegration is affected by returning to often vulnerable communities, difficult access to livelihoods and basic services and, in some cases, problems of security and surveillance. Some returnees have gone back into exile, despite the poor living conditions and insecurity in the camps.

According to several sources, the economic situation continues to deteriorate: various shortages, especially of fuel, are paralysing economic activity, while food prices are rising. Inflation is at a record high and economic growth is virtually non-existent. According to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), the impact of the economic decline on the humanitarian situation in the areas of health, education and food security has been catastrophic.

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>2</b>
<b>Summary .....</b>	<b>3</b>
<b>Liste des sigles .....</b>	<b>6</b>
<b>Carte du Burundi .....</b>	<b>7</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>8</b>
<b>1. Aperçu de la situation actuelle .....</b>	<b>10</b>
1.1. Développements politiques et relations internationales .....	10
1.2. Situation des droits humains .....	11
1.3. Rôle des Imbonerakure .....	12
<b>2. Typologie de la violence .....</b>	<b>14</b>
2.1. Attaques armées au Burundi .....	15
2.1.1. Attaques de groupes armés .....	15
2.1.2. Attaques à la grenade .....	16
2.2. Affrontements armés en RDC .....	17
2.2.1. Groupes rebelles burundais.....	17
2.2.2. Opérations militaires burundaises .....	17
2.3. Violations des droits humains .....	19
2.3.1. Impunité .....	19
2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires / torture .....	19
2.3.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées.....	20
<b>3. Cibles de la violence .....</b>	<b>22</b>
3.1. Cibles civiles .....	24
3.2. Opposants, dissidents et personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés .....	24
3.3. Ex-FAB et autres Tutsi.....	26
3.4. Presse et société civile.....	27
<b>4. Répartition géographique.....</b>	<b>29</b>
<b>5. Déplacements de population .....</b>	<b>30</b>
5.1. Réfugiés .....	30
5.1.1. Retours .....	30
5.1.2. Conditions de vie des réfugiés.....	32
5.2. Déplacements internes .....	34
<b>6. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>34</b>
6.1. Situation économique et humanitaire .....	34
6.2. Droits économiques et sociaux .....	36
<b>Bibliographie .....</b>	<b>38</b>

## Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AI	Amnesty International
APRODH	Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues
CNDD-FDD	Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie
CNL	Congrès national pour la liberté
DPI	demandeur de protection internationale
FAB / ex-FAB	Forces armées burundaises / ex-combattant des Forces armées burundaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FOCODE	Forum pour la conscience et le développement
FLN	Front de libération nationale
FMI	Fonds monétaire international
FNL	Forces nationales pour la libération
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDHB	Initiative pour les droits humains au Burundi
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
Ligue Iteka	Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka
M23	Mouvement du 23 mars
MSD	Mouvement pour la solidarité et la démocratie
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
RDC	République démocratique du Congo
RED Tabara	Résistance pour un Etat de droit au Burundi Tabara
RFI	Radio France internationale
SNR	Service national des renseignements
TNH	The New Humanitarian
UE	Union européenne
USDOS	United States Department of State
VBG	violence basée sur le genre

## Carte du Burundi<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/09/2018, p. 258, [url](#)

## Introduction

Le présent COI Focus dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burundi. Il s'agit d'une mise à jour du COI Focus *Situation sécuritaire* du 31 mai 2023, qui reprend les principaux développements survenus entre juin 2023 et le 31 janvier 2025.

L'analyse se compose de six chapitres. Le premier chapitre décrit les développements politiques et sécuritaires récents. Le deuxième chapitre examine la nature des violences, tandis que les cibles de la violence, civiles ou autres, sont identifiées dans le troisième chapitre. Le quatrième chapitre montre la répartition géographique des violences. Le cinquième chapitre concerne les déplacements de population tant internes que vers les pays voisins. Enfin, l'impact de la violence sur la vie quotidienne et sur les droits économiques et sociaux de la population burundaise est l'objet du dernier chapitre.

Suite à la tentative de coup d'Etat de mai 2015, les organes de presse indépendants ainsi que des organisations renommées de la société civile ont été l'objet de violences ou de mesures restrictives importantes. De nombreux journalistes et activistes ont pris la voie de l'exil<sup>2</sup>. Le secrétaire général des Nations unies a constaté fin 2020 que la surveillance des droits humains au Burundi s'est érodée « du fait de l'absence de mécanismes, d'institutions, de voix et d'organisations indépendants consacrés à cette activité »<sup>3</sup>. Human Rights Watch (HRW) relève la difficulté d'accès au pays pour les organisations internationales, les risques pour la sécurité des activistes burundais et la crainte des victimes et des témoins de subir des représailles<sup>4</sup>. Par conséquent, les informations indépendantes et objectives sont devenues plus difficilement accessibles. Dans ce document, le Cedoca s'est appuyé sur la presse burundaise indépendante, en particulier SOS Médias Burundi, une plateforme de journalistes burundais anonymes opérant dans le pays même<sup>5</sup>, ainsi que le journal Iwacu qui, d'après Reporters sans frontières (RSF), était déjà en novembre 2015 le « dernier média indépendant à paraître au Burundi »<sup>6</sup>. La situation de sécurité et des droits humains est également couverte par des organisations non gouvernementales (ONG) locales, telles que la Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka (Ligue Iteka), la plus ancienne organisation burundaise pour la défense des droits humains, radiée par les autorités burundaises en 2017<sup>7</sup> mais qui continue de fonctionner en exil, et des organisations internationales comme HRW, Amnesty International (AI) ou l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB). Enfin, les publications des différents organes onusiens, dont les rapports annuels du rapporteur spécial sur la situation des droits humains au Burundi, constituent des sources supplémentaires<sup>8</sup>.

Ce rapport utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés<sup>9</sup>. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information

<sup>2</sup> ISS (Allison S.), 17/01/2017, [url](#) ; ACLED, *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, [url](#)

<sup>3</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 03/11/2020, p. 10, [url](#)

<sup>4</sup> HRW, 18/05/2022, [url](#)

<sup>5</sup> SOS Médias Burundi [site web], s.d., [url](#)

<sup>6</sup> RSF, 16/11/2015, [url](#)

<sup>7</sup> RFI, 04/01/2017, [url](#)

<sup>8</sup> En septembre 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a mis en place une Commission d'enquête indépendante chargée d'investiguer sur les violations des droits humains au Burundi. En octobre 2021, le Conseil a décidé de mettre fin à cette Commission d'enquête et l'a remplacée par le mécanisme du rapporteur spécial. Ni la Commission d'enquête, ni le rapporteur spécial n'ont eu l'autorisation de se rendre au Burundi : Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, [url](#)

<sup>9</sup> ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)



et d'organisations locales, régionales et internationales<sup>10</sup>. Concernant le Burundi, à part quelques médias internationaux qui continuent d'y couvrir les développements politiques et sécuritaires, il s'agit notamment d'organisations pour la défense des droits humains telles que la Ligue Iteka, de médias burundais comme le journal Iwacu et de sites d'actualités et radios burundais animés depuis l'étranger tels que SOS Médias Burundi<sup>11</sup>.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site Internet de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)<sup>12</sup>. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données<sup>13</sup>. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de leur localisation ainsi qu'une estimation indicative<sup>14</sup> du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>15</sup>. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 22 janvier 2025.

Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend certains incidents qui sont représentatifs des différents types de violence recensés pendant la période couverte par ce document. Des inventaires plus détaillés des incidents sont repris dans la base de données de l'ACLED ainsi que dans les rapports mensuels de certaines associations burundaises, telles que la Ligue Iteka<sup>16</sup>, l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH)<sup>17</sup> ou SOS-Torture Burundi<sup>18</sup>.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Burundi. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

<sup>10</sup> ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

<sup>11</sup> ACLED, *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, [url](#)

<sup>12</sup> ACLED, *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, [url](#)

<sup>13</sup> ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

<sup>14</sup> L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts ». ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

<sup>15</sup> L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)

<sup>16</sup> Iteka [site web], s.d., [url](#)

<sup>17</sup> APRODH [site web], s.d., [url](#)

<sup>18</sup> SOS-Torture Burundi [blog], s.d., [url](#)

## 1. Aperçu de la situation actuelle

### 1.1. Développements politiques et relations internationales

Dès son arrivée au pouvoir en juin 2020, le président Evariste Ndayishimiye a tenté de rétablir les relations avec la communauté internationale. En novembre 2021, les Etats-Unis ont levé les sanctions prises contre le Burundi en invoquant la « réduction considérable de la violence et la poursuite des réformes »<sup>19</sup>. L'Union européenne (UE), ayant mis fin aux restrictions financières à l'encontre du Burundi en février 2022, continue d'insister sur la nécessité de réformes avant de reprendre l'aide budgétaire directe<sup>20</sup>. En décembre 2023, la Belgique a approuvé un nouveau programme bilatéral de coopération à hauteur de 75 millions d'euros, le premier depuis l'interruption de l'aide directe en 2015. Le journal Iwacu fait état d'un réchauffement des relations diplomatiques entre les deux pays<sup>21</sup>.

Le gouvernement burundais a limité toute collaboration avec les différents organes onusiens<sup>22</sup>, dont le rapporteur spécial sur la situation des droits humains au Burundi qui n'est pas autorisé à visiter le pays<sup>23</sup>. En juillet 2023, le gouvernement s'est retiré de l'examen périodique du pays devant le Comité des droits humains des Nations unies en raison de la présence d'un membre exilé de la société civile<sup>24</sup>. Néanmoins, en octobre 2023, l'Assemblée générale a élu le Burundi comme membre du Conseil des droits de l'homme<sup>25</sup>.

Après l'entrée en fonction du président Ndayishimiye, les relations entre le Burundi et le Rwanda, fort hostiles depuis 2015, se sont améliorées de manière significative<sup>26</sup> ce qui, en 2022, a mené à l'ouverture de la frontière fermée depuis 2015<sup>27</sup>. Toutefois, suite à des attaques du mouvement rebelle Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED) Tabara à l'ouest du Burundi fin 2023 et début 2024, le Burundi a accusé le Rwanda de soutien à ce groupe armé<sup>28</sup>. Le 11 janvier 2024, le Burundi a de nouveau fermé la frontière et suspendu toutes ses relations avec le Rwanda<sup>29</sup>.

Les tensions entre les deux pays s'inscrivent également dans le contexte du rapprochement entre le président burundais et son homologue congolais, Félix Tshisekedi. A l'est de la République démocratique du Congo (RDC), des troupes burundaises se battent aux côtés des forces armées congolaises contre le Mouvement du 23 mars (M23), un groupe rebelle appuyé par le Rwanda<sup>30</sup>.

Quant à la politique nationale, le 21 avril 2023, Alain Guillaume Bunyoni, l'ancien premier ministre écarté par le président Ndayishimiye en septembre 2022, a été arrêté<sup>31</sup>. Le 8 décembre 2023, il a été condamné à perpétuité, entre autres pour complot contre le chef d'Etat<sup>32</sup>. Le président a promu au

<sup>19</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 7, [url](#) ; HRW, 08/02/2022, [url](#) ; HRW, 22/09/2022, [url](#)

<sup>20</sup> RFI, 09/02/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/06/2022, [url](#) ; RFI, 26/10/2022, [url](#)

<sup>21</sup> Iwacu (Misago J.), 24/11/2023, [url](#) ; Burundi Eco (Nkurunziza G.), 29/12/2023, [url](#)

<sup>22</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 7, 19-20, [url](#) ; HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

<sup>23</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, [url](#)

<sup>24</sup> HRW (de Montjoye C.), 05/07/2023, [url](#) ; RFI, 05/07/2023, [url](#)

<sup>25</sup> Nations unies, 10/10/2023, [url](#)

<sup>26</sup> ICG, 25/05/2022, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E., Mugisha H., Yikeze A.), 13/02/2023, [url](#)

<sup>27</sup> SOS Médias Burundi, 07/03/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/10/2022, [url](#)

<sup>28</sup> Iwacu (Ntakirutimana P.), 29/12/2023, [url](#) ; RFI, 13/01/2024, [url](#) ; RFI, 12/05/2024, [url](#)

<sup>29</sup> SOS Médias Burundi, 11/01/2024, [url](#)

<sup>30</sup> RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Jeune Afrique (Gras R.), 29/01/2024, [url](#) ; RFI, 13/01/2024, [url](#)

<sup>31</sup> IDHB, 09/2023, p. 4, [url](#)

<sup>32</sup> SOS Médias Burundi, 08/12/2023, [url](#)

poste de premier ministre le général Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika (« je vais t'étendre raide mort » en kirundi), qui, tout comme Bunyoni, est considéré comme un « dur »<sup>33</sup>.

Plusieurs sources ont attiré l'attention sur les rapports également tendus entre le président et Révérien Ndikuriyo, le secrétaire général du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Révérien Ndikuriyo a adopté des positions bien plus radicales à l'égard de la communauté internationale ou de l'opposition, par exemple en menaçant publiquement de tuer les adversaires du parti<sup>34</sup>. Ces discours de haine sont parfois repris par des représentants locaux du parti au pouvoir<sup>35</sup>. D'après l'IDHB, Révérien Ndikuriyo semble ainsi contrecarrer le message d'apaisement et de conciliation propagé par le président Ndayishimiye<sup>36</sup>.

En 2023 et 2024, afin d'affaiblir le principal mouvement de l'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL), le gouvernement a exploité de fortes tensions au sein de ce parti<sup>37</sup>. En mars 2024, le ministre de l'Intérieur a reconnu une nouvelle direction du CNL composée de dissidents du parti qui ont écarté le président Agathon Rwasa<sup>38</sup>. Des sources signalent que la nouvelle législation électorale adoptée en 2024 semble conçue pour empêcher Agathon Rwasa de participer aux élections législatives de 2025 et à l'élection présidentielle de 2027. En janvier 2025, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a rejeté plusieurs listes de candidats pour les élections législatives de juin 2025 dont les listes d'une nouvelle coalition politique, Burundi Bwa Bose, sur lesquelles figuraient Agathon Rwasa et plusieurs de ses fidèles<sup>39</sup>. Plusieurs sources, dont le rapporteur spécial onusien, parlent d'un « monopartisme de fait, avec un contrôle absolu du pouvoir et des institutions par le CNDD-FDD »<sup>40</sup>.

Plus de quatre années après l'avènement du président Ndayishimiye, l'IDHB signale que les Burundais sont déçus par l'incapacité du gouvernement à réaliser des réformes structurelles ainsi que par la mauvaise gestion de la crise économique marquée par des pénuries importantes et une augmentation des prix alimentaires<sup>41</sup>. Les défections de hauts fonctionnaires à l'étranger se multiplient, d'après Radio France internationale (RFI)<sup>42</sup>. Malgré ces crises politique et économique, le président a déclamé dans ses discours qualifiés d'« hallucinations » par SOS Médias Burundi que le pays n'a jamais été aussi béni, que le Burundi est « un pays de lait et de miel » ou encore que les Burundais sont des ingrats<sup>43</sup>.

## 1.2. Situation des droits humains

Depuis son élection en 2020, le président Ndayishimiye a annoncé dans plusieurs discours des réformes du système judiciaire et un renforcement de la lutte contre la corruption et les violations des droits humains<sup>44</sup>. L'IDHB admet en 2022 et 2023 que l'ampleur des violations graves a baissé sous la

<sup>33</sup> RFI, 08/09/2022, [url](#) ; Le Monde, 08/09/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Caslin O.), 08/09/2022, [url](#)

<sup>34</sup> SOS Médias Burundi, 18/01/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/09/2023, [url](#)

<sup>35</sup> SOS Médias Burundi, 03/12/2024, [url](#) ; HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

<sup>36</sup> IDHB, 03/2022, p. 12, [url](#) ; IDHB, 07/2022, pp. 4-5, [url](#) ; IDHB, 02/2023, p. 26, [url](#)

<sup>37</sup> IDHB, 09/2023, pp. 25-27, [url](#)

<sup>38</sup> Jeune Afrique, 11/03/2024, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 18/03/2024, [url](#)

<sup>39</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 7, [url](#) ; RFI, 02/01/2025, [url](#) ; Le Monde, 02/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. et al.), 03/01/2025, [url](#)

<sup>40</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 11, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ntakirutimana P.), 24/05/2024, [url](#)

<sup>41</sup> IDHB, 09/2023, pp. 5-6, [url](#)

<sup>42</sup> RFI, 04/12/2024, [url](#)

<sup>43</sup> SOS Médias Burundi, 08/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 09/03/2024, [url](#) ; RFI, 23/06/2024, [url](#)

<sup>44</sup> IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), 20/06/2022, [url](#)

présidence de Ndayishimiye<sup>45</sup>. Le rapporteur spécial onusien fait état en 2023 d'une « accalmie apparente » et d'une diminution relative des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique depuis octobre 2021 par les forces de l'ordre et des Imbonerakure, le mouvement de jeunes du CNDD-FDD<sup>46</sup>. Toutefois, ces sources soulignent, tout comme HRW, la persistance de nombre de problèmes structurels : arrestations arbitraires d'opposants politiques réels ou présumés, torture, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, violences sexuelles, restrictions aux libertés d'expression et violations des droits économiques et sociaux. Ces violations sont pour la plupart de la responsabilité des forces de police, du Service national de renseignement (SNR) placé sous l'autorité directe du président<sup>47</sup> et des Imbonerakure agissant généralement en toute impunité. Certains de ces abus avaient amené la Commission d'enquête indépendante des Nations unies, le principal mécanisme investiguant sur les violations des droits humains au Burundi entre 2016 et 2021, à conclure que des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis<sup>48</sup>.

En septembre 2023, l'IDHB signale que les conditions qui ont donné lieu à ces violations, comme la politisation du système judiciaire, sont toujours inchangées. De hauts dirigeants politiques responsables de graves violations bénéficient d'une impunité « plus forte que jamais »<sup>49</sup>. En juillet 2024, le rapporteur spécial fait état d'un « rétrécissement de l'espace civique et une répression des opposants politiques, des professionnels des médias et des défenseurs des droits de l'homme »<sup>50</sup>.

Le rapporteur spécial avertit que l'ensemble de ces facteurs, y compris la crise économique « sans précédent », peuvent constituer des signes précurseurs de violations graves lors des élections prévues en juin 2025<sup>51</sup>. L'IDHB estime probable une recrudescence des violations à l'approche des élections<sup>52</sup>. HRW perçoit également plusieurs facteurs de risque de nouvelles violations des droits humains<sup>53</sup>.

### 1.3. Rôle des Imbonerakure

Plusieurs sources soulignent la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure. Ceux-ci ont occupé une place de plus en plus importante dans l'« appareil répressif », par exemple en dominant les « comités mixtes de sécurité », actifs sur toutes les collines<sup>54</sup>, qui se sont mutés en organes pour la surveillance de la population<sup>55</sup>.

En septembre 2022, signalant une érosion de l'Etat de droit, HRW note également la continuation des abus commis par les Imbonerakure ciblant des personnes soupçonnées, souvent sans preuves, de soutenir l'opposition pacifique ou armée ou refusant de rejoindre le parti au pouvoir. Ces violations se sont surtout manifestées dans des zones rurales, d'après HRW<sup>56</sup>.

Par ailleurs, par rapport aux années précédentes, l'IDHB constate qu'en 2022, dans un grand nombre de provinces, les Imbonerakure ont fait preuve de plus de retenue face aux militants de l'opposition. Toutefois, cette même source indique que les pouvoirs excessifs des Imbonerakure n'ont pas été

<sup>45</sup> IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; IDHB, 09/2023, pp. 10-11, [url](#)

<sup>46</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, pp. 6, 9-10, [url](#)

<sup>47</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 6, [url](#)

<sup>48</sup> IDHB, 03/2022, pp. 14-16, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 10, [url](#)

<sup>49</sup> IDHB, 09/2023, pp. 10-11, [url](#) ; HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

<sup>50</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 2, [url](#)

<sup>51</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 2, [url](#)

<sup>52</sup> IDHB, 09/2023, p. 31, [url](#)

<sup>53</sup> HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

<sup>54</sup> La division administrative inférieure s'appelle colline en zone rurale et quartier en zone urbaine

<sup>55</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 12/09/2018, pp. 83-86, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 16/09/2020, pp. 63-65, [url](#) ; HRW, 27/04/2020, [url](#)

<sup>56</sup> HRW, 22/09/2022, [url](#)

réduits partout en égale mesure<sup>57</sup>. L'IDHB note que la conduite des Imbonerakure dépend du contexte local et de l'attitude des dirigeants locaux du CNDD-FDD. Certaines communes restent épargnées de violations importantes, alors que dans d'autres endroits, les Imbonerakure « ont repris leurs anciennes habitudes », parfois en connivence avec les forces de l'ordre ou les autorités. Ils continuent d'y exercer des fonctions de sécurité et à arrêter de présumés auteurs de crimes. Dans différentes régions, ils ont agressé et tué des membres du parti d'opposition CNL ainsi que des personnes sans affiliation politique. Certains jeunes du parti au pouvoir ont été arrêtés, mais selon l'IDHB, la majorité des incidents sont restés impunis<sup>58</sup>. Le rapporteur spécial note en juillet 2024 que les Imbonerakure « ont toute latitude pour torturer et intimider la population », en particulier les voix dissidentes<sup>59</sup>.

Au cours de l'année 2022, le secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, a déployé un programme de formation patriotique des Imbonerakure « les plus dignes de confiance et les plus dévoués ». Selon lui, les militants ayant participé à ces formations, qui ont eu lieu à Bujumbura ainsi que dans plusieurs provinces, étaient au nombre de 7.200<sup>60</sup>. SOS Médias Burundi a également rapporté de tels entraînements paramilitaires en 2023 et 2024, en particulier à Cibitoke, terrifiant souvent la population locale<sup>61</sup>. Malgré sa rivalité avec Révérien Ndikuriyo et ses appels initiaux aux Imbonerakure de se consacrer plutôt au développement, en août 2023, le président Ndayishimiye les a félicités pour leur travail dans le domaine de la sécurité et a ainsi approuvé la ligne dure<sup>62</sup>.

L'IDHB avertit qu'« une résurgence des violences de la part des Imbonerakure reste une menace réelle, notamment à l'approche des élections législatives de 2025 »<sup>63</sup>. Les entraînements et la militarisation progressive des Imbonerakure présagent des intimidations en période électorale, selon le rapporteur spécial onusien<sup>64</sup>.

<sup>57</sup> IDHB, 02/2023, pp. 10, 19-20 [url](#)

<sup>58</sup> IDHB, 03/2022, p. 11, [url](#) ; IDHB, 09/2023, p. 22, [url](#)

<sup>59</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

<sup>60</sup> IDHB, 07/2022, pp. 27-28, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/04/2022, [url](#) ; IDHB, 02/2023, p. 13, [url](#)

<sup>61</sup> SOS Médias Burundi, 12/07/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/10/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/03/2024, [url](#)

<sup>62</sup> IDHB, 09/2023, pp. 14, 23, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/08/2024, [url](#)

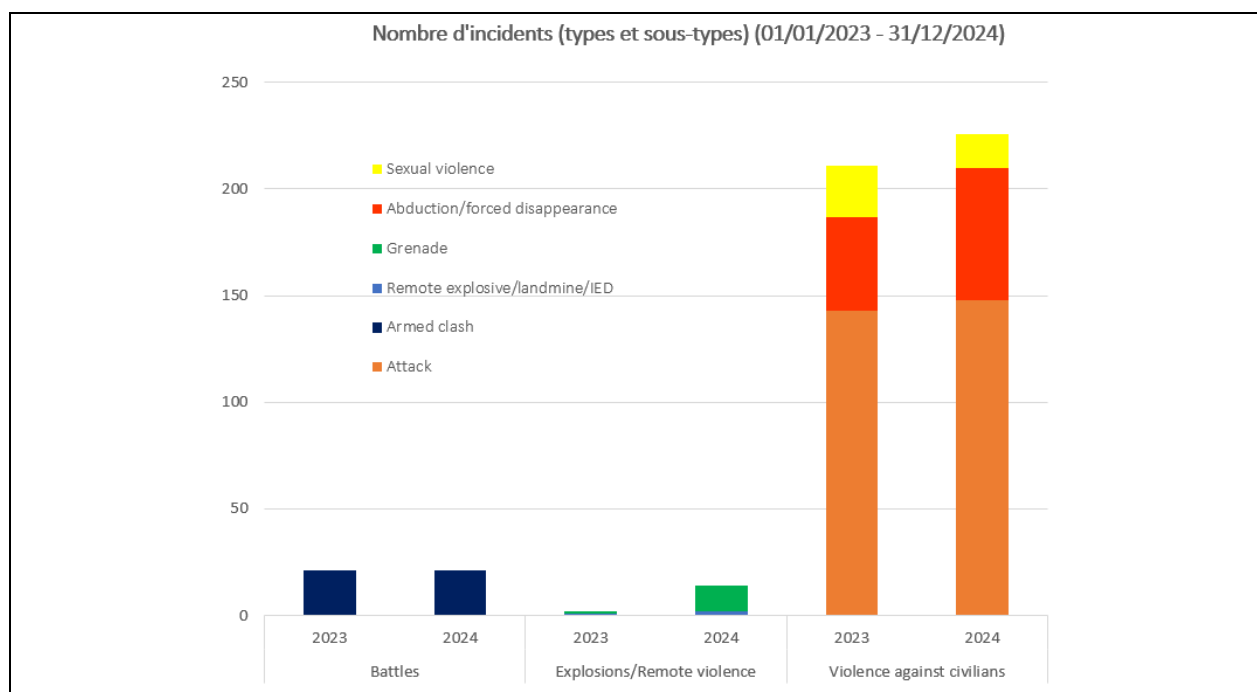
<sup>63</sup> IDHB, 09/2023, pp. 24, 31, [url](#)

<sup>64</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

## 2. Typologie de la violence

Depuis 2020, l'ACLED a relevé les données suivantes concernant le nombre d'incidents violents (qui sont de trois types : *battles*, *explosions/remote violence*, *violence against civilians*)<sup>65,66</sup>:

- En 2020, l'ACLED a dénombré 495 incidents dont 413 sont qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2021, l'ACLED a recensé 520 incidents dont 446 sont qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2022, l'ACLED a répertorié 331 incidents dont 281 sont qualifiés de *violence against civilians*.
- En 2023, l'ACLED a enregistré 234 incidents, dont 21 comme *battles*, 2 comme *explosions/remote violence* et 211 comme *violence against civilians*.
- En 2024, l'ACLED a répertorié 261 incidents, dont 21 comme *battles*, 14 comme *explosions/remote violence* et 226 comme *violence against civilians*.



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 31/12/2024<sup>67</sup>

En 2022 et 2023, les données de l'ACLED indiquent une baisse nette du nombre d'incidents violents, y compris de la violence contre les civils. En 2024, le nombre d'incidents répertoriés est légèrement plus élevé que celui de 2023. Les violences dirigées contre les civils constituent la grande majorité des incidents. Il s'agit en particulier d'attaques physiques, mais l'ACLED a aussi recensé des dizaines d'enlèvements et disparitions forcées ainsi que des cas de violence sexuelle. Ces violences contre des civils sont majoritairement attribuées aux Imbonerakure, aux forces de l'ordre (en particulier la police et le SNR) et à des groupes non identifiés<sup>68</sup>.

<sup>65</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>66</sup> Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED : CGVS, 21/05/2019, [url](#)

<sup>67</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>68</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

Les *battles* recensés par l'ACLED en 2023 et 2024 étaient, d'une part, des affrontements armés parfois meurtriers entre l'armée et des groupes armés et, d'autre part, des altercations faisant relativement peu de morts entre Imbonerakure, entre des Imbonerakure et des agents des forces de l'ordre ou entre des opposants et des Imbonerakure. Par ailleurs, les incidents faisant le plus grand nombre de victimes civiles au cours des deux années précédentes étaient des attaques du groupe rebelle RED Tabara en décembre 2023 et en février 2024 (voir 2.1.1. Attaques de groupes armés).

Les quelques *explosions* recensées par l'ACLED concernent des attaques à la grenade, souvent perpétrés par des auteurs non identifiés pour des motifs obscurs (voir 2.1.2. Attaques à la grenade).

## 2.1. Attaques armées au Burundi

### 2.1.1. Attaques de groupes armés

Les incidents relevés entre 2022 et 2024 par l'ACLED et identifiés comme *battles* (combats) concernent, d'une part, des confrontations d'envergure limitée, soit des conflits internes entre des forces de sécurité ou des Imbonerakure, soit des conflits entre des militants de l'opposition et des agents de l'Etat. La plupart de ces affrontements n'ont pas fait de victimes<sup>69</sup>.

D'autre part, des combats plus meurtriers se sont déroulés entre les forces armées burundaises et des mouvements armés rwandais, notamment des éléments du Front de libération nationale (FLN<sup>70</sup>) ou des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR)<sup>71</sup>. Ces groupes armés en provenance de la RDC sont basés dans la forêt de la Kibira et ses alentours au nord-ouest du pays, en particulier dans les communes de Mabayi et Bukinanyana en province de Cibitoke, d'où ils tenteraient des incursions au Rwanda. Par ailleurs, le Groupe d'experts des Nations unies, mandaté entre autres pour documenter les violations de l'embargo sur les armes en RDC, a indiqué en juin 2024 que, dans le contexte du conflit avec le M23 à l'est de la RDC qui l'oppose au Rwanda, le Burundi a repris sa collaboration avec le FLN duquel il s'était distancé après le rapprochement avec le Rwanda<sup>72</sup>.

En 2022 et 2023, des affrontements fréquents entre des rebelles rwandais et l'armée burundaise ont fait de nombreuses victimes, en particulier du côté rebelle<sup>73</sup>. Ensuite, entre janvier et septembre 2024, les médias burundais n'ont pas recensé de tels affrontements, probablement en raison du rapprochement entre l'armée burundaise et les groupes armés rwandais. Par ailleurs, en mai 2024, SOS Médias Burundi signale que, sur une période ne dépassant pas un mois, des gardes-forestiers dans la forêt de la Kibira ont découvert au moins 32 corps de combattants en uniforme congolais, probablement des rebelles rwandais qui sont morts soit lors d'affrontements avec l'armée burundaise, soit lors d'incursions vaines sur le territoire rwandais<sup>74</sup>. De plus, en octobre et novembre 2024, de

<sup>69</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>70</sup> Ne pas confondre avec les Forces nationales pour la libération (FNL) du général Aloys Nzabampema, un groupe rebelle burundais basé à l'est de la RDC (voir 2.2. Affrontements armés en RDC), ou avec l'ancien parti politique FNL, rebaptisé CNL en 2019, dirigé par l'ancien rebelle et actuel opposant burundais Agathon Rwasa.

<sup>71</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>72</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 41, 282, [url](#)

<sup>73</sup> SOS Médias Burundi, 21/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/10/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/07/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/12/2023, [url](#)

<sup>74</sup> SOS Médias Burundi, 25/05/2024, [url](#)



nouveaux affrontements entre les forces armées appuyées par des Imbonerakure et des groupes armés rwandophones ont eu lieu dans la province de Cibitoke<sup>75</sup>.

Tout au long de l'année 2023 et 2024, SOS Médias Burundi a rapporté des activités de rebelles rwandais dans et autour de la forêt de la Kibira. La présence de ces combattants, qui se ravitaillent parfois de force auprès de la population, inquiète les habitants des communes avoisinant la réserve naturelle qui parfois prennent la fuite<sup>76</sup>.

Quant aux groupes rebelles burundais, alors que la RED Tabara n'avait plus mené d'opérations sur le territoire burundais depuis septembre 2021, ce mouvement a revendiqué quelques attaques dans des communes limitrophes de la RDC depuis septembre 2023. Dans la nuit du 2 au 3 septembre 2023 dans la commune de Gihanga (province de Bubanza), des hommes armés ont ciblé une voiture, tuant deux passagers<sup>77</sup>. La RED Tabara, qui a déclaré avoir détruit une antenne de guidage de l'aéroport de Bujumbura, a attribué ces morts civils à l'armée burundaise<sup>78</sup>. Dans cette même commune, pendant la nuit du 10 au 11 décembre 2023, des hommes armés ont tenté de détruire un pont avec un explosif. Une personne prise en otage par ces assaillants a été tuée, selon SOS Médias Burundi<sup>79</sup>. La RED Tabara, qui a revendiqué l'attaque, a déclaré avoir tué trois militaires burundais<sup>80</sup>.

Le 22 décembre 2023, une attaque du groupe armé dans la localité de Vugizo (commune de Mutimbuzi, province de Bujumbura rural) contre la frontière congolaise a fait vingt morts dont dix-neuf civils et douze enfants, selon le gouvernement burundais. De son côté, la RED Tabara a démenti avoir ciblé des civils et a déclaré avoir tué dix membres des forces de sécurité lors d'une attaque contre une de leurs positions<sup>81</sup>. Plusieurs sources ont affirmé au Groupe d'experts onusien que la RED Tabara a seulement ciblé la position militaire à l'entrée du village, alors que l'armée burundaise et des Imbonerakure étaient responsables des morts civils<sup>82</sup>. Selon Thierry Vircoulon, l'attaque de la RED Tabara avait une fonction symbolique, notamment de vouloir montrer qu'elle existe toujours<sup>83</sup>.

La RED Tabara a déclaré avoir tué six militaires burundais lors d'une nouvelle attaque de dizaines d'assaillants dans la commune de Buringa (province de Bubanza) le 25 février 2024, alors que le gouvernement burundais a fait état de neuf victimes, dont une majorité de civils et un militaire<sup>84</sup>. La Ligue Iteka dresse un bilan plus lourd de dix-neuf victimes dont neuf militaires<sup>85</sup>.

### 2.1.2. Attaques à la grenade

Fin avril et début mai 2024, plusieurs attaques à la grenade ont eu lieu à Bujumbura. Au moins deux explosions se sont produites dans la nuit du 24 avril 2024 au quartier de Ngagara à l'intérieur de transformateurs électriques de la REGIDESO, l'entreprise étatique chargée de la distribution de l'eau et de l'électricité<sup>86</sup>. Des grenades lancées par des inconnus ont, selon la Ligue Iteka, fait neuf morts

<sup>75</sup> Le 24 juillet 2024, de présumés combattants du FLN ou des FDLR ont tué trois civils et un soldat qui traversaient clandestinement la frontière rwandaise, selon la Ligue Iteka : Ligue Iteka, 30/07/2024, pp. 6-7, [url](#) ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>76</sup> SOS Médias Burundi, 06/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/08/2024, [url](#)

<sup>77</sup> SOS Médias Burundi, 03/09/2023, [url](#)

<sup>78</sup> RED Tabara (@Red\_Tabara), 03/09/2023, [url](#)

<sup>79</sup> SOS Médias Burundi, 11/12/2023, [url](#)

<sup>80</sup> RED Tabara (@Red\_Tabara), 11/12/2023, [url](#)

<sup>81</sup> Le Monde, 23/12/2023, [url](#) ; Iwacu (Kaburungu S., Ntakirutimana P., Ndashinze R.), *L'horreur à Gatumba*, 29/12/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, p. 41, [url](#)

<sup>82</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, p. 280, [url](#)

<sup>83</sup> RFI, 08/01/2024, [url](#)

<sup>84</sup> SOS Médias Burundi, 26/02/2024, [url](#) ; RFI, 27/02/2024, [url](#)

<sup>85</sup> SOS Médias Burundi, 13/03/2024, [url](#)

<sup>86</sup> SOS Médias Burundi, 24/04/2024, [url](#)



et une trentaine de blessés le 5 mai 2024 dans un bar au quartier de Kamenge et le 10 mai 2024 dans un parking d'autobus situé au centre-ville<sup>87</sup>. Les bilans d'autres sources divergent<sup>88</sup>.

## 2.2. Affrontements armés en RDC

### 2.2.1. Groupes rebelles burundais

Deux groupes rebelles burundais restent actifs à l'est de la RDC. La Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RED) Tabara, estimé à quelque 500 à 800 combattants<sup>89</sup>, est le seul mouvement armé né suite à la crise de 2015 qui n'a pas disparu en raison de divisions internes ou d'autres revers. Alors qu'en 2020 et 2021, ce groupe armé avait revendiqué plusieurs attaques armées et affrontements avec les forces armées burundaises sur le territoire burundais<sup>90</sup>, aucune incursion au Burundi n'a été recensée par l'ACLED ou par d'autres sources entre début février 2022 et fin 2023<sup>91</sup>. L'IDHB précise que la capacité de la RED Tabara « à provoquer une insécurité à grande échelle ou soutenue au Burundi semble limitée ». Néanmoins, le mouvement rebelle reste « une bête noire », une menace au pouvoir du CNDD-FDD qui pourrait le considérer comme une force par procuration du Rwanda<sup>92</sup>. Cette perception est accentuée par les attaques surprises de décembre 2023 et de février 2024.

Le Groupe d'experts onusien indique dans son rapport de juin 2024 que le Rwanda, qui avait déjà appuyé la RED Tabara à l'époque de la crise du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza en 2015 et 2016, a renouvelé son soutien au groupe armé depuis fin 2022 et l'a ainsi aidé à mener des incursions et des attaques dans l'ouest du Burundi<sup>93</sup>.

Les Forces nationales pour la libération (FNL) dirigées par le général Aloys Nzabampema constituent l'autre groupe rebelle burundais présent à l'est de la RDC. Les sources consultées ne mentionnent aucune incursion ou attaque de ce groupe armé sur le territoire burundais depuis début 2020. Le gouvernement burundais a déclaré au Groupe d'experts onusien avoir mené des opérations de traque contre une alliance des FNL et de RED Tabara en février 2024<sup>94</sup>. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information plus récente à propos de ce groupe armé.

### 2.2.2. Opérations militaires burundaises

Plusieurs sources ont rapporté depuis une dizaine d'années des incursions de militaires burundais appuyés par des Imbonerakure dans la province du Sud-Kivu en RDC<sup>95</sup>. En août 2022, un accord bilatéral conclu avec le gouvernement congolais a officialisé le déploiement de troupes burundaises dans cette zone<sup>96</sup>. En juillet 2024, SOS Médias Burundi compte onze bataillons au Nord-Kivu et quatre au Sud-Kivu<sup>97</sup>.

<sup>87</sup> Ligue Iteka, 14/05/2024, [url](#)

<sup>88</sup> Iwacu (Ndayishimiye A.), 06/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/05/2024, [url](#) ; Xinhua, 12/05/2024, [url](#) ; SOS-Torture Burundi, 12/05/2024, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 6, [url](#)

<sup>89</sup> Le Monde, 23/12/2023, [url](#)

<sup>90</sup> IDHB, 07/2022, pp. 21-23, [url](#)

<sup>91</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>92</sup> IDHB, 07/2022, pp. 23-24, [url](#)

<sup>93</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 40-41, [url](#)

<sup>94</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, p. 22, [url](#)

<sup>95</sup> IDHB, 07/2022, pp. 4-5, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 14/06/2022, pp. 3, 36, [url](#)

<sup>96</sup> Nations Unies - Conseil de sécurité, 16/12/2022, p. 21, [url](#) ; IDHB, 12/2023, pp. 8-9, [url](#)

<sup>97</sup> SOS Médias Burundi, 02/07/2024, [url](#)

Dans le Nord-Kivu, la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) lutte aux côtés des troupes congolaises appuyées par une coalition de groupes armés locaux appelée Wazalendo et par les rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) contre le groupe armé M23 soutenu par l'armée rwandaise<sup>98</sup>.

Fin 2023, des troupes burundaises ont déserté leurs positions en RDC ou ont refusé d'y être déployées<sup>99</sup>. En juin 2024, quelque 270 de ces militaires ont été condamnés à des peines de prison sévères<sup>100</sup>. En janvier 2024, SOS Médias Burundi rapporte que 200 Imbonerakure sont partis combattre aux côtés des troupes burundaises en RDC. Ceux qui ont refusé ont été arrêtés<sup>101</sup>.

Selon SOS Médias Burundi, en janvier 2025, l'hôpital militaire de Kamenge à Bujumbura est débordé par l'afflux de dizaines de soldats blessés lors des combats contre le M23<sup>102</sup>. Certaines sources font état de centaines de victimes. L'armée burundaise ne communique pas sur le nombre de militaires tués qui, d'après SOS Médias Burundi, sont enterrés sans informer les familles<sup>103</sup>.

Dans le Sud-Kivu, les troupes burundaises ont principalement visé les rebelles de la RED Tabara et, en moindre mesure, ceux des FLN Nzabampema<sup>104</sup>. En mars 2022, un ancien officier burundais a déclaré à l'IDHB que l'armée, étant incapable de détruire le groupe rebelle, est engagée dans une « guerre d'usure » dont l'objectif est de réduire ses capacités de mener des opérations au Burundi<sup>105</sup>. Le 26 octobre 2024, le groupe rebelle RED Tabara a déclaré avoir tué 45 militaires appartenant à l'armée burundaise et leurs alliés<sup>106</sup>, ce que l'armée burundaise a démenti<sup>107</sup>. De nouveaux affrontements ont eu lieu en novembre et octobre 2024<sup>108</sup>. Plusieurs sources ont affirmé au Groupe d'experts que la RED Tabara est de nouveau soutenue par le Rwanda et a collaboré avec le M23<sup>109</sup>.

Le Groupe d'experts onusien a rapporté que les forces armées burundaises ont affronté les FNL Nzabampema en janvier et mars 2023, les repoussant vers le sud à proximité des positions de la RED Tabara<sup>110</sup>. La dernière grande confrontation avec les FNL a eu lieu en mai 2023, selon l'IDHB<sup>111</sup>.

L'IDHB et des organisations congolaises ont dénoncé des violations des droits humains de la part de militaires burundais et d'Imbonerakure à l'égard de la population congolaise, dont des violences sexuelles et des enlèvements<sup>112</sup>. L'IDHB a également recueilli des témoignages sur des violences sexuelles perpétrées par des membres des groupes rebelles burundais, la RED Tabara et les FNL<sup>113</sup>.

<sup>98</sup> RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 2-3, [url](#)

<sup>99</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 21-22, 177, [url](#)

<sup>100</sup> SOS Médias Burundi, 27/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/12/2024, [url](#)

<sup>101</sup> SOS Médias Burundi, 31/01/2024, [url](#)

<sup>102</sup> SOS Médias Burundi, 22/01/2025, [url](#)

<sup>103</sup> SOS Médias Burundi, 24/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Gateretse D.), 16/01/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 21-22, 177, [url](#)

<sup>104</sup> RFI, 28/08/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 04/06/2024, pp. 2-3, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/08/2022, [url](#)

<sup>105</sup> IDHB, 07/2022, pp. 16-19, 24-25, [url](#)

<sup>106</sup> RED Tabara (@Red\_Tabara), 26/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/10/2024, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 27/12/2024, p. 160, [url](#)

<sup>107</sup> Iwacu, 27/10/2024, [url](#)

<sup>108</sup> SOS Médias Burundi, 27/11/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/12/2024, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 27/12/2024, p. 160, [url](#)

<sup>109</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 13/06/2023, pp. 33-34, [url](#)

<sup>110</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 13/06/2023, pp. 33-34, [url](#)

<sup>111</sup> IDHB, 12/2023, p. 10, [url](#)

<sup>112</sup> SOS Médias Burundi, 15/08/2022, [url](#) ; IDHB, 07/2022, pp. 16, 21, [url](#) ; IDHB, 12/2023, pp. 4, 14-18, [url](#)

<sup>113</sup> IDHB, 12/2023, pp. 18-20, [url](#)

## 2.3. Violations des droits humains

En raison de l'ampleur des abus et de la difficulté pour les documenter, HRW et l'IDHB indiquent que le nombre de violations des droits humains recensé ne représente probablement qu'une fraction du nombre réel<sup>114</sup>. Par ailleurs, l'IDHB et le rapporteur spécial onusien ont noté une diminution relative des violations depuis l'avènement du président Ndayishimiye, tout en signalant que, dans un contexte de large impunité et d'absence de réformes structurelles, ces violations continuent.

### 2.3.1. Impunité

Le rapporteur spécial onusien relève dans son rapport de 2024 quelques mesures de lutte contre l'impunité, plutôt symboliques et ayant un impact limité, comme l'arrestation du général Bunyoni. Toutefois, il maintient que l'impunité « est induite et entretenue par l'appareil judiciaire ». Ce dernier est atteint par la corruption et souffre d'un manque d'indépendance en raison de l'ingérence de l'exécutif ainsi que d'une insuffisance de ressources humaines et matérielles<sup>115</sup>. Il signale la sélectivité des poursuites, qui concernent des crimes de droit commun plutôt que politiques. Les plaintes introduites pour des violations graves ont rarement donné lieu à des poursuites<sup>116</sup>. Plusieurs sources soulignent qu'aucun haut responsable n'a dû rendre des comptes pour les violations commises depuis 2015 à l'égard des opposants au pouvoir, des membres de la société civile ou de la presse<sup>117</sup>.

La presse a couvert plusieurs arrestations et condamnations d'Imbonerakure, d'agents étatiques ou de membres du CNDD-FDD en 2023 et 2024. En général, les cas rapportés concernent non pas des crimes politiques (c'est-à-dire commis à l'égard d'opposants ou de dissidents), mais plutôt des affaires de droit commun, allant de faits de corruption<sup>118</sup> jusqu'à la torture et l'assassinat<sup>119</sup>, ou des règlements de compte entre partisans du parti au pouvoir<sup>120</sup>.

Dans d'autres affaires de droit commun, les Imbonerakure ou agents de l'Etat soupçonnés d'être les auteurs de violations n'ont pas été inquiétés<sup>121</sup>.

Quelquefois, ne faisant plus confiance à la police et la justice, la population locale s'en est prise violemment à des Imbonerakure ou des policiers<sup>122</sup>.

### 2.3.2. Arrestations et détentions arbitraires / torture

Les arrestations et détentions arbitraires constituaient les violations le plus souvent documentées par la Commission d'enquête onusienne entre 2016 et 2021. Ces arrestations, parfois suivies d'un séjour dans un centre de détention non officiel, ont donné lieu à différents autres types de violations comme

<sup>114</sup> IDHB, 03/2022, p. 5, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

<sup>115</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

<sup>116</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, p. 11, [url](#)

<sup>117</sup> HRW et al., 29/08/2024, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 4, [url](#)

<sup>118</sup> RFI, 19/09/2023, [url](#)

<sup>119</sup> Iwacu (Gateretse D.), 01/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/05/2024, [url](#)

<sup>120</sup> SOS Médias Burundi, 29/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/03/2024, [url](#)

<sup>121</sup> SOS Médias Burundi, 06/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/04/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/04/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/12/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/09/2023, [url](#)

<sup>122</sup> SOS Médias Burundi, 17/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/12/2024, [url](#)

des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, de la torture et des violences sexuelles<sup>123</sup>. Le rapporteur spécial onusien indique en juillet 2024 que ces arrestations arbitraires, effectuées par la police ou le SNR avec l'aide des Imbonerakure, généralement pour des raisons politiques ou de rébellion, continuent<sup>124</sup>.

En mars 2022, l'IDHB décrit la trajectoire suivie par de nombreux opposants présumés : suite à une arrestation arbitraire ou un enlèvement par des agents étatiques, ils sont détenus au bureau provincial avant d'être transférés au siège du SNR à Bujumbura où ils restent quelques jours ou plusieurs mois. Des contacts, dont les coordonnées sont retrouvées dans les téléphones portables confisqués, sont parfois aussi arrêtés. Dans les lieux d'incarcération, plusieurs détenus soupçonnés de collaboration avec des groupes armés ont été soumis à la torture afin de leur extraire des aveux. Certains ont été libérés, d'autres envoyés en prison<sup>125</sup>.

Un prisonnier a indiqué à l'IDHB en 2023 qu'un député du CNDD-FDD a fait valoir que lui et son codétenu ne seraient pas libérés s'ils n'adhéraient pas au parti au pouvoir<sup>126</sup>.

SOS Médias Burundi rapporte en juin 2023 que deux proches de l'ancien premier ministre Alain-Guillaume Bunyoni ont été torturés à mort par le SNR<sup>127</sup>.

A plusieurs occasions, les autorités de Bujumbura et d'autres localités ont recouru à des arrestations de dizaines de personnes désœuvrées ou en situation irrégulière ou qui s'apprêtaient à se rendre en Tanzanie à la recherche de travail et que la police a soupçonnées de vouloir s'enrôler dans des groupes armés<sup>128</sup>. Le 16 mai 2024, dans la commune de Nyanza-lac en province de Makamba, la police a arrêté et accusé de rébellion 44 personnes qui s'étaient rendues en Tanzanie pour travailler<sup>129</sup>.

En novembre 2024, le président a lancé une opération de désengorgement des prisons, grâçant quelque 5.400 personnes sur un total de 13.000 détenus<sup>130</sup>. Cependant, la mise en œuvre a été entachée de nombreuses incohérences et irrégularités, selon des observateurs<sup>131</sup>.

### 2.3.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées

En août 2023, le rapporteur spécial des Nations unies déclare que, « malgré une accalmie apparente », des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des cas de torture continuent d'être documentés quotidiennement. Ces violations sont imputées à la police, au SNR et aux Imbonerakure<sup>132</sup>. Le rapporteur spécial ainsi que le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS) relèvent de nombreuses disparitions sur base de motifs politiques<sup>133</sup>. D'après plusieurs sources, les victimes sont notamment des membres du CNL et des militants du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), assimilés au groupe rebelle RED Tabara<sup>134</sup>.

Le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), une organisation burundaise opérant en exil qui se concentre sur les disparitions forcées, et l'IDHB ont fait état d'une diminution du nombre

<sup>123</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 9-10, [url](#)

<sup>124</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 8, [url](#)

<sup>125</sup> IDHB, 03/2022, p. 5, [url](#)

<sup>126</sup> IDHB, 11/2023, p. 23, [url](#)

<sup>127</sup> SOS Médias Burundi, 14/06/2023, [url](#)

<sup>128</sup> SOS Médias Burundi, 26/07/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/03/2024, [url](#)

<sup>129</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 8, [url](#) ; Ligue Iteka, 05/2024, p. 10, [url](#)

<sup>130</sup> Iwacu (Haburiyakira F.), 27/11/2024, [url](#)

<sup>131</sup> Iwacu (Irakoze D., Ningabire F.), 03/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/11/2024, [url](#)

<sup>132</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 10, [url](#)

<sup>133</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, pp. 8-9, [url](#) ; USDOS, 22/04/2024, [url](#)

<sup>134</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, pp. 8-9, [url](#) ; FOCODE, 29/08/2022, [url](#)

de disparitions forcées pendant l'année 2022. Pendant la première moitié de 2024, le FOCODE en a recensées douze<sup>135</sup>.

Depuis le début de la crise, les médias et la société civile font régulièrement état de la découverte de cadavres dans l'espace public, à Bujumbura et à l'intérieur du pays, sur des axes routiers ou dans les rivières<sup>136</sup>. Pendant les quatre premières années de la présidence d'Evariste Ndayishimiye, la Ligue Iteka a dénombré 843 cadavres<sup>137</sup>. La province de Cibitoke limitrophe de la RDC est la plus atteinte par ce phénomène<sup>138</sup>. En 2024, SOS Médias Burundi et la Ligue Iteka y ont recensé quelque 90 cadavres, la plupart dans les communes de Rugombo et Buganda et sur le littoral de la rivière Rusizi<sup>139</sup>.

Plusieurs sources signalent que, bien que de nombreux corps montrent des signes de violence, les autorités locales, les Imbonerakure ou les policiers ont continué à les enterrer hâtivement sans enquêter sur leur identité ou la cause du décès<sup>140</sup>. La Ligue Iteka soupçonne une stratégie du pouvoir de dissimuler des « crimes répétitifs et généralisés »<sup>141</sup>.

Dans un rapport de novembre 2024, la Ligue Iteka fournit plusieurs exemples de militants du parti d'opposition CNL ainsi que de personnes sans affiliation politique, souvent de présumés voleurs, enlevés ou tués par des agents étatiques tels que des policiers, des membres du SNR ou des Imbonerakure<sup>142</sup>. La Ligue Iteka ajoute que des dizaines de membres du parti au pouvoir CNDD-FDD ont été tués en 2023 et 2024, mais ne précise pas les circonstances ou les motifs de ces morts<sup>143</sup>. Par exemple, fin avril 2024, un mobilisateur du parti au pouvoir dans la commune de Bugendana (province de Gitega) a été abattu par des inconnus<sup>144</sup>.

D'après les statistiques établies par la Ligue Iteka, le nombre de personnes tuées sous les trois premières années du président Ndayishimiye était proportionnellement plus élevé que celui des cinq années de la présidence de Pierre Nkurunziza<sup>145</sup>.

<sup>135</sup> IDHB, 02/2023, p. 4, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 8, [url](#)

<sup>136</sup> SOS Médias Burundi, 28/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/12/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/12/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 23/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/04/2024, [url](#)

<sup>137</sup> La Ligue Iteka rapporte la découverte de 1.188 cadavres, chiffre dans lequel elle inclut les 345 victimes d'un incendie dans la prison de Gitega en 2021 : Ligue Iteka, 04/2024, p. IV, [url](#)

<sup>138</sup> Ligue Iteka, 04/2024, p. IV, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/12/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 18/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/12/2023, [url](#)

<sup>139</sup> SOS Médias Burundi, 11/10/2024, [url](#) ; Ligue Iteka, 01/2025, p. 12, [url](#)

<sup>140</sup> HRW, 18/05/2022, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 10, [url](#)

<sup>141</sup> Ligue Iteka, 04/2024, p. II, [url](#)

<sup>142</sup> Ligue Iteka, 11/2024, pp. 9-26, [url](#)

<sup>143</sup> Ligue Iteka, 01/2024, p. 4, [url](#) ; Ligue Iteka, 12/2024, p. 16, [url](#)

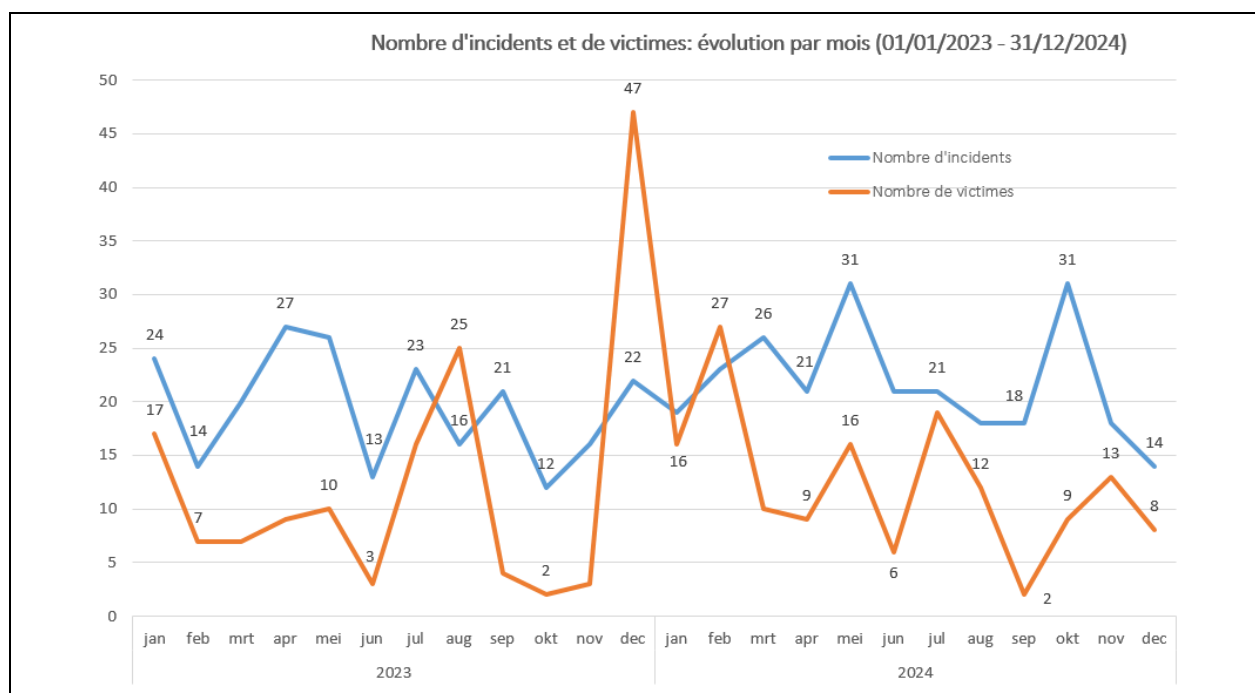
<sup>144</sup> SOS Médias Burundi, 28/04/2024, [url](#)

<sup>145</sup> Ligue Iteka, 05/2024, pp. 6-7, [url](#)

### 3. Cibles de la violence<sup>146</sup>

Des organisations pour la défense des droits humains indiquent que le nombre de violations et de victimes est difficile à déterminer à cause de la difficulté d'accès au pays pour les organisations internationales, de la crainte des victimes et témoins de subir des représailles, de la peur généralisée au sein de la population et de la surveillance des membres de la société civile et de la presse<sup>147</sup>.

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre d'incidents et de victimes (morts) depuis début 2023 jusque fin décembre 2024. Le pic élevé en décembre 2023 est dû à des attaques de groupes armés à l'ouest et dans le nord-ouest du pays rebelle RED Tabara à l'ouest du pays ainsi qu'à des affrontements entre l'armée burundaise et des groupes armés rwandais dans le nord-ouest du pays :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 - 31/12/2024<sup>148</sup>

<sup>146</sup> L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés », qu'il s'agit d'estimations. Il convient aussi de noter que l'ACLED encode parfois des incidents de manière tardive. Ainsi, le nombre total de victimes ne peut être exhaustif. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts sont disponibles dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED : ACLED, 06/2023, [url](#) ; CGVS, 21/05/2019, [url](#)

<sup>147</sup> HRW, 18/09/2018, [url](#) ; HRW, 18/05/2022, [url](#)

<sup>148</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

Le tableau suivant montre le nombre de morts par type d'incident recensé depuis 2020 par l'ACLED :

Type d'incident	Personnes tuées				
	2020	2021	2022	2023	2024
<i>Battles</i>	133	71	101	66	36
<i>Explosions (grenades)</i>	9	22	4	1	14
<i>Violence against civilians</i>	176	192	142	83	97
<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>285</b>	<b>247</b>	<b>150</b>	<b>147</b>

Tableau réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2020 – 31/12/2024<sup>149</sup>

La Ligue Iteka publie régulièrement des chiffres sur les victimes des violences au Burundi. Comme le total de personnes tuées recensé par la Ligue Iteka comprend aussi des victimes de crimes de droit commun (règlements de compte, justice populaire), le Cedoca ne retient ci-dessous que les personnes tuées par des agents étatiques ou des auteurs inconnus et lors d'attaques à main armée. Cette association fournit également des chiffres sur les disparitions, la torture, les violence basées sur le genre (VBG) et les arrestations arbitraires.

Le nombre de personnes tuées recensé par l'ACLED est inférieur à celui avancé par la Ligue Iteka. Il est difficile d'interpréter ces divergences. L'ACLED a relevé que les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis, susceptibles de manipulations, d'exagérations ou de sous-estimations<sup>150</sup>.

En 2020, la Ligue Iteka a recensé 351 personnes tuées par des agents étatiques, des auteurs non identifiés ou lors d'attaques à main armée<sup>151</sup>. En 2021, l'organisation a répertorié 388 morts<sup>152</sup>. En 2022, il s'agissait de 375 victimes<sup>153</sup>.

En 2023, la Ligue Iteka a attribué la mort de 296 personnes soit à des agents étatiques (88, dont 16 exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs inconnus (164), soit à des attaques armées (44). L'organisation a répertorié 794 arrestations arbitraires ; 25 enlèvements et disparitions forcées ; 59 cas de tortures ; 155 cas de VBG<sup>154</sup>.

En 2024, la Ligue Iteka a attribué la mort de 287 personnes soit à des agents étatiques (44, dont 15 victimes d'exécutions extrajudiciaires), soit à des auteurs inconnus (215), soit à des attaques armées (28). L'organisation a répertorié 235 arrestations arbitraires, 38 enlèvements et disparitions forcées, 36 cas de tortures et 144 cas de VBG. La Ligue Iteka précise que des policiers étaient responsables de la mort de 21 personnes, alors que des Imbonerakure ont tué 15 personnes, des administratifs 7 personnes et des militaires une personne<sup>155</sup>.

<sup>149</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>150</sup> ACLED, 06/2023, [url](#) ; CGVS, 21/05/2019, [url](#)

<sup>151</sup> Ligue Iteka, 01/2021, p. 1, [url](#)

<sup>152</sup> Ligue Iteka, 01/2022, [url](#)

<sup>153</sup> Ligue Iteka, 01/2023, [url](#)

<sup>154</sup> Ligue Iteka, 01/2024, [url](#)

<sup>155</sup> Ligue Iteka, 01/2025, [url](#)



### 3.1. Cibles civiles

L'ACLED offre un aperçu des personnes tuées lors de violences dirigées contre des civils (*civilian targeting*<sup>156</sup>) sur la base de deux types d'incidents, notamment les *explosions/remote violence* et la *violence against civilians* :

- En 2020, parmi les 318 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 185 étaient des civils.
- En 2021, parmi les 285 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 214 étaient des civils.
- En 2022, parmi les 247 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 145 étaient des civils.
- En 2023, parmi les 150 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 84 étaient des civils.
- En 2024, parmi les 147 personnes tuées recensées par l'ACLED, au moins 111 étaient des civils<sup>157</sup>.

Alors qu'avant 2022, le nombre global de victimes et de victimes civiles répertorié par l'ACLED restait plus ou moins stable, en 2022 et 2023, l'ACLED a enregistré une diminution nette du nombre de victimes civiles, qui a de nouveau augmenté en 2024. A noter que le nombre de victimes répertoriées par l'ACLED reste en deçà de celui recensé par la Ligue Iteka.

Comme au cours des années précédentes, en 2024, la majorité des incidents recensés par l'ACLED ont ciblé des civils (*civilian targeting*) (88 %). Les civils constituent aussi la plupart des victimes (76 %). Des Imbonerakure et les forces de l'ordre ainsi que des groupes armés non identifiés sont les auteurs principaux des violences.

### 3.2. Opposants, dissidents et personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes armés

L'IDHB rapporte en septembre 2023 que les membres du CNL ont continué de faire l'objet de répression gouvernementale et d'attaques par les Imbonerakure, même si l'ampleur de ces dernières a diminué par rapport à la période des élections de 2020. L'organisation a recensé cinq assassinats, homicides ou enlèvements de membres du CNL entre décembre 2022 et juin 2023<sup>158</sup>.

Dans le contexte de la scission au sein du CNL et la destitution d'Agathon Rwasa en tant que président, plusieurs sources burundaises font état début 2024 d'une chasse à l'homme visant des membres du CNL. Dans plusieurs provinces du pays, des arrestations et enlèvements de cadres et de militants par les forces de l'ordre et les Imbonerakure ont eu lieu<sup>159</sup>. Fin mars 2024, SOS Médias Burundi rapporte que plus de 100 militants du CNL ont demandé une protection internationale en Tanzanie<sup>160</sup>.

Les médias burundais ont continué de rapporter des violations ciblant les membres du CNL, dont certains sont accusés de collaboration avec des groupes armés. Ces militants de l'opposition ont fait

<sup>156</sup> Sous l'appellation civilian targeting, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie violence against civilians, le groupe civilian targeting recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'explosions/remote violence. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé.

<sup>157</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

<sup>158</sup> IDHB, 09/2023, p. 28, [url](#)

<sup>159</sup> Iwacu (Manirakiza F., Ndabashinze R.), 30/01/2024, [url](#) ; Ligue Iteka, 26/02/2024, [url](#) ; Iwacu (Misago J., Ntakirutimana P.), 22/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/03/2024, [url](#)

<sup>160</sup> SOS Médias Burundi, 28/03/2024, [url](#)



l'objet d'arrestations arbitraires<sup>161</sup>, d'enlèvements et de disparitions<sup>162</sup>, de mauvais traitements et tortures<sup>163</sup> et, dans quelques cas, d'assassinats<sup>164</sup>. Fin mai 2024, des Imbonerakure ont détenu pendant quelques jours la sœur d'Aimé Magera, représentant du CNL en Europe, ainsi que son mari<sup>165</sup>.

En janvier 2024, le secrétaire général du CNL, Simon Bizimungu, évalue à des centaines le nombre de militants du CNL en prison<sup>166</sup>.

L'IDHB rapporte en septembre 2023 que la pression de la part des représentants du CNDD-FDD et des Imbonerakure à l'égard de membres du CNL pour qu'ils rejoignent le parti au pouvoir s'est intensifiée, allant de la promesse d'un emploi à la menace de violence et de mort<sup>167</sup>. Ces pressions visent, par exemple, des militants de l'opposition qui risquent de perdre leur emploi au sein des services publics<sup>168</sup> ou une personne rapatriée depuis le Rwanda menacée de mort<sup>169</sup>. L'IDHB ajoute que « des soupçons vagues et non fondés d'être un membre de l'opposition » peuvent entraîner l'hostilité et l'agression de la part des Imbonerakure<sup>170</sup>.

Dans plusieurs localités, des autorités locales du CNDD-FDD ont interdit les activités du CNL et d'autres partis de l'opposition<sup>171</sup>. Des représentants ou militants d'autres partis d'opposition que le CNL ont subi des violations. En octobre 2023, le président du Conseil pour la démocratie et le développement durable au Burundi (CODEBU), Kefa Nibizi, a été arrêté pendant quatre jours pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Son parti avait critiqué le gouvernement sur les médias sociaux<sup>172</sup>. En 2024, des membres du MSD et de l'Union pour le progrès national (UPRONA) ont fait l'objet de menaces, d'arrestations ou de tentatives d'arrestation<sup>173</sup>. Des militants du Conseil des patriotes (CDP) arrêtés par le SNR ont déclaré avoir été torturés avant d'être relâchés<sup>174</sup>. Le 17 décembre 2024, deux représentants de ce parti ont été condamnés à deux ans de prison dans la province de Makamba. Le président du parti a dénoncé un verdict politique<sup>175</sup>. En septembre et novembre 2024, deux militants du MSD reconvertis en membres du CNDD-FDD ont été enlevés par le SNR et portés disparus<sup>176</sup>.

Des sources sécuritaires ont déclaré à SOS Médias Burundi que des personnes soupçonnées de collaboration avec des groupes rebelles sont souvent tuées et leurs corps jetés dans la nature. Si, en 2023 et 2024, les médias burundais n'ont pas rapporté des opérations menées par les forces de l'ordre

<sup>161</sup> SOS Médias Burundi, 16/06/2023, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. et al.), 02/07/2023, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 13/12/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/04/2024, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 18/11/2024, [url](#)

<sup>162</sup> SOS Médias Burundi, 30/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/10/2024, [url](#)

<sup>163</sup> SOS Médias Burundi, 22/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/05/2024, [url](#)

<sup>164</sup> SOS Médias Burundi, 15/05/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/06/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/07/2024, [url](#)

<sup>165</sup> SOS Médias Burundi, 28/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/05/2024, [url](#)

<sup>166</sup> Iwacu (Manirakiza F., Ndabashinze R.), 30/01/2024, [url](#)

<sup>167</sup> IDHB, 09/2023, p. 28, [url](#)

<sup>168</sup> SOS Médias Burundi, 27/06/2022, [url](#)

<sup>169</sup> SOS Médias Burundi, 07/09/2022, [url](#)

<sup>170</sup> IDHB, 02/2023, pp. 11, 19-20, 23-28, [url](#)

<sup>171</sup> SOS Médias Burundi, 26/05/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/03/2024, [url](#) ; Iwacu (Haburiyakira F., Misago J.), 15/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/09/2024, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 29/12/2024, [url](#)

<sup>172</sup> Jeune Afrique, 23/10/2023, [url](#)

<sup>173</sup> SOS Médias Burundi, 03/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/08/2024, [url](#)

<sup>174</sup> SOS Médias Burundi, 17/09/2024, [url](#) ; Iwacu (Ntakirutimana P.), 05/10/2024, [url](#)

<sup>175</sup> Iwacu (Ntakirutimana P.), 30/12/2024, [url](#)

<sup>176</sup> SOS Médias Burundi, 26/11/2024, [url](#)

ciblant des personnes soupçonnées d'appartenance à des groupes armés, ils ont relevé des cas de torture contre cette catégorie de personnes. En novembre 2023 et octobre 2024, SOS Médias Burundi rapporte que dans la province de Cibitoke, le SNR a torturé, et dans quelques cas tué, des détenus soupçonnés d'appartenance aux groupes rebelles<sup>177</sup>. En janvier 2025, SOS Médias Burundi rapporte la détention de quelques dizaines de présumés rebelles capturés à différents endroits sur le territoire burundais. La RED Tabara a démenti tout lien avec ces détenus<sup>178</sup>.

L'IDHB et le rapporteur spécial soulignent que de nombreux cas de détention illégale ont un caractère politique. Des sources de l'IDHB ont témoigné de l'ingérence dans le processus judiciaire de procureurs, agents du SNR ou cadres du CNDD-FDD afin de maintenir en prison certains prisonniers politiques. Il s'agit de centaines de membres du CNL ou du MSD ou de personnes accusées de délits liés à la sécurité qui restent en prison malgré le fait qu'ils ont été acquittés, ont purgé leur peine ou remplissent les conditions d'une grâce présidentielle<sup>179</sup>.

Début 2025, la presse internationale parle d'une chasse à l'homme à l'égard des médecins généralistes qui, après l'échec de négociations salariales, ont démissionné en masse des hôpitaux privés gérés par des figures du CNDD-FDD. Depuis fin 2024, le SNR a arrêté cinq médecins et a menacé plusieurs autres de subir le même sort<sup>180</sup>.

L'IDHB remarque en mars 2022 que de nombreux Burundais « ont désormais tellement peur d'être arrêtés ou enlevés qu'ils n'osent pas dire ce qu'ils pensent, de crainte d'être perçus comme des opposants au parti au pouvoir »<sup>181</sup>.

### 3.3. Ex-FAB et autres Tutsi

La Commission d'enquête onusienne indiquait dans son rapport de septembre 2017 que même si, dans certains cas, l'origine ethnique des victimes peut être un facteur aggravant pour les auteurs des violations des droits humains, ces victimes n'ont pas été ciblées en premier lieu à cause de leur appartenance ethnique. La commission souligne que les victimes, Hutu comme Tutsi, sont ciblées pour des motifs politiques, notamment leur supposée opposition au pouvoir en place<sup>182</sup>.

Plusieurs sources indiquent que la haute administration ainsi que les forces de l'ordre ont été quelque peu « purgées des Tutsi ». Des anciens membres des Forces armées burundaises, appelées ex-FAB et majoritairement tutsi, ont été particulièrement ciblés<sup>183</sup>.

Les sources consultées par le Cedoca ne mentionnent plus d'opérations des forces de sécurité ou d'Imbonerakure ciblant particulièrement des ex-FAB ou des Tutsi depuis 2022. Par ailleurs, fin 2022 et début 2023, SOS Médias Burundi rapporte l'arrestation par le SNR (et la mise en liberté consécutive)<sup>184</sup> d'un ex-FAB soupçonné de communiquer avec des médias en exil ainsi que deux meurtres d'ex-FAB dans des circonstances non élucidées<sup>185</sup>. En mars et mai 2024, les médias

<sup>177</sup> SOS Médias Burundi, 22/11/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/10/2024, [url](#)

<sup>178</sup> SOS Médias Burundi, 14/01/2025, [url](#)

<sup>179</sup> IDHB, 11/2023, pp. 4-5, 9, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 11, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/01/2025, [url](#)

<sup>180</sup> VOA, 04/02/2025, [url](#) ; RFI, 05/02/2025, [url](#)

<sup>181</sup> IDHB, 03/2022, p. 4, [url](#)

<sup>182</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 18/09/2017, pp. 104-105, 120, 190, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2019, p. 87, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 16/09/2020, pp. 37-38, [url](#)

<sup>183</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 18/09/2017, p. 198, [url](#) ; ISS, 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>184</sup> SOS Médias Burundi, 01/02/2023, [url](#)

<sup>185</sup> SOS Médias Burundi, 18/12/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 19/01/2023, [url](#)

burundais rapportent l'arrestation d'ex-FAB accusés de participation aux groupes armés ou d'implication dans des attaques à la grenade<sup>186</sup>.

En janvier 2024, les médias burundais rapportent l'interpellation par les Imbonerakure et les services de sécurité burundais de dizaines de Rwandais, souvent des ouvriers saisonniers ou des personnes sans séjour régulier, et l'expulsion vers le Rwanda de dizaines d'autres, en particulier dans la province frontalière de Cibitoke, mais aussi dans d'autres provinces et à Bujumbura<sup>187</sup>.

### 3.4. Presse et société civile

HRW souligne en septembre 2022 que l'espace pour la société civile et les médias reste très restreint, que les organisations indépendantes nationales et internationales ne sont pas en mesure de travailler au Burundi, que les personnes perçues comme critiques du pouvoir « continuent d'en subir la répression » et que de nombreux activistes et journalistes restent en exil<sup>188</sup>. RSF relève en mai 2022 une surveillance étroite de la presse et une impunité totale par rapport aux auteurs des exactions ciblant les journalistes. Une « culture de la peur » incite les rédactions à appliquer une autocensure large<sup>189</sup>. Iwacu relève début 2023 que beaucoup de médias évitent des reportages sur le terrain et ne traitent pas de sujets sensibles comme les violations des droits humains ou la corruption<sup>190</sup>.

Le rapporteur spécial onusien décrit une société civile « marquée par des clivages » avec, d'une part, une frange progouvernementale qui suit les directives du parti au pouvoir et, d'autre part, des organisations exilées qui continuent de documenter la situation des droits humains<sup>191</sup>.

L'IDHB a perçu « un bref moment d'optimisme » suite à l'investiture du président Ndayishimiye et, entre 2020 et 2022, la libération d'un certain nombre de journalistes et d'activistes de la société civile<sup>192</sup>. Cependant, AI souligne en août 2024 que « les actes d'intimidation et de harcèlement, les arrestations, les placements en détention et les procès iniques visant les défenseur·e·s des droits humains, les militant·e·s, les journalistes et les membres de l'opposition n'ont pas diminué »<sup>193</sup>.

En janvier 2023, la journaliste Floriane Irangabiye, arrêtée en août 2022 lorsqu'elle se rendait au Burundi depuis le Rwanda, a été condamnée à dix ans de prison pour atteinte à l'intégrité du territoire national<sup>194</sup>. Elle a bénéficié d'une grâce présidentielle en août 2024<sup>195</sup>.

En avril 2024, le SNR a arrêté la journaliste Sandra Muhoza qui avait diffusé dans un groupe WhatsApp une rumeur de distribution de machettes mettant en cause le parti au pouvoir<sup>196</sup>. Selon SOS Médias Burundi, elle a été torturée<sup>197</sup>. Le 16 décembre 2024, elle a été condamnée à 21 mois de prison<sup>198</sup>.

Le 5 juin 2024, un journaliste d'Iwacu a échappé à une tentative d'enlèvement par des policiers<sup>199</sup>. Le lendemain, le Conseil national de la communication (CNC), l'organe gouvernemental de régulation des

<sup>186</sup> SOS Médias Burundi, 11/03/2024, [url](#) ; RPA, 27/11/2024, [url](#)

<sup>187</sup> RFI, 14/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 14/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/01/2024, [url](#)

<sup>188</sup> HRW et al., 18/08/2022, [url](#) ; HRW, 22/09/2022, [url](#)

<sup>189</sup> Iwacu (Mugisha H. et al.), 06/05/2022, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 11, [url](#)

<sup>190</sup> Iwacu (Mbazumutima A.), 07/02/2023, [url](#)

<sup>191</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 11, [url](#)

<sup>192</sup> IDHB, 08/02/2023, [url](#)

<sup>193</sup> AI, 08/2024, p. 2, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, pp. 9-10, [url](#)

<sup>194</sup> IDHB, 08/02/2023, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 03/05/2023, [url](#)

<sup>195</sup> AI, 08/2024, p. 11, [url](#)

<sup>196</sup> RSF, 25/04/2024, [url](#)

<sup>197</sup> SOS Médias Burundi, 15/04/2024, [url](#)

<sup>198</sup> RSF, 16/12/2024, [url](#)

<sup>199</sup> Iwacu (Mbazumutima A.), 05/06/2024, [url](#)

médias, a mis en garde le journal pour des « manquements professionnels graves »<sup>200</sup>. Dans la nuit du 24 au 25 juin 2024, le bureau d'Iwacu a été attaqué pendant des heures par des jets de pierres<sup>201</sup>.

Les médias burundais ont relevé le harcèlement de plusieurs autres journalistes burundais, y compris des correspondants locaux, en 2023 et 2024<sup>202</sup>.

Les médias burundais ont rapporté quelques cas de personnes ayant critiqué une autorité ou une action gouvernementale dans un lieu public ou dans un groupe Whatsapp qui ont été arrêtées et/ou condamnées. Ces personnes ont été dénoncées par d'autres membres de ces groupes Whatsapp<sup>203</sup>. En mai 2024, un directeur d'école a passé une nuit en détention pour avoir écouté une émission de la Radio publique africaine (RPA), une chaîne de journalistes burundais exilés hostiles à l'égard du pouvoir<sup>204</sup>. En janvier 2025, un militant du CNDD-FDD a été condamné à cinq ans pour diffamation du président et du secrétaire général du parti au pouvoir<sup>205</sup>.

Quant à la société civile, deux associations, à savoir Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (PARCEM) et l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) sont « les seules voix discordantes d'une société civile interne plutôt complaisante », d'après Yaga, un réseau de jeunes journalistes burundais<sup>206</sup>. En septembre 2023, une quarantaine d'ONG appartenant à une « frange progouvernementale » se sont opposées à la prolongation du mandat du rapporteur spécial onusien<sup>207</sup>.

Des activistes de la société civile ont fait l'objet d'arrestations, détentions et poursuites judiciaires. En février 2023, cinq activistes ont été arrêtés et accusés de rébellion et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat pour avoir collaboré avec une organisation étrangère, Avocats sans frontières (ASF), qui avait quitté le pays en 2018<sup>208</sup>. Le 28 avril 2023, deux d'entre eux ont été condamnés à des peines avec sursis<sup>209</sup>. SOS Médias Burundi écrit en février 2024 que les cinq activistes vivent cachés parce qu'ils continuent de subir des harcèlements et risquent d'être à nouveau arrêtés<sup>210</sup>.

Le 23 février 2023, les forces de l'ordre ont arrêté 24 membres de la communauté LGBT qui participaient à un atelier à Gitega<sup>211</sup>. Lors du procès en appel en janvier 2024, cinq d'entre eux ont été condamnés à une peine d'un an pour incitation à la débauche<sup>212</sup>. Une dizaine de membres de la communauté LGBT ont fui le pays, d'après Le Mandat, un site burundais alimenté depuis la diaspora<sup>213</sup>. En décembre 2023, le président Ndayishimiye a attisé l'inquiétude de cette communauté en déclarant devant des journalistes que les personnes LGBT devraient être lapidées<sup>214</sup>.

<sup>200</sup> Iwacu, 06/06/2024, [url](#)

<sup>201</sup> Iwacu (Mbazumutima A., Manirakiza F., Haburiyakira F.), 28/06/2024, [url](#)

<sup>202</sup> Iwacu (Igiraneza J. B.), 06/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/05/2024, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 23/05/2024, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 01/07/2024, [url](#) ; Iwacu, 08/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 15/07/2024, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 16/07/2024, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 02/09/2024, [url](#) ; Iwacu (Gateretse D.), 08/10/2024, [url](#)

<sup>203</sup> SOS Médias Burundi, 22/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/03/2024, [url](#)

<sup>204</sup> SOS Médias Burundi, 31/05/2024, [url](#)

<sup>205</sup> SOS Médias Burundi, 23/01/2025, [url](#)

<sup>206</sup> Yaga (Mugenzi T.), 21/03/2023, [url](#)

<sup>207</sup> SOS Médias Burundi, 26/09/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 11, [url](#)

<sup>208</sup> Iwacu (Mbazumutima A.), 16/02/2023, [url](#) ; AI, 14/03/2023, [url](#)

<sup>209</sup> SOS Médias Burundi, 28/04/2023, [url](#)

<sup>210</sup> SOS Médias Burundi, 20/02/2024, [url](#)

<sup>211</sup> RFI, 09/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 21/04/2023, [url](#)

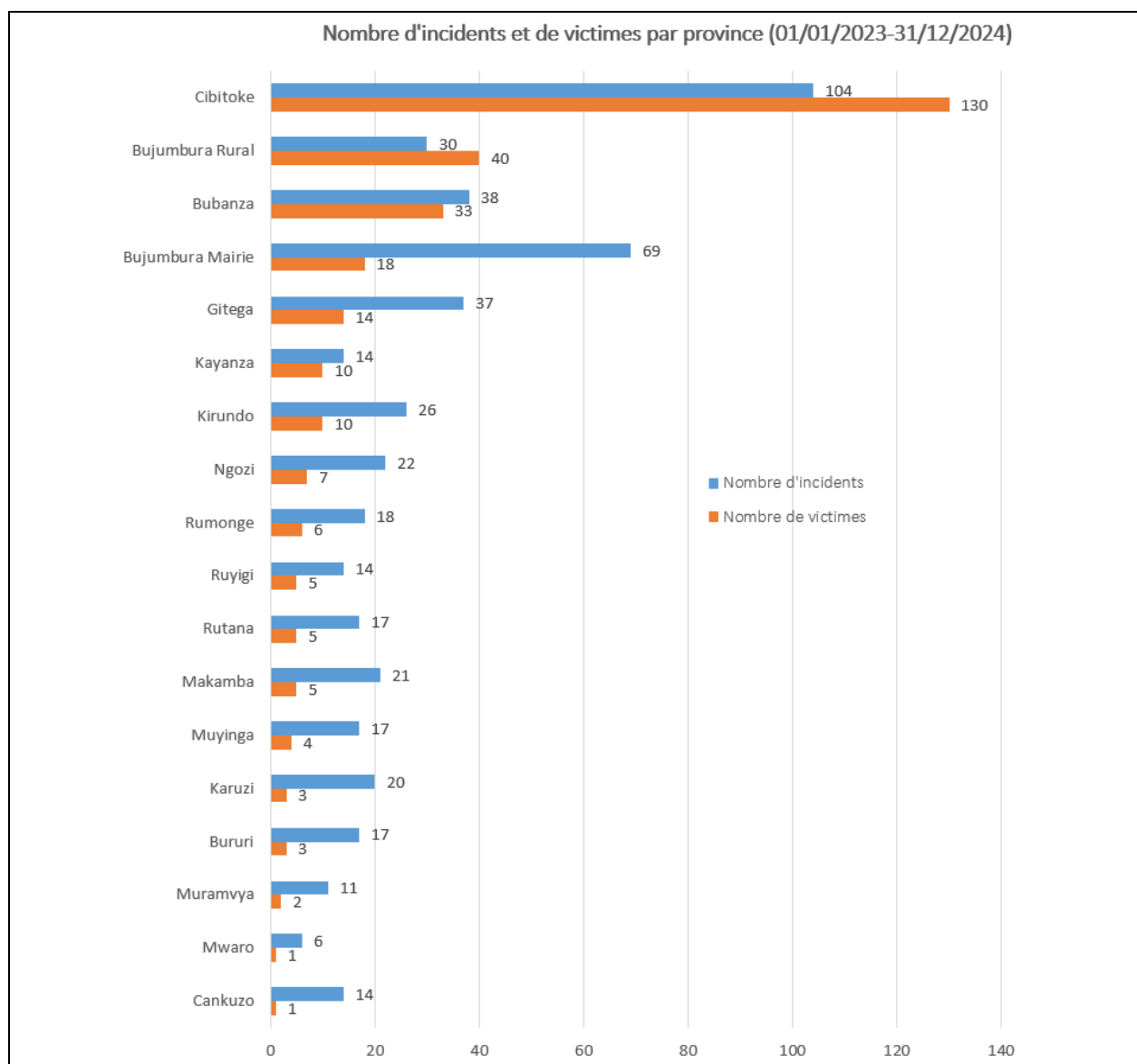
<sup>212</sup> AI, 08/2024, p. 12, [url](#)

<sup>213</sup> Le Mandat, 04/03/2024, [url](#)

<sup>214</sup> HRW (de Montjoye C.), 19/01/2024, [url](#)

## 4. Répartition géographique

Le graphique suivant montre le nombre d'incidents et de personnes tuées par province tel qu'enregistré par l'ACLED entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2024 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-31/12/2024<sup>215</sup>

Selon les données recueillies par l'ACLED, Cibitoke est la province qui, de loin, a été la plus touchée par la violence entre début 2023 et fin 2024. Elle a connu à la fois les nombres les plus élevés d'incidents violents (21 % de tous les incidents répertoriés au Burundi) et de victimes (44 % de toutes les victimes recensées dans le pays entier). Cette province frontalière de la RDC au nord-ouest du pays comprend une partie de la forêt de la Kibira, fief de groupes armés souvent composés de rebelles rwandais. En 2023, la majorité des victimes à Cibitoke ont été tuées lors de combats entre ces groupes

<sup>215</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#)

et l'armée burundaise. En 2024, le nombre d'affrontements entre l'armée et les groupes armés ayant nettement diminué, la plupart des victimes répertoriées dans cette province sont des civils.

Deux autres provinces limitrophes de la RDC, Bubanza et Bujumbura Rural, représentent 14 % des incidents avec 25 % des victimes. Les deux attaques de la RED Tabara en décembre 2023 et février 2024 y ont eu lieu.

L'ancienne capitale Bujumbura, toujours la plus grande zone urbaine et le centre économique du pays, concentre environ 14 % de tous les incidents causant 6 % des victimes. Il s'agit surtout de violences contre des civils, en majorité des enlèvements et disparitions forcées. Comme lors du cycle électoral de 2020, la plupart des incidents se sont produits dans les zones rurales<sup>216</sup>. L'Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS) écrivait déjà en avril 2020 que « la province est le théâtre quotidien des Imbonerakure »<sup>217</sup>.

## 5. Déplacements de population

### 5.1. Réfugiés

Fin décembre 2024, les pays voisins du Burundi accueillait quelque 318.000 réfugiés et demandeurs de protection internationale (DPI) burundais, y compris les 37.000 réfugiés qui y avaient cherché refuge avant avril 2015. Environ 142.000 réfugiés et DPI vivent en Tanzanie, 51.000 en RDC, 50.000 au Rwanda, 43.000 en Ouganda et 32.000 au Kenya. En outre, il y a plusieurs milliers de réfugiés burundais vivant au Malawi, en Afrique du Sud, en Mozambique et en Zambie<sup>218</sup>.

Les pays d'accueil principaux (la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda) ont initialement accordé le statut de réfugié *prima facie* aux DPI burundais<sup>219</sup>. Suite à l'introduction d'une procédure individuelle de détermination du statut, la Tanzanie et l'Ouganda ont refusé de nombreuses demandes de protection internationale, en particulier de ceux qui étaient retournés au Burundi et se sont exilés de nouveau<sup>220</sup>.

#### 5.1.1. Retours

Entre septembre 2017 et fin 2024, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a assisté quelque 254.000 réfugiés au retour au Burundi. C'est avant tout dans les provinces orientales et méridionales (Kirundo, Muyinga, Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Makamba) que des dizaines de milliers de rapatriés sont retournés<sup>221</sup>. Ces provinces sont également parmi celles qui accueillent le plus haut nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays suite aux désastres naturels et qui sont affectées le plus sévèrement par l'insécurité alimentaire (voir 5.2. Déplacements internes et 6. Impact de la violence sur la vie quotidienne). Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) indique début 2023 que dans les autres provinces, le nombre de retours est moins important et ne perturbe pas de

<sup>216</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/01/2025, [url](#) ; HCDH, 23/10/2019, [url](#) ; IDHB, 01/2020, p. 13, [url](#)

<sup>217</sup> ISS, 04/2020, p. 9, [url](#)

<sup>218</sup> UNHCR, 20/01/2025, [url](#) ; UNHCR Operational Data Portal, 31/12/2024 [last update], [url](#)

<sup>219</sup> FP (Boeyink C., Schwartz S.), 15/11/2023, [url](#) ; UK Home Office, 05/2022, pp. 25-26, [url](#)

<sup>220</sup> SOS Médias Burundi, 05/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/01/2024, [url](#)

<sup>221</sup> UNHCR, 06/01/2025, [url](#)

manière fondamentale les équilibres en place quant aux ressources disponibles<sup>222</sup>. A côté des rapatriements facilités par le HCR, plus de cent mille rapatriements spontanés ont eu lieu, selon le gouvernement burundais<sup>223</sup>.

Le mouvement de retour des réfugiés burundais s'est fort ralenti depuis 2022<sup>224</sup>. Plusieurs sources constatent que l'enthousiasme pour le rapatriement a diminué<sup>225</sup>. En 2024, environ 20.000 réfugiés burundais sont retournés<sup>226</sup>.

L'OCHA et le HCR ont relevé les défis de réintégration auxquels sont confrontés les rapatriés, à court et à long terme. Ceux-ci se situent dans le domaine de l'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à la terre, à la justice, aux services de soutien en cas de VBG, aux moyens de subsistance et à l'autonomie économique et, en moindre mesure, à la documentation. La pression démographique peut engendrer des conflits entre les rapatriés, les communautés d'accueil souvent démunies et des déplacés internes accueillis par cette communauté<sup>227</sup>. Par exemple, tout au long de l'année 2024, Iwacu rapporte la précarité des rapatriés en province de Cibitoke « laissés à eux-mêmes » après l'épuisement des paquets d'assistance d'urgence fournis par le HCR<sup>228</sup>.

Les sources consultées citent un certain nombre d'exemples de personnes rapatriées vers le Burundi depuis les pays voisins qui ont eu des problèmes avec les autorités. Huit réfugiés reconduits de force au Burundi par la Tanzanie en août 2020 ont passé plusieurs années en prison suite à des accusations liées à la sécurité, selon HRW<sup>229</sup>. Des témoignages de rapatriés recueillis en 2023 par The New Humanitarian (TNH) font état d'accusations de trahison et de menaces de la part des Imbonerakure. Un rapatrié a déclaré avoir été arrêté et relâché seulement après paiement d'un pot-de-vin. Selon un autre, les rapatriés, qualifiés d'« ibipinga » (opposant) et surveillés, doivent payer des prix plus élevés au marché. Ces deux personnes sont reparties en exil<sup>230</sup>. SOS Médias Burundi rapporte en 2024 quelques arrestations ou enlèvements de rapatriés par des agents étatiques ou des Imbonerakure, notamment de personnes qui ont vécu comme réfugiés au Rwanda et dont certains ont milité pour un parti d'opposition<sup>231</sup>. Un rapport publié en août 2024 par une coalition d'associations burundaises cite plusieurs arrestations, tortures et disparitions de réfugiés rapatriés survenus entre 2020 et 2022<sup>232</sup>.

Dans un rapport de monitoring sur la réintégration des rapatriés durant l'année 2023, le HCR remarque que des rapatriés se sont plaints de leur stigmatisation et des restrictions de leurs libertés, en particulier dans la commune de Kayogoro (province de Makamba). D'après le HCR, certains responsables administratifs « semblent assimiler le fait d'avoir quitté le pays [...] à une faute méritant correction, particulièrement en ce qui concerne l'appropriation de biens ». Par ailleurs, dans d'autres communes, comme à Nyanza-Lac (province de Makamba), des projets ciblant les rapatriés ainsi que les communautés d'accueil visent à favoriser une réintégration sociale et une cohabitation pacifique<sup>233</sup>.

L'absence de conditions facilitant la réintégration des rapatriés, la méfiance et la surveillance par la population locale et les autorités, des préoccupations de protection face aux Imbonerakure peuvent

<sup>222</sup> OCHA et al., 03/2023, pp. 15, 21, [url](#)

<sup>223</sup> Iwacu (Kwizera E.), 16/02/2024, [url](#)

<sup>224</sup> UNHCR, 24/01/2023, [url](#)

<sup>225</sup> SOS Médias Burundi, 18/10/2022, [url](#) ; RFI, 03/04/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/12/2024, [url](#)

<sup>226</sup> UNHCR, 20/01/2025, [url](#)

<sup>227</sup> OCHA, 15/04/2022, [url](#) ; OCHA et al., 03/2023, pp. 15, 19-20, [url](#) ; UNHCR, 05/2024, [url](#)

<sup>228</sup> Iwacu (Bahati J.), 13/06/2023, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 01/03/2024, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 23/09/2024, [url](#)

<sup>229</sup> HRW, 08/03/2021, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#) ; IDHB, 11/2023, p. 6, [url](#)

<sup>230</sup> TNH, 14/06/2023, [url](#)

<sup>231</sup> SOS Médias Burundi, 03/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/10/2024, [url](#)

<sup>232</sup> ACAT Burundi, 08/2024, pp. 13-14, [url](#)

<sup>233</sup> UNHCR, 05/2024, p. 12, [url](#)



provoquer un déplacement secondaire des rapatriés à l'intérieur du pays comme à l'étranger, selon des sources diverses<sup>234</sup>. Entre 2020 et début 2023, près d'un tiers des rapatriés ne se sont pas installés dans leur zone d'origine, selon OCHA<sup>235</sup>. Le HCR rapporte qu'entre 2020 et mai 2022, plus de 2.000 réfugiés rapatriés ont repris le chemin de l'exil en Tanzanie où ils se heurtent au refus des autorités de les inscrire de nouveau comme réfugiés. D'autres se rendent en Ouganda<sup>236</sup>.

### 5.1.2. Conditions de vie des réfugiés

La situation des réfugiés burundais constitue l'une des crises de réfugiés les moins financées au monde. Les services humanitaires, dont la provision alimentaire et les services de santé, souffrent gravement de l'insuffisance des fonds, selon le rapporteur spécial onusien<sup>237</sup>. Le Norwegian Refugee Council (NRC) indique en 2022 que beaucoup de réfugiés ne croient pas à leur retour en sécurité, mais que la vie dans les pays voisins est devenue de plus en plus intenable, sans perspective d'amélioration<sup>238</sup>.

#### Tanzanie

Le gouvernement tanzanien a menacé à plusieurs reprises de fermer les camps de réfugiés avant la fin de 2024 et de rapatrier de force les réfugiés<sup>239</sup>. Par ailleurs, début 2025, le ministre de l'Intérieur tanzanien a annoncé privilégier encore le retour volontaire et reporter à plus tard cette fermeture<sup>240</sup>.

Les sources rapportent de multiples restrictions imposées par les autorités tanzaniennes dans les camps de réfugiés ainsi que des harcèlements de la part des forces de l'ordre à l'égard de leurs habitants<sup>241</sup>. Un rapport publié en août 2024 par une coalition d'associations burundaises décrit les conditions de vie précaires des réfugiés burundais en raison de l'insuffisance de l'aide humanitaire. Suite à la fermeture par les autorités tanzaniennes de plusieurs centres de santé et d'écoles, l'accès aux soins médicaux et à l'éducation est limité. Les associations burundaises dénoncent la destruction des champs et des boutiques des réfugiés qui n'ont plus le droit de quitter les camps ni de déployer des activités génératrices de revenus<sup>242</sup>. A cause de la détérioration des conditions de vie, le rapporteur spécial onusien et SOS Médias Burundi constatent une augmentation du taux de mortalité dans les camps<sup>243</sup>.

Les associations burundaises soulignent la vulnérabilité des filles et femmes affectées par la discrimination et la violence sexuelle. Elles font également état d'arrestations arbitraires fréquentes<sup>244</sup>, d'emprisonnements, de traitements inhumains de réfugiés burundais par les forces de l'ordre tanzaniennes, ainsi que de kidnappings en collaboration avec le SNR burundais<sup>245</sup>. En mai 2023, huit

<sup>234</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 15/09/2021, pp. 42-43, [url](#) ; OCHA et al., 03/2023, p. 20, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 15, [url](#)

<sup>235</sup> OCHA et al., 03/2023, p. 20, [url](#)

<sup>236</sup> SOS Médias Burundi, 06/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 31/03/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/02/2022, [url](#)

<sup>237</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 14, [url](#)

<sup>238</sup> NRC, 01/06/2022, [url](#)

<sup>239</sup> FP (Boeyink C., Schwartz S.), 15/11/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/06/2024, [url](#)

<sup>240</sup> SOS Médias Burundi, 06/02/2025, [url](#)

<sup>241</sup> FP (Boeyink C., Schwartz S.), 15/11/2023, [url](#)

<sup>242</sup> ACAT Burundi, 08/2024, pp. 4-11, [url](#)

<sup>243</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 14, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 11/10/2024, [url](#)

<sup>244</sup> SOS Médias Burundi, 27/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 08/09/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 24/07/2024, [url](#)

<sup>245</sup> ACAT Burundi, 08/2024, pp. 4-11, [url](#)



réfugiés accusés de collaboration avec des groupes armés ont été enlevés par des policiers tanzaniens, selon SOS Médias Burundi. En août 2023, quatre d'entre eux ont réapparu. Sans nouvelles des quatre autres disparus, ils ont déclaré à SOS Médias Burundi avoir été torturés<sup>246</sup>.

Les camps tanzaniens hébergent des milliers de personnes sans documentation officielle, pour la plupart des rapatriés qui se sont de nouveau exilés. Les autorités tanzaniennes n'accueillant plus de nouveaux DPI, ceux-ci ne se sont pas enregistrés de crainte d'un rapatriement forcé et ne reçoivent pas d'assistance du HCR<sup>247</sup>.

Bien que le HCR garantit le caractère volontaire des rapatriements, plusieurs sources ont continué de rapporter des rapatriements forcés. En novembre 2022, la Tanzanie a annoncé le refoulement de plus de mille anciens réfugiés burundais rapatriés qui avaient repris la voie de l'exil<sup>248</sup>. En septembre 2023 et en juin 2024, SOS Médias Burundi signale le refoulement de dizaines de Burundais qui n'ont pas pu s'enregistrer en raison du refus de la part des autorités tanzaniennes<sup>249</sup>.

Malgré les appels du gouvernement burundais, la pression de la part des autorités tanzaniennes et les restrictions dans les camps, la résistance au retour chez la plupart des réfugiés reste importante<sup>250</sup>.

## RDC

En RDC, l'insécurité - des attaques de groupes armés, des pillages et des viols - qui règne dans les zones où les camps de réfugiés burundais sont installés pousse certains réfugiés au retour<sup>251</sup>. Ceux-ci y souffrent également des mauvaises conditions de vie, d'un manque d'assistance humanitaire ou d'accès aux soins de santé, d'après SOS Médias Burundi<sup>252</sup>. En 2023 et 2024, SOS Médias Burundi rapporte le rapatriement au Burundi de réfugiés burundais las de vivre dans de mauvaises conditions dans les camps congolais<sup>253</sup>. Par ailleurs, des milliers de Burundais qui avaient déjà été rapatriés sont retournés en RDC en 2023 pour y redemander la protection internationale<sup>254</sup>.

## Rwanda

Au Rwanda, les réfugiés burundais vivant dans les camps ou à Kigali ont droit aux services de santé et à l'éducation. Toutefois, la plupart des enfants réfugiés résidant en dehors des camps ne vont pas à l'école, par manque de moyens financiers<sup>255</sup>. Dans les camps, en 2023 et 2024, les agences humanitaires onusiennes ont réduit l'assistance accordée aux réfugiés à cause de restrictions budgétaires<sup>256</sup>.

<sup>246</sup> SOS Médias Burundi, 12/08/2023, [url](#)

<sup>247</sup> SOS Médias Burundi, 17/01/2024, [url](#)

<sup>248</sup> SOS Médias Burundi, 06/11/2022, [url](#)

<sup>249</sup> SOS Médias Burundi, 20/09/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/06/2024, [url](#) ; Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 14, [url](#)

<sup>250</sup> RFI, 24/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/04/2024, [url](#)

<sup>251</sup> SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 22/06/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/05/2022, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/05/2023, [url](#)

<sup>252</sup> SOS Médias Burundi, 29/06/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 05/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/10/2024, [url](#)

<sup>253</sup> SOS Médias Burundi, 19/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/08/2023, [url](#)

<sup>254</sup> SOS Médias Burundi, 14/09/2023, [url](#)

<sup>255</sup> SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), 22/06/2022, [url](#)

<sup>256</sup> SOS Médias Burundi, 17/10/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 09/05/2024, [url](#)

## Autres

SOS Médias Burundi rapporte en juin 2022 qu'en Ouganda, dans les camps de réfugiés, des enfants meurent « en grand nombre », probablement à cause de la malnutrition qui y sévit suite à la réduction des rations alimentaires<sup>257</sup>.

La presse burundaise a publié plusieurs articles sur les mauvaises conditions de vie et l'insécurité aiguë dans les camps de réfugiés dans d'autres pays de la région, tels que le camp de Kakuma au Kenya et le camp de Dzaleka au Malawi, qui abritent de nombreux réfugiés burundais<sup>258</sup>.

## 5.2. Déplacements internes

En août 2024, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a identifié plus de 86.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 55 % étaient des femmes et 55 % des mineurs. Le plus grand nombre de déplacés se concentraient dans les provinces frontalières à l'est et à l'ouest du pays. Depuis plusieurs années, presque tous les nouveaux déplacements sont dus à des catastrophes naturelles<sup>259</sup>. Par ailleurs, 9 % des déplacés, ce qui revient à quelque 7.700 personnes, restent déplacées à cause d'« autres raisons »<sup>260</sup> non précisées par l'OIM, mais probablement en partie de nature socio-politique<sup>261</sup>.

## 6. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 6.1. Situation économique et humanitaire

Le Burundi fait partie des cinq pays les plus pauvres du monde et traverse une « crise économique sans précédent dans un contexte économique volatile », selon le rapport de juillet 2024 du rapporteur spécial onusien. Cette crise est marquée par un manque de devises ne couvrant que trois mois d'importations, et par une inflation importante, remontée à un taux de 36 % en décembre 2024. Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse la croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4 à 2 %<sup>262</sup>. La croissance réelle de l'économie est presque inexistante, selon Iwacu<sup>263</sup>. La réserve insuffisante de devises étrangères provoquée par la réduction de l'aide au développement, l'absence d'un climat d'investissement sain et le faible volume d'exportation, creuse le déficit budgétaire<sup>264</sup>.

Le Burundi est depuis plusieurs années confronté à une pénurie inégalée de carburant qui, selon les médias locaux et internationaux, ne cesse de s'aggraver. Cette pénurie a paralysé les activités économiques et a perturbé le transport en commun. Des dizaines de milliers de personnes sont régulièrement contraintes de se rendre à pied au travail ou à l'école depuis des quartiers populaires

<sup>257</sup> SOS Médias Burundi, 08/06/2022, [url](#)

<sup>258</sup> SOS Médias Burundi, 22/02/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 03/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 20/01/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/09/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/08/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 12/08/2023, [url](#) ; VOA, 29/05/2023, [url](#)

<sup>259</sup> OIM Burundi, 10/2024, [url](#)

<sup>260</sup> OIM Burundi, 10/2024, [url](#)

<sup>261</sup> Début 2019, presque un quart des personnes recensées étaient déplacées à cause de la crise socio-politique : OIM, 03/2019, [url](#)

<sup>262</sup> Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 6, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 29/11/2024, p. 10, [url](#) ; RFI, 03/02/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 22/10/2023, [url](#)

<sup>263</sup> Iwacu (Kaburahe A.), 12/08/2022, [url](#)

<sup>264</sup> Iwacu (Haburiyakira F.), 05/04/2023, [url](#) ; Iwacu, 28/03/2024, [url](#) ; Iwacu (Kaburungu S. et al.), 10/12/2024, [url](#)

parfois lointains<sup>265</sup>. Cette pénurie a provoqué une flambée des prix des produits de base et rongé le pouvoir d'achat de la population<sup>266</sup>.

Les médias burundais rapportent de multiples autres pénuries de produits de première nécessité : le sucre<sup>267</sup>, les engrais<sup>268</sup>, le charbon<sup>269</sup> et les produits de la brasserie du Burundi (BRARUDI), l'une des seules industries encore opérationnelles<sup>270</sup>. En avril 2024, le premier ministre Gervais Ndirakobuca a avoué ne pas voir de solution gouvernementale face aux multiples pénuries affectant le pays<sup>271</sup>.

Le Burundi reste l'un des pays les plus touchés par la corruption<sup>272</sup>. Selon le rapporteur spécial onusien, la corruption reste endémique et affecte les plus hautes sphères étatiques ainsi que l'administration, les marchés publics et la justice. Très peu de hauts responsables ont été traduits en justice<sup>273</sup>.

Pour la période 2019-2023, la Banque mondiale avait libéré 1,3 milliard de dollars dans plusieurs domaines dont celui de la santé et de l'éducation. Iwacu rapporte en mars 2023 qu'en raison de la mauvaise gouvernance, d'une faible capacité technique et de recrutements politiques, le taux de décaissement n'était que de 21 %, malgré le besoin urgent de devises du pays<sup>274</sup>. En avril 2023, le FMI s'est accordé avec le gouvernement sur un crédit de 261 millions de dollars pour relancer l'économie<sup>275</sup>. Toutefois, comme le gouvernement refuse de dévaluer le franc burundais, quelque 200 millions de dollars ne seront pas décaissés par le FMI<sup>276</sup>. Un représentant onusien a déclaré en octobre 2023 que le Burundi se retrouve dans l'incapacité totale d'exécuter certains projets de développement<sup>277</sup>. En août 2024, la Banque mondiale a promis 1,5 milliard de dollars pour l'amélioration des conditions de vie, selon SOS Médias Burundi<sup>278</sup>.

Les conséquences du déclin économique sur la situation humanitaire sont désastreuses, selon l'OCHA<sup>279</sup>. Fin 2024, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC) indique que 1,9 million de personnes, soit 15 % de la population, se trouvent en situation de crise et urgence alimentaire, une situation qui devrait s'atténuer un peu début 2025 en période de récolte<sup>280</sup>. Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Avec 56 %, le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition est parmi les plus élevés du monde<sup>281</sup>. A Bujumbura, les jeunes diplômés et les fonctionnaires ne sont plus à l'abri de la pauvreté urbaine, selon Iwacu<sup>282</sup>.

<sup>265</sup> Iwacu (Irakoze U.-Y.), 28/01/2025, [url](#) ; RFI, 17/06/2024, [url](#) ; RFI, 11/06/2024, [url](#) ; Iwacu (Misago J.), 22/05/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 10/07/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 16/01/2025, [url](#) ; La Libre Afrique (Leclercq H.), 14/06/2024, [url](#)

<sup>266</sup> Iwacu (Misago J., Kaburungu S.), 26/11/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 06/12/2024, [url](#) ; Iwacu (Sikuyavuga L.), 17/05/2024, [url](#)

<sup>267</sup> Iwacu (Ndayishimiye A. et al.), 15/11/2024, [url](#)

<sup>268</sup> Iwacu (Bahati J.), 20/01/2025, [url](#)

<sup>269</sup> Iwacu (Gateretse D.), 13/06/2024, [url](#)

<sup>270</sup> Iwacu (Bahati J.), 27/01/2025, [url](#)

<sup>271</sup> Iwacu (Ntakirutimana P.), 03/05/2024, [url](#)

<sup>272</sup> Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), 10/12/2024, [url](#)

<sup>273</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 5, [url](#) ; RFI, 09/10/2023, [url](#)

<sup>274</sup> Iwacu (Manirakiza F., Mugisha H.), 13/03/2023, [url](#) ; Iwacu (Nikwigize A.), 13/03/2023, [url](#)

<sup>275</sup> RFI, 12/04/2023, [url](#)

<sup>276</sup> RFI, 03/02/2025, [url](#)

<sup>277</sup> SOS Médias Burundi, 26/10/2023, [url](#)

<sup>278</sup> SOS Médias Burundi, 21/08/2024, [url](#)

<sup>279</sup> OCHA et al., 03/2023, p. 11, [url](#)

<sup>280</sup> IPC, 13/01/2025, [url](#)

<sup>281</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, pp. 2, 6, [url](#) ; Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, p. 15, [url](#)

<sup>282</sup> Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), 09/10/2024, [url](#)

Le Burundi est parmi les vingt pays au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique<sup>283</sup>. En 2024, des inondations provoquées par le phénomène météorologique El Niño ont affecté des centaines de milliers de personnes en détruisant des habitations, des écoles, des centres de santé, des routes, des cultures, des réseaux d'eau et des installations électriques<sup>284</sup>.

## 6.2. Droits économiques et sociaux

Des organisations locales et internationales, dont la Ligue Iteka, HRW et AI, parlent de « graves violations des droits économiques, sociaux et culturels » qui se trouvent au cœur de la crise des droits humains<sup>285</sup>.

Dans son rapport de 2023, le rapporteur spécial onusien note une nouvelle baisse de l'allocation budgétaire étatique dans le domaine de la santé et de l'éducation. En raison de la pauvreté, des désastres naturels et de l'insuffisance des infrastructures, du personnel enseignant et du matériel éducatif, 1,9 million d'enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école<sup>286</sup>. Le nombre d'abandons scolaires est inquiétant, d'après Iwacu<sup>287</sup>. Le taux de scolarisation est particulièrement bas chez les filles<sup>288</sup>. En décembre 2024, l'Université du Burundi a sonné l'alarme sur le départ massif de ses employés<sup>289</sup>.

Le rapporteur spécial onusien a attiré l'attention sur la situation sanitaire précaire du Burundi face aux épidémies en raison des infrastructures de santé et des services publics défaillants<sup>290</sup>. Les médias signalent un départ en grand nombre de médecins paralysant le secteur de santé<sup>291</sup>, qui est également affecté par la pénurie de carburant<sup>292</sup> et par un manque de médicaments<sup>293</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le Burundi avait déclaré une épidémie du choléra. En raison des inondations, les déplacements de populations et le manque d'eau potable dans plusieurs régions<sup>294</sup>, le nombre de cas a encore bien augmenté en 2024<sup>295</sup>. De plus, en 2024, le gouvernement a déclaré une épidémie de rougeole<sup>296</sup> ainsi que de la variole du singe<sup>297</sup>, dont la gestion fait l'objet de beaucoup de critiques, d'après RFI<sup>298</sup>.

L'IDHB rapporte en février 2023 que la discrimination pour des motifs politiques, en particulier dans le secteur public, est omniprésente et s'est accentuée avec la détérioration de la situation économique. Des membres du CNDD-FDD reçoivent un traitement préférentiel dans les écoles ou les hôpitaux publics et sont plus facilement embauchés dans des institutions étatiques<sup>299</sup>.

En août 2024, la presse burundaise rapporte qu'à différents endroits du pays, les autorités locales ou les Imbonerakure ont contraint les habitants, y compris ceux qui ne sont pas membres du parti au

<sup>283</sup> OCHA et al., 03/2023, p. 11, [url](#)

<sup>284</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 29/11/2024, p. 7, [url](#) ; OMS, Health Cluster, 29/11/2024, pp. 1-3, [url](#)

<sup>285</sup> HRW et al., 29/08/2024, [url](#)

<sup>286</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 11/08/2023, pp. 13-14, [url](#) ; Iwacu (Igiraneza J.B., Ningabire F.), 08/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 22/10/2024, [url](#)

<sup>287</sup> Iwacu (Misago J.), 03/02/2025, [url](#)

<sup>288</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 13/09/2022, pp. 14-15, [url](#)

<sup>289</sup> Iwacu (Haburiyakira F., Ntakirutimana P.), 28/12/2024, [url](#)

<sup>290</sup> Nations unies - Conseil des droits de l'homme, 23/07/2024, p. 13, [url](#)

<sup>291</sup> Iwacu (Ndayishimiye A., Irakoze D.), 13/01/2025, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 13/01/2025, [url](#) ; Iwacu (Haburiyakira F.), 05/10/2023, [url](#)

<sup>292</sup> SOS Médias Burundi, 13/04/2024, [url](#)

<sup>293</sup> Iwacu (Kaburungu S.), 09/10/2024, [url](#)

<sup>294</sup> Iwacu (Misago J.), 22/10/2024, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F. et al.), 29/09/2023, [url](#)

<sup>295</sup> UNICEF, 01/2025, [url](#)

<sup>296</sup> OMS, Health Cluster, 29/11/2024, p. 9, [url](#)

<sup>297</sup> Iwacu (Misago J., Habyriyakira F.), 03/08/2024, [url](#)

<sup>298</sup> RFI, 17/12/2024, [url](#)

<sup>299</sup> IDHB, 02/2023, pp. 28-29, [url](#)

pouvoir, à donner des contributions pour la campagne électorale du CNDD-FDD. Ceux qui refusent risquent de perdre l'accès aux services publics ou d'être menacés et traités d'opposants<sup>300</sup>. D'autres articles font état de contributions forcées collectées pour l'organisation des élections, la construction d'un bureau administratif, pour l'accueil d'une « croisade présidentielle »<sup>301</sup>.

La campagne d'enrôlement pour les élections de juin 2025, qui a démarré fin octobre 2024, n'a pas suscité l'engouement espéré par les autorités, selon les médias burundais. Afin de contraindre les citoyens à s'inscrire, certaines autorités locales ont déclaré que, sans récépissé certifiant l'enrôlement, une personne en âge de voter n'aurait plus droit à certains services communaux comme l'accès au marché ou à des points d'eau publics ou l'accès aux classes pour enseignants et élèves<sup>302</sup>.

Plusieurs articles font état d'une détérioration des droits de la femme. En avril 2023, une journaliste burundaise relève le problème grandissant de la VBG et du féminicide<sup>303</sup>. Au cours des années précédentes, la presse a rapporté de multiples cas de meurtres de femmes commis par leurs maris<sup>304</sup>.

De nombreux jeunes burundais se rendent en Tanzanie à la recherche de travail<sup>305</sup>. En décembre 2024, Iwacu décrit comment des migrants burundais partis en Tanzanie, souvent sans documentation personnelle, sont victimes d'exploitation et de traite humaine. Ils risquent de subir des violations par les autorités tanzaniennes, tels que des arrestations et tortures, avant d'être refoulés au Burundi<sup>306</sup>. Selon ce journal, la justice burundaise a condamné plusieurs trafiquants attrapés avec des mineurs en route pour la Tanzanie<sup>307</sup>. En 2023 et 2024, les hautes autorités ont annoncé vouloir empêcher les jeunes, qu'ils soupçonnent de « vouloir rejoindre des groupes armés burundais », de traverser les frontières, ce qui a éveillé des questions sur la liberté de mouvement<sup>308</sup>. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information supplémentaire sur la mise en œuvre de cette mesure.

<sup>300</sup> Iwacu (Mbazumutima A.), 06/09/2024, [url](#) ; Iwacu (Ntakirutimana P., Manirakiza F.), 07/09/2024, [url](#) ; Iwacu (Ntakirutimana P., Manirakiza F.), 07/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 02/09/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 30/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 27/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/08/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 26/08/2024, [url](#)

<sup>301</sup> SOS Médias Burundi, 19/04/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 07/03/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 17/06/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/07/2024, [url](#)

<sup>302</sup> Iwacu (Igiraneza J. B., Gateretse D.), 24/10/2024, [url](#) ; Iwacu (Ntakirutimana P., Manirakiza F.), 27/10/2024, [url](#) ; Iwacu, 28/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 28/10/2024, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 29/10/2024, [url](#)

<sup>303</sup> African Arguments (Manishatse L. J.), 04/04/2023, [url](#)

<sup>304</sup> Burundi Eco (Maniragaba M.), 02/03/2023, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E.), 03/03/2023, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 04/05/2023, [url](#) ; Iwacu (Haburiyakira F.), 17/04/2024, [url](#)

<sup>305</sup> Iwacu (Kwizera E.), 24/10/2023, [url](#)

<sup>306</sup> Iwacu (Manirakiza F., Ndabashinze R.), 09/12/2024, [url](#)

<sup>307</sup> Iwacu (Nzorubonanya F.), 31/01/2025, [url](#)

<sup>308</sup> Iwacu (Gateretse D.), 30/06/2024, [url](#)

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

- Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi) et al., *Au secours des réfugiés burundais contraints au rapatriement forcé par la Tanzanie ! Mémoire des organisations de la société civile burundaises*, 08/2024, [https://lique-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/08/Memorandum\\_rapatriement\\_force\\_des-refugies.pdf](https://lique-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/08/Memorandum_rapatriement_force_des-refugies.pdf) [consulté le 29/01/2025]
- African Arguments (Manishatse L. J.), *Burundi's growing femicide problem*, 04/04/2023, <https://africanarguments.org/2023/04/burundis-growing-femicide-problem/> [consulté le 02/05/2023]
- Amnesty International (AI), *Burundi. Les discours et la réalité. La répression de la société civile se poursuit sous le gouvernement d'Evariste Ndayishimiye*, 08/2024, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2024/09/AFR1682922024FRENCH.pdf> [consulté le 28/10/2024]
- Amnesty International (AI), *Burundi. Libérez cinq défenseur·e·s des droits humains*, 14/03/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/03/burundi-release-detained-human-rights-defenders/> [consulté le 14/03/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acled/> [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Burundi Sourcing Profile*, 11/2021, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED\\_Burundi-Sourcing-Profile\\_February-2020.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Burundi-Sourcing-Profile_February-2020.pdf) [consulté le 05/10/2022]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm\\_uploads/2023/06/ACLED\\_Codebook\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED\\_Coding-Review-Process\\_v2\\_September-2020.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 01/01/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 17/01/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Strategic Developments in the ACLED Dataset*, 20/10/2023, <https://acleddata.com/knowledge-base/strategic-developments-in-the-acled-dataset/> [consulté le 22/10/2024]
- Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) [site web], s.d., <http://www.aprodhasbl.org/> [consulté le 27/01/2025]
- Burundi Eco (Maniragaba M.), *Kirundo-Ntega: Quatre femmes tuées par leurs époux en l'espace de deux mois*, 02/03/2023, <https://burundi-eco.com/kirundo-ntega-quatre-femmes-tuees-par-leurs-epoux-en-lespace-de-deux-mois/> [consulté le 02/05/2023]
- Burundi Eco (Nkurunziza G.), *Signature d'un programme bilatéral d'une valeur de 75 millions d'Euros*, 29/12/2023, <https://burundi-eco.com/signature-dun-programme-bilateral-dune-valeur-de-75-millions-deuros/> [consulté le 18/04/2024]



Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC), *République du Burundi. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë. Novembre 2024 – mars 2025*, 13/01/2025, <https://reliefweb.int/report/burundi/republique-du-burundi-analyse-ipc-de-linsecurite-alimentaire-aigue-novembre-2024-mars-2025-publie-le-13-janvier-2025> [consulté le 05/02/2025]

Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS), *Nota. ACLED: methodologie*, 21/05/2019, [https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf) [consulté le 05/10/2022]

Foreign Policy (FP) (Boeyink C., Schwartz S.), *Tanzania Is Expelling Burundian Refugees*, 15/11/2023, <https://foreignpolicy.com/2023/11/15/tanzania-burundi-refugees-forced-repatriation/> [consulté le 29/01/2025]

Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), *Objet : Propositions pour une vraie lutte contre les disparitions forcées au Burundi*, 29/08/2022, <https://focode.org/wp-content/uploads/2022/08/Lettre-du-FOCODE-au-President-Evariste-Ndayishimiye.-1.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Présentation orale de la Commission d'enquête sur le Burundi à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale pendant le dialogue interactif sur le Burundi*, 23/10/2019, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=25194&LangID=F> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW) (de Montjoye C.), *Le gouvernement burundais se retire de son examen devant l'ONU*, 05/07/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/07/05/le-gouvernement-burundais-se-retire-de-son-examen-devant-lonu> [consulté le 23/10/2024]

Human Rights Watch (HRW) (de Montjoye C.), *Le président burundais attise la peur au sein de la communauté LGBT*, 19/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/01/19/le-president-burundais-attise-la-peur-au-sein-de-la-communaute-lgbt> [consulté le 28/10/2024]

Human Rights Watch (HRW) et al., *Burundi : Lettre conjointe d'ONG au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il faut renouveler le mandat du Rapporteur spécial*, 18/08/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/18/burundi-lettre-conjointe-dong-au-conseil-des-droits-de-lhomme-des-nations-unies> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW) et al., *Burundi : Lettre conjointe d'ONG au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*, 29/08/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/08/29/burundi-lettre-conjointe-dong-au-conseil-des-droits-de-lhomme-des-nations-unies> [consulté le 31/01/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des opposants présumés ont été tués, détenus et torturés*, 18/05/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/18/burundi-des-opposants-presumes-ont-ete-tues-detenus-et-tortures> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Il faut libérer les réfugiés rapatriés de force*, 08/03/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/08/burundi-il-faut-liberer-les-refugies-rapatries-de-force> [consulté le 10/02/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Il faut prolonger l'enquête de l'ONU*, 18/09/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/09/18/burundi-il-faut-prolonger-lenquete-de-lonu> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : La campagne débute dans un contexte de répression*, 27/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/27/burundi-la-campagne-debute-dans-un-contexte-de-repression> [consulté le 02/05/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Entretien : Le prix à payer pour la défense des droits humains au Burundi*, 22/09/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/09/22/entretien-le-prix-payer-pour-la-defense-des-droits-humains-au-burundi> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *La répression brutale au Burundi n'a jamais cessé*, 08/02/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/08/la-repression-brutale-au-burundi-na-jamais-cesse> [consulté le 05/10/2022]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2023: Burundi*, 12/01/2023, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/383660> [consulté le 10/02/2023]

Initiative pour les droits de l'homme au Burundi (IDHB), *A l'abri des regards. Violences sexuelles par des militaires burundais dans la province du Sud-Kivu au Congo*, 12/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-D%C3%A9cembre-2023-Fr.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Initiative pour les droits de l'homme au Burundi (IDHB), *Floriane Irangabiye. Une nouvelle victime d'une justice politisée*, 08/02/2023, [https://burundihri.org/french/february\\_2023\\_2.php](https://burundihri.org/french/february_2023_2.php) [consulté le 10/02/2023]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Le chemin qui reste à parcourir. Le Burundi traduira-t-il ses tortionnaires en justice ?*, 03/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Mars-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Prisonniers oubliés. La justice burundaise ignore la loi*, 11/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Novembre-2023-Fr.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Un adversaire vaincu. Jusqu'où ira le président Ndayishimiye ?*, 09/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Septembre-2023-Fr.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une alliance précaire. Qui détient le pouvoir au Burundi ?*, 02/2023, <https://burundihri.org/rep/Rapport-F%C3%A9vrier-2023-Fr.pdf> [consulté le 01/04/2023]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une opération de dissimulation. La mission secrète du Burundi au Congo*, 07/2022, <https://burundihri.org/rep/Rapport-Juillet-2022-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), *Une paix de façade, la peur au quotidien. Les dessous de la crise des droits humains au Burundi*, 01/2020, <https://burundihri.org/rep/Report-Jan-2020-Fr.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS), *Burundi : Vers une alternance dans la continuité ?*, 04/2020, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/car16-fr1.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Institute for Security Studies (ISS) (Allison S.), *THINK AGAIN: Can Burundi bury the ghosts of its troubled past?*, 17/01/2017, <https://issafrica.org/iss-today/think-again-can-burundi-bury-the-ghosts-of-its-troubled-past> [consulté le 05/10/2022]

International Crisis Group (ICG), *Apaiser les tensions dans l'est de la RD Congo et les Grands Lacs. Briefing Afrique de Crisis Group N°181*, 25/05/2022, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/b181-easing-turmoil-eastern-dr-congo-and-great-lakes> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Bahati J.), *Cibitoke : Le CNL demande la libération de ses militants incarcérés à Rugombo*, 13/12/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-le-cnl-demande-la-liberation-de-ses-militants-incarceres-a-rugombo/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Difficile cohabitation entre les jeunes des partis politiques*, 29/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-difficile-cohabitation-entre-les-jeunes-des-partis-politiques/> [consulté le 28/01/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Cri d'alarme des rapatriés*, 01/03/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-cri-dalarme-des-rapatries/> [consulté le 29/01/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Des effectifs pléthoriques dans les écoles publiques*, 22/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-des-effectifs-plethoriques-dans-les-ecoles-publiques/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Difficiles conditions de vie des rapatriés*, 13/06/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-difficiles-conditions-de-vie-des-rapatries/> [consulté le 29/01/2025]

Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Les cultures se dessèchent suite au manque d'intrants agricoles*, 20/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-les-cultures-se-dessechent-suite-au-manque-dintrants-agricoles/> [consulté le 04/02/2025]



- Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke : Pénurie accrue des produits Brarudi et hausse généralisée des prix*, 27/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-sud-cibitoke-penurie-accrue-des-produits-brarudi-et-hausse-generalisee-des-prix/> [consulté le 04/02/2025]
- Iwacu (Bahati J.), *Région Ouest/Cibitoke: des rapatriés laissés pour compte*, 23/09/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/region-ouest-cibitoke-des-rapatries-laissees-pour-compte/> [consulté le 29/01/2025]
- Iwacu (Gateretse D.), *Justice pour Kenny-Claude Nduwimana*, 08/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/justice-pour-kenny-claude-nduwimana/> [consulté le 28/10/2024]
- Iwacu (Gateretse D.), « Comment peut-on refuser aux jeunes en vacances de voyager "? », 30/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/comment-peut-on-refuser-aux-jeunes-en-vacances-de-voyager/> [consulté le 31/01/2025]
- Iwacu (Gateretse D.), *La pénurie du charbon à Bujumbura étrangle les ménages modestes*, 13/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/la-penurie-du-charbon-a-bujumbura-etrangle-les-menages-modestes/> [consulté le 04/02/2025]
- Iwacu (Gateretse D.), *Ombres sur les pertes en RDC : le flou est maintenu*, 16/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/ombres-sur-les-pertes-en-rdc-le-flou-est-maintenu/> [consulté le 03/02/2025]
- Iwacu (Gateretse D.), *Prison à vie pour l'assassin de Jonathan Ndiokubwayo*, 01/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/prison-a-vie-pour-l-assassin-de-jonathan-ndiokubwayo/> [consulté le 06/02/2025]
- Iwacu (Haburiyakira F.), *Pénurie de devises Les opérateurs économiques désemparés*, 05/04/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-de-devises-les-operateurs-economiques-desempares/> [consulté le 03/05/2023]
- Iwacu (Haburiyakira F.), *Féminicide à Kabezi, Un meurtre sans nom*, 17/04/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/feminicide-a-kabezi-un-meurtre-sans-nom/> [consulté le 30/01/2025]
- Iwacu (Haburiyakira F.), *Le désengorgement des prisons, c'est parti ! Mais...*, 27/11/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/le-desengorgement-des-prisons-cest-parti-mais/> [consulté le 06/02/2025]
- Iwacu (Haburiyakira F.), *Ministère de la Santé, 05/10/2023, la fuite des cerveaux-l'hémorragie continue*, <https://www.iwacu-burundi.org/ministere-de-la-sante-la-fuite-des-cerveaux-lhemorragie-continue/> [consulté le 05/02/2025]
- Iwacu (Haburiyakira F., Misago J.), *L'intolérance politique monte d'un cran*, 15/07/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/lintolerance-politique-monte-dun-cran/> [consulté le 28/10/2024]
- Iwacu (Haburiyakira F., Ntakirutimana P.), *Université du Burundi : inquiétude face à l'hémorragie des départs*, 28/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/universite-du-burundi-inquietude-face-a-lhemorragie-des-departs/> [consulté le 05/02/2025]
- Iwacu (Igiraneza J. B.), *Rétro Médias 2024/La situation des médias au Burundi : éclaircies et zones d'ombre en 2024*, 06/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/retro-medias-2024-la-situation-des-medias-au-burundi-eclaircies-et-zones-dombre-en-2024/> [consulté le 30/01/2025]
- Iwacu (Igiraneza J. B., Gateretse D.), *L'enrôlement des électeurs peine à mobiliser*, 24/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/enrolement-des-electeurs-peine-a-mobiliser/> [consulté le 28/10/2024]
- Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), *La corruption : un adversaire redoutable*, 10/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/la-corruption-un-adversaire-redoutable/> [consulté le 04/02/2025]
- Iwacu (Igiraneza J.B., Ndayishimiye A.), *La vie chère à Bujumbura : témoignages et analyses*, 09/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/la-vie-chere-a-bujumbura-temoignages-et-analyses/> [consulté le 04/02/2025]
- Iwacu (Igiraneza J.B., Ningabire F.), *Manque d'enseignants : 642 recrutés sur 12 000 demandés*, 08/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/manque-denseignants-642-recrutes-sur-12-000-demandes/> [consulté le 05/02/2025]
- Iwacu (Irakoze D., Ningabire F.), *Commission de mise en application de la grâce présidentielle : « Que d'incohérences », accusent certains avocats*, 03/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/commission-de-mise-en-application-de-la-grace-presidentielle-que-dincoherences-accusent-certains-avocats/> [consulté le 06/02/2025]

Iwacu (Irakoze U.-Y.), *Pénurie des carburants : Une crise qui se renforce*, 28/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-des-carburants-une-crise-qui-se-renforce/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Izere G. A.), *La normalisation des relations avec le Rwanda, pour bientôt ?*, 04/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/la-normalisation-des-relations-avec-le-rwanda-pour-bientot/> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Kaburahe A.), *ANALYSE – L’insoutenable « croissance économique du Burundi »*, 12/08/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/analyse-l-insoutenable-croissance-economique-du-burundi/> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Kaburahe A.), *Analyse | Dix clefs pour comprendre la crise économique en cours au Burundi*, 25/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/analyse-dix-clefs-pour-comprendre-la-crise-economique-en-cours-au-burundi/> [consulté le 02/05/2023]

Iwacu (Kaburungu S. et al.), *Déficit de 110 milliards de francs burundais : A qui la faute ?*, 10/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/deficit-de-110-milliards-de-francs-burundais-a-qui-la-faute/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Kaburungu S.), *Les médicaments dans les officines : rares et chers*, 09/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/les-medicaments-dans-les-officines-rares-et-chers/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Kaburungu S., Ntakirutimana P., Ndashinze R.), *L’horreur à Gatumba*, 29/12/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/lhorreur-a-gatumba/> [consulté le 31/10/2024]

Iwacu (Kwizera E.), *Ntega : L’enfer des violences conjugales*, 03/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/ntega-lenfer-des-violences-conjugales/> [consulté le 02/05/2023]

Iwacu (Kwizera E.), *Au moins 268 mille rapatriés facilités et 120 spontanés accueillis depuis 2017*, 16/02/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/au-moins-268-mille-rapatries-facilites-et-120-spontanes-accueillis-depuis-2017/> [consulté le 28/01/2025]

Iwacu (Kwizera E.), *Ngozi/Kayanza : des jeunes à la recherche de lendemains meilleurs en Tanzanie au péril de leurs vies*, 24/10/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/ngozi-kayanza-des-jeunes-a-la-recherche-de-lendemain-meilleurs-en-tanzanie-au-peril-de-leurs-vies/> [consulté le 31/01/2025]

Iwacu (Kwizera E., Mugisha H., Yikeze A.), *Burundi/Rwanda : Enfin, le dégel*, 13/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-rwanda-enfin-le-degel/> [consulté le 25/04/2023]

Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Elections 2025 : Des listes de candidats recalées*, 03/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-2025-des-listes-de-candidats-recalees/> [consulté le 31/10/2024]

Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Crise au CNL : Bis repetita ?*, 02/07/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/crise-au-cnl-bis-repetita/> [consulté le 30/01/2025]

Iwacu (Manirakiza F. et al.), *Pénurie d’eau : un casse-tête*, 29/09/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/penurie-deau-un-casse-tete/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Manirakiza F.), *Affaire Floriane Irangabiye : les défenseurs des droits humains s’insurgent contre le verdict de la Cour d’appel de Mukaza*, 03/05/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/affaire-floriane-irangabiye-les-defenseurs-des-droits-humains-sinsurgent-contre-le-verdict-de-la-cour-dappel-de-mukaza/> [consulté le 03/05/2023]

Iwacu (Manirakiza F.), *Burundi/UE : Levée des sanctions ciblées contre de hauts dignitaires, satisfecit du chef de la diplomatie burundaise*, 26/10/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-ue-levee-des-sanctions-ciblees-contre-de-hauts-dignitaires-satisfecit-du-chef-de-la-diplomatie-burundaise/> [consulté le 07/02/2023]

Iwacu (Manirakiza F.), *Médias/Sécurité des journalistes : Des signaux rouges à la veille des élections*, 16/07/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/medias-securite-des-journalistes-des-signaux-rouges-a-la-veille-des-elections/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Manirakiza F.), *Intolérance politique : La traque des opposants s’intensifie*, 18/11/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/intolerance-politique-la-traque-des-opposants-sintensifie/> [consulté le 30/01/2025]

Iwacu (Manirakiza F., Mugisha H.), *Exécution des projets de la Banque mondiale : Une honte*, 13/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/execution-des-projets-de-la-banque-mondiale-une-honte/> [consulté le 02/05/2023]

Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Deux ans d'Evariste Ndayishimiye : Plus de promesses que d'actions ?*, 20/06/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/deux-ans-devariste-ndayishimiye-plus-de-promesses-que-dactions/> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Intolérance politique/Ngozi : Colline Ruyumpu, les militants du CNL dans la tourmente*, 23/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/intolerance-politique-ngozi-colline-ruyumpu-les-militants-du-cnl-dans-la-tourmente/> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *L'intolérance politique revient au galop*, 30/01/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/lintolerance-politique-revient-au-galop/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Manirakiza F., Ndashinze R.), *Le calvaire des migrants burundais en Tanzanie*, 09/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/le-calvaire-des-migrants-burundais-en-tanzanie/> [consulté le 29/01/2025]

Iwacu (Manirakiza F., Ntakirutimana P.), *Pr Julien Nimubona : « On ne tend pas vers le monopartisme, on y est déjà »*, 24/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/pr-julien-nimubona-on-ne-tend-pas-vers-le-monopartisme-on-y-est-deja/> [consulté le 30/01/2025]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Accusés d'espionnage, 5 défenseurs des droits humains dont 3 femmes arrêtés et conduits au SNR*, 16/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/accuses-despionnage-5-defenseurs-des-droits-humains-dont-3-femmes-arretes-et-conduits-au-snr/> [consulté le 14/03/2023]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Arrêté pour "rébellion" suite à un conflit foncier avec un voisin, le directeur d'Isanganiro a été libéré*, 02/09/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/arrete-pour-rebellion-suite-a-un-conflit-foncier-avec-un-voisin-le-directeur-disanganiro-a-ete-libere/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Burundi/Médias : le correspondant du Journal Iwacu à Gitega brutalisé et son matériel confisqué*, 23/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-le-correspondant-du-journal-iwacu-a-gitega-brutalise-et-son-materiel-confisque/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Burundi/Médias : Un journaliste de la Radio-Télévision Isanganiro arrêté par la police puis relâché*, 01/07/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-un-journaliste-de-la-radio-television-isanganiro-arrete-par-la-police-puis-relache/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Congrès extraordinaire du CNL : le tombeur de Rwasa reconnu par le ministre de l'intérieur*, 18/03/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/congres-extraordinaire-du-cnl-le-tombeur-de-rwasa-reconnu-par-le-ministre-de-linterieur/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Repenser la presse | Burundi/Médias : Quand la presse pose des micros et pas des questions*, 07/02/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-quand-la-presse-pose-des-micros-et-pas-des-questions/> [consulté le 13/04/2023]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Un journaliste d'Iwacu échappe à une tentative d'enlèvement*, 05/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/un-journaliste-diwacu-echappe-a-une-tentative-denlevement/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Citoyens, à la poche et aux urnes !*, 06/09/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/citoyens-a-la-poche-et-aux-urnes/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Mbazumutima A., Manirakiza F., Haburiyakira F.), *Pluie de pierres sur Iwacu*, 28/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/pluie-de-pierres-sur-iwacu/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Misago J.), *Les relations entre la Belgique et le Burundi au beau fixe*, 24/11/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/les-relations-entre-la-belgique-et-le-burundi-au-beau-fixe/> [consulté le 18/04/2024]

Iwacu (Misago J.), *Avec le problème de déplacement des élèves, les résultats scolaires risquent d'en souffrir*, 22/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/avec-le-probleme-de-deplacement-des-eleves-les-resultats-scolaires-risquent-den-souffrir/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Misago J.), *Édition spéciale sur le manque d'eau/Pénurie d'eau : Des ménages souvent dans le désarroi*, 22/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/edition-speciale-sur-le-manque-deau-penurie-deau-des-menages-souvent-dans-le-desarroi/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Misago J.), *Édition spéciale sur les abandons scolaires/Burundi : Les cas d'abandons scolaires restent préoccupants*, 03/02/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/edition-speciale-sur-les-abandons-scolaires-burundi-les-cas-dabandons-scolaires-restent-preoccupants/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Misago J., Habyriyikira F.), *Variole du singe : Du laxisme dans la prévention*, 03/08/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/variole-du-singe-du-laxisme-dans-la-prevention/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Misago J., Kaburungu S.), *Envolée des prix, les Burundais dans le désarroi*, 26/11/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/envolee-des-prix-les-burundais-dans-le-desarroi/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Misago J., Ntakirutimana P.), *CNL : « Chasse à l'homme » des fidèles à Rwaswa*, 22/03/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/cnl-chasse-a-lhomme-des-fideles-a-rwaswa/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Mugisha E.), *Inflation : le cri de cœur d'une population désespérée*, 28/11/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/inflation-des-prix-le-cri-de-coeur-dune-population-desesperee/> [consulté le 03/05/2023]

Iwacu (Mugisha H. et al.), *Liberté de la presse : Des avancées sur un très long chemin...*, 06/05/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/liberte-de-la-presse-des-avancees-sur-un-tres-long-chemin/> [consulté le 05/10/2022]

Iwacu (Ndayishimiye A. et al.), *Manque de sucre Sosumo : une pénurie persistante malgré les promesses d'abondance par les autorités*, 15/11/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/manque-de-sucre-sosumo-une-penurie-persistante-malgre-les-promesses-dabondance-par-les-autorites/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Ndayishimiye A.), *Kamenge : un mort et plusieurs blessés dans une explosion de grenades dans un bar*, 06/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/kamenge-un-mort-et-plusieurs-blesses-dans-une-explosion-de-grenades-dans-un-bar/> [consulté le 23/10/2024]

Iwacu (Ndayishimiye A., Irakoze D.), *Abandon de poste dans le personnel médical : une saignée de trop*, 13/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/abandon-de-poste-dans-le-personnel-medical-une-saignee-de-trop/> [consulté le 05/02/2025]

Iwacu (Nikwigize A.), *ECLAIRAGE : Plus de 100 millions de Dollars perdus, quel gâchis !*, 13/03/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/eclairage-plus-de-100-millions-de-dollars-perdus-quel-gachis/> [consulté le 02/05/2023]

Iwacu (Ntakirutimana P.), *Makamba: le CDP dénonce un « verdict politique » contre ses militants et demande leur libération immédiate*, 30/12/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/makamba-le-cdp-denonce-un-verdict-politique-contre-ses-militants-et-demande-leur-liberation-immediate/> [consulté le 28/01/2025]

Iwacu (Ntakirutimana P.), *Burundi/Rwanda : Gitega accuse Kigali de soutenir le mouvement rebelle Red-Tabara*, 29/12/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-rwanda-gitega-accuse-kigali-de-soutenir-le-mouvement-rebelle-red-tabara/> [consulté le 23/10/2024]

Iwacu (Ntakirutimana P.), *Elections 2025-2027 : Accalmie selon Neva,...à géométrie variable*, 05/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/elections-2025-2027-accalmie-selon-neva-a-geometrie-variable/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Ntakirutimana P.), *L'aveu du Premier ministre*, 03/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/laveu-du-premier-ministre/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Ntakirutimana P., Manirakiza F.), *Enrôlement des électeurs/Octroi douteux de la Carte nationale d'identité déjà*, 27/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/enrolement-des-electeurs-octroi-douteux-de-la-carte-nationale-didentite-deja/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu (Ntakirutimana P., Manirakiza F.), *CNDD-FDD : des contributions polémiques*, 07/09/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/cndd-fdd-des-contributions-polemiques/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu (Nzorubonanya F.), *Rumonge : Coup de balai au sein de l'administration communale*, 11/12/2022, <https://www.iwacu-burundi.org/rumonge-coup-de-balai-au-sein-de-ladministration-communale/> [consulté le 21/04/2023]

Iwacu (Nzorubonanya F.), *Région Sud : Le trafic des êtres humains s'intensifie*, 31/01/2025, <https://www.iwacu-burundi.org/region-sud-le-traffic-des-etres-humains-sintensifie/> [consulté le 31/01/2025]

Iwacu (Sikuyavuga L.), *La vie chère de plus en plus chère*, 17/05/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/la-vie-chere-de-plus-en-plus-chere/> [consulté le 04/02/2025]

Iwacu, *Burundi/Médias : Deux journalistes séquestrés par des présumés Imbonerakure dans un commissariat*, 08/07/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-deux-journalistes-sequestres-par-des-presumes-imbonerakure-dans-un-commissariat/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu, *Burundi/Médias : Iwacu mis en garde par le CNC*, 06/06/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-iwacu-mis-en-garde-par-le-cnc/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu, *Enrôlement des électeurs : et la coercition s'installe*, 28/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/enrolement-des-electeurs-et-la-coercition-sinstalle/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu, *L'armée burundaise dément les affirmations du mouvement rebelle RED-Tabara*, 27/10/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/larmee-burundaise-dement-les-affirmations-du-mouvement-rebelle-red-tabara/> [consulté le 28/10/2024]

Iwacu, *Crise de devises : Entre marché noir et mesures gouvernementales*, 28/03/2024, <https://www.iwacu-burundi.org/crise-de-devises-entre-marche-noir-et-mesures-gouvernementales/> [consulté le 04/02/2025]

Jeune Afrique (Caslin O.), *Burundi : pourquoi Évariste Ndayishimiye a nommé un nouveau Premier ministre*, 08/09/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1375515/politique/burundi-pourquoi-evariste-ndayishimiye-a-nomme-un-nouveau-premier-ministre/> [consulté le 05/10/2022]

Jeune Afrique (Gras R.), *Entre Paul Kagame et Évariste Ndayishimiye, chronique d'une réconciliation avortée*, 29/01/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1531125/politique/entre-paul-kagame-et-evariste-ndayishimiye-chronique-dune-reconciliation-avortee/> [consulté le 23/10/2024]

Jeune Afrique, *Au Burundi, l'opposant Agathon Rwasa se fait « voler » son parti*, 11/03/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1545832/politique/au-burundi-lopposant-agathon-rwasa-se-fait-voler-son-parti/> [consulté le 28/10/2024]

Jeune Afrique, *Au Burundi, l'opposant Kefa Nibizi a été libéré*, 23/10/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1496338/politique/au-burundi-lopposant-kefa-nibizi-a-ete-libere/> [consulté le 28/10/2024]

La Libre Afrique (Leclercq H.), *Burundi : "On avait moins faim pendant la guerre civile"*, 14/06/2024, <https://afrique.lalibre.be/79023/burundi-on-avait-moins-faim-pendant-la-guerre-civile/> [consulté le 04/02/2025]

Le Mandat, *Muyinga : La femme, dont les imbonerakure ont introduit des aiguilles dans les poumons, va-t-elle guérir?*, 18/04/2023, <https://lemandat.org/2023/04/muyinga-la-femme-dont-les-imbonerakure-ont-introduit-des-aiguilles-dans-les-poumons-va-t-elle-querir/> [consulté le 21/04/2023]

Le Mandat, *Une femme trans du Burundi : « Mon exil est une navigation vers l'inconnu. »*, 04/03/2024, <https://lemandat.org/2024/03/une-femme-trans-du-burundi-mon-exil-est-une-navigation-vers-linconnu/> [consulté le 28/10/2024]

Le Monde, *Au Burundi, le principal opposant, Agathon Rwasa, écarté de la course aux législatives*, 02/01/2025, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/01/02/au-burundi-le-principal-opposant-agathon-rwasa-ecarte-de-la-course-aux-legislatives\\_6478117\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/01/02/au-burundi-le-principal-opposant-agathon-rwasa-ecarte-de-la-course-aux-legislatives_6478117_3212.html) [consulté le 31/10/2024]

Le Monde, *Au Burundi, un nouveau premier ministre après des accusations de tentative de putsch*, 08/09/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/08/au-burundi-un-nouveau-premier-ministre-apres-des-accusations-de-tentative-de-putsch\\_6140698\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/08/au-burundi-un-nouveau-premier-ministre-apres-des-accusations-de-tentative-de-putsch_6140698_3212.html) [consulté le 23/10/2024]



Le Monde, *Au Burundi, une attaque rebelle dans l'ouest du pays fait vingt morts, selon le gouvernement*, 23/12/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/23/burundi-une-attaque-rebelle-dans-l-ouest-du-pays-fait-vingt-morts-selon-le-gouvernement\\_6207454\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/23/burundi-une-attaque-rebelle-dans-l-ouest-du-pays-fait-vingt-morts-selon-le-gouvernement_6207454_3212.html) [consulté le 23/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka [site web], s.d., <http://ligue-iteka.bi/> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Bulletin hebdomadaire « ITEKA N'IJAMBO » n°432. Semaine du 22 au 28 juillet 2024*, 30/07/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/07/Bulletin-ITEKA-N-IJAMBO-432.pdf> [consulté le 28/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Bulletin hebdomadaire « ITEKA N'IJAMBO » n°422. Semaine du 13 au 19 mai 2024*, 05/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/05/Bulletin-ITEKA-N-IJAMBO-422.pdf> [consulté le 05/02/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Burundi. Une situation délicate en période pré-électorale 2025-2027*, 11/2024, [https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/11/BURUNDI\\_SITUATION\\_DH\\_JANV\\_SEPT\\_2024.pdf](https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/11/BURUNDI_SITUATION_DH_JANV_SEPT_2024.pdf) [consulté le 28/01/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Déclaration de la Ligue Iteka sur les attaques aux grenades en mairie de Bujumbura*. LBDH/010/2024, 14/05/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/05/DECLARATION-SUR-LES-ATTAQUES-AUX-GRENADES-DU-14-05-2024.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Dépêche 001/2024. Chasse à l'homme des membres du parti CNL dans les provinces de Bubanza, Cibitoke et Bujumbura rural*, 26/02/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/02/CHASSE-A-L-HOMME-CONTRE-LES-MEMBRES-DU-PARTI-CNL.pdf> [consulté le 28/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Edition spéciale sur le processus pré-électoral de 2025 au Burundi*, 12/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/01/EDITION-SPECIAL-PROCESSUS-PRE-ELECTORAL-2025.pdf> [consulté le 28/01/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *En quoi le pouvoir du Général Ndayishimiye Evariste diffère de celui de feu Pierre Nkurunziza sur le plan sécuritaire et droits de l'homme : période du 25 avril 2015 au 25 avril 2023*, 05/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2023/05/Rapport-avril-2015-avril-2023.pdf> [consulté le 28/01/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA » Janvier-décembre 2021*, 01/2022, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2022/01/RAPPORT-ANNUEL-2021.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Année 2022*, 01/2023, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2023/01/RAPPORT-ANNUEL-2022.pdf> [consulté le 13/04/2023]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel Iteka n'Ijambo 2020*, 01/2021, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2021/01/RAPPORT-ANNUEL-2020.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Burundi 2023*, 01/2024, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/01/RAPPORT-ANNUEL-2023.pdf> [consulté le 31/10/2024]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Burundi 2024*, 01/2025, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/01/RAPPORT-ANNUEL-2024.pdf> [consulté le 28/01/2025]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Une dissimulation des auteurs de 1188 assassinats ne serait-ce pas un mode opératoire adopté pour cacher les crimes du pouvoir du président Evariste Ndayishimiye*, 04/2024, p. IV, <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2024/04/RAPPORT-ANALYTIQUE-SUR-LES-CORPS-SANS-VIE-RETROUVES.pdf> [consulté le 31/10/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *La situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale*. S/2024/865, 29/11/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/350/76/pdf/n2435076.pdf> [consulté le 03/02/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 10 juin 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts dont le mandat a été prorogé par la résolution 2582 (2021) du Conseil de sécurité (S/2022/479)*, 14/06/2022, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/338/71/PDF/N2233871.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. S/2023/431, 13/06/2023, <https://www.droitcongolais.info/files/Rapport-du-13-juin-2023.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Nations Unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 16 décembre 2022, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2022/967)*, 16/12/2022, <https://daccess-ods.un.org/tmp/9313098.19221497.html> [consulté le 25/04/2023]

Nations Unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 2 novembre 2020, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2020/1078)*, 03/11/2020, [https://digitallibrary.un.org/record/3889765/files/S\\_2020\\_1078-FR.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/3889765/files/S_2020_1078-FR.pdf) [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 27 décembre 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. S/2024/969, 27/12/2024, [https://digitallibrary.un.org/record/4070594/files/S\\_2024\\_945-FR.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/4070594/files/S_2024_945-FR.pdf) [consulté le 31/01/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 31 mai 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. S/2024/432, 04/06/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/118/81/pdf/n2411881.pdf> [consulté le 31/01/2025]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/48/CRP.1)*, 15/09/2021, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\_HRC\\_48\\_CRP\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_48_CRP_0.pdf) [consulté le 10/02/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Conclusions détaillées de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/45/CRP.1)*, 16/09/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\_HRC\\_45\\_CRP.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_45_CRP.pdf) [consulté le 20/10/2020]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/39/CRP.1)*, 12/09/2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\_HRC\\_42\\_CRP\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_42_CRP_0.pdf) [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/36/CRP.1)*, 18/09/2017, <http://www.refworld.org/pdfid/59c12b694.pdf> [consulté le 02/04/2019]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi (A/HRC/42/CRP.2)*, 13/09/2019, [https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIBurundi/ReportHRC42/A\\_HRC\\_42\\_CRP2\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIBurundi/ReportHRC42/A_HRC_42_CRP2_EN.pdf) [consulté le 20/10/2020]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo (A/HRC/51/44)*, 13/09/2022, <https://reliefweb.int/attachments/3d2aeb78-9ebc-4683-a425-b529839201cb/OHCHR.pdf> [consulté le 05/10/2022]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo*. A/HRC/54/56, 11/08/2023, <https://reliefweb.int/attachments/531c0e73-7925-497e-9dbc-19f8fed6a222/G2315517.pdf> [consulté le 23/10/2024]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Situation des droits de l'homme au Burundi. Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Fortuné Gaetan Zongo*. A/HRC/57/58, 23/07/2024, <https://reliefweb.int/attachments/10c57004-8f74-451e-b0b2-6c5edd5463f9/g2411804.pdf> [consulté le 23/10/2024]



Nations unies, *L'Assemblée générale élit les nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme, dont ne fait pas partie la Fédération de Russie*, 10/10/2023, <https://press.un.org/fr/2023/ag12543.doc.htm> [consulté le 23/10/2024]

Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises in 2021*, 01/06/2022, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2021/index.html> [consulté le 05/10/2022]

Organisation internationale pour les migrations (OIM) Burundi, *DTM Matrice de suivi des déplacements. Tableau de bord des déplacements internes. Août 2024*, 10/2024, <https://reliefweb.int/attachments/d781f40e-3adc-4624-90fc-36c9b9d81781/Tableau%20de%20bord%20DTM%20Burundi%20-%20Aou%CC%82t%202024.pdf> [consulté le 24/01/2025]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Displacement Tracking Matrix. Burundi. January 2019*, 03/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM\\_Burundi\\_report\\_January\\_2019\\_compressed.01.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM_Burundi_report_January_2019_compressed.01.pdf) [consulté le 05/10/2022]

Organisation mondiale de la santé (OMS), Health Cluster, *Burundi : Analyse de la situation de santé publique (ASSP)*, 29/11/2024, <https://reliefweb.int/attachments/93330768-49b1-45be-8e79-6b3fceabc9e2/PHSA%20Burundi%20291124%20FR%20Final.pdf> [consulté le 05/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *Au Rwanda, des réfugiés burundais partagés entre l'espoir et la crainte du retour au pays*, 03/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230402-au-rwanda-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-burundais-partag%C3%A9s-entre-l-espoir-et-la-crainte-du-retour-au-pays> [consulté le 02/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: avec l'attaque du 20 décembre, «le groupe rebelle RED-Tabara affirme qu'il est toujours actif»*, 08/01/2024, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-grand-invite-afrique/20240108-burundi-avec-l-attaque-du-20-d%C3%A9cembre-le-groupe-rebelle-red-tabara-affirme-qu-il-est-toujours-actif> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des membres d'une association inculpés pour «pratiques homosexuelles»*, 09/03/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230309-burundi-des-membres-d-une-association-inculp%C3%A9s-pour-pratiques-homosexuelles> [consulté le 13/04/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: Évariste Ndayishimiye change de Premier ministre et veut reprendre la main*, 08/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220908-burundi-%C3%A9variste-ndayishimiye-change-de-premier-ministre-et-veut-reprendre-la-main> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le FMI annonce une aide de 261 millions de dollars dans un pays à la pauvreté endémique*, 12/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230412-burundi-le-fmi-annonce-une-aide-de-261-millions-de-dollars-dans-un-pays-%C3%A0-la-pauvrete%C3%A9-end%C3%A9mique> [consulté le 02/05/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le gouverneur de la Banque centrale arrêté et limogé*, 09/10/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231009-burundi-le-gouverneur-de-la-banque-centrale-arr%C3%AAt%C3%A9-et-limog%C3%A9> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le principal opposant Agathon Rwasa écarté de la course aux législatives*, 02/01/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250102-burundi-le-principal-opposant-agathon-rwasa-%C3%A9cart%C3%A9-de-la-course-aux-l%C3%A9gislatives> [consulté le 31/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'ombre de la crise dans le Nord-Kivu plane sur la fermeture des frontières avec le Rwanda*, 13/01/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240113-burundi-l-ombre-de-la-crise-dans-le-nord-kivu-plane-sur-la-fermeture-des-fronti%C3%A8res-avec-le-rwanda> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'UE lève de nouvelles sanctions, satisfaite des progrès sur les droits humains*, 26/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221026-burundi-l-ue-l%C3%A8ve-de-nouvelles-sanctions-satisfaite-des-progr%C3%A8s-sur-les-droits-humains> [consulté le 07/02/2023]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'Union européenne lève ses sanctions*, 09/02/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220209-burundi-l-union-europ%C3%A9enne-l%C3%A8ve-ses-sanctions> [consulté le 05/10/2022]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: polémique après une nouvelle attaque meurtrière revendiquée par la rébellion RED-Tabara*, 27/02/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240227-burundi-pol%C3%A9mique-apr%C3%A8s-une-nouvelle-attaque-meurtri%C3%A8re-revendiqu%C3%A9e-par-la-r%C3%A9bellion-red-tabara> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi a expulsé des ressortissants rwandais*, 14/01/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240114-le-burundi-a-expuls%C3%A9-des-ressortissants-rwandais> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi accuse le Rwanda d'être à l'origine de trois attaques à la grenade à Bujumbura*, 12/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240512-le-burundi-accuse-le-rwanda-d-%C3%AAtre-%C3%A0-l-origine-de-trois-attaques-%C3%A0-la-grenade-%C3%A0-bujumbura> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi claque la porte du Comité des droits de l'homme des Nations unies*, 05/07/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230705-le-burundi-claque-la-porte-du-conseil-des-droits-de-l-homme-des-nations-unies> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *RDC: visite du président du Burundi avec des questions de défense et de sécurité en toile de fond*, 28/08/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230828-rdc-visite-du-pr%C3%A9sident-du-burundi-avec-des-questions-de-d%C3%A9fense-et-de-s%C3%A9curit%C3%A9-en-toile-de-fond> [consulté le 23/10/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des magistrats et des administrateurs arrêtés dans des affaires de corruption présumée*, 19/09/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230919-burundi-des-magistrats-et-des-administrateurs-arr%C3%AAt%C3%A9s-dans-des-affaires-de-corruption-pr%C3%A9sum%C3%A9e> [consulté le 06/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: échec d'un programme d'aide du FMI après le refus de dévaluer la monnaie locale*, 03/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250203-burundi-%C3%A9chec-d-un-programme-d-aide-du-fmi-apr%C3%A8s-le-refus-de-d%C3%A9valuer-la-monnaie-locale> [consulté le 04/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la plus ancienne ligue des droits de l'homme «définitivement radiée»*, 04/01/2017, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170104-burundi-ancienne-ligue-droits-homme-definitivement-radiée-iteka> [consulté le 28/01/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le rituel de la «croisade religieuse» du président se poursuit, malgré la crise économique*, 23/06/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240623-burundi-le-rituel-de-la-croisade-religieuse-du-pr%C3%A9sident-se-poursuit-malgr%C3%A9-la-crise-%C3%A9conomique> [consulté le 30/01/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les critiques se multiplient contre la gestion de l'épidémie de mpox*, 17/12/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241217-burundi-les-critiques-se-multiplient-contre-la-gestion-de-l-%C3%A9pid%C3%A9mie-de-mpox> [consulté le 05/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les défections à l'étranger se multiplient*, 04/12/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241204-burundi-d%C3%A9fections-%C3%A0-l-%C3%A9tranger-se-multiplient> [consulté le 30/01/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les transports pratiquement paralysés par une sévère pénurie de carburant*, 17/06/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240617-burundi-les-transports-pratiquement-paralys%C3%A9s-par-une-s%C3%A9v%C3%A8re-p%C3%A9nurie-de-carburant> [consulté le 04/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: plusieurs médecins arrêtés après avoir réclamé des augmentations de salaires*, 05/02/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250205-burundi-plusieurs-m%C3%A9decins-arr%C3%AAt%C3%A9s-apr%C3%A8s-avoir-r%C3%A9clam%C3%A9-des-augmentations-de-salaires> [consulté le 06/02/2025]

Radio France internationale (RFI), *La Tanzanie veut renvoyer les réfugiés présents sur son sol dans leur pays d'origine*, 24/01/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240124-la-tanzanie-veut-renvoyer-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-pr%C3%A9sents-sur-son-sol-dans-leur-pays-d-origine> [consulté le 29/01/2025]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi fait face à sa pire pénurie d'essence*, 11/06/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240611-le-burundi-fait-face-%C3%A0-sa-pire-p%C3%A9nurie-d-essence> [consulté le 04/02/2025]

Radio publique africaine (RPA), *RPA - Burundi : Un ex-FAB détenu par le SNR dans un état critique, sa famille craint le pire*, 27/11/2024, <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/3droits-de-l-homme/burundi-un-ex-fab-detenu-par-le-snr-dans-un-etat-critique-sa-famille-craint-le-pire> [consulté le 06/02/2025]

RED Tabara (@Red\_Tabara), *#Burundi: Les combattants de #REDTabara, qui ont des positions à #Bubanza, étaient en pleine patrouille sur la RN5 [...]* [fil X], 11/12/2023, [https://x.com/Red\\_Tabara/status/1734207888468447494](https://x.com/Red_Tabara/status/1734207888468447494) [consulté le 23/10/2024]

RED Tabara (@Red\_Tabara), *45 militaires de l'armée burundaise et leurs alliés, dont le lieutenant-colonel Simon Nyandwi ont perdu la vie aux combats qui les opposent à #REDTabara au #SudKivu en #RDC [...]* [message X], 26/10/2024, [https://x.com/Red\\_Tabara/status/1849964077801521273](https://x.com/Red_Tabara/status/1849964077801521273) [consulté le 28/10/2024]

RED Tabara (@Red\_Tabara), *Communiqué sur l'attaque des résistants de #RedTabara de ce samedi à #Gihungwe, zone #Buringa, commune #Gihanga, province #Bubanza au #Burundi* [message X], 03/09/2023, [https://x.com/Red\\_Tabara/status/1698356224822005849](https://x.com/Red_Tabara/status/1698356224822005849) [consulté le 23/10/2024]

Reporters sans frontières (RSF), *Burundi : RSF dénonce la détention arbitraire de la journaliste Sandra Muhoza qui risque la prison à perpétuité*, 25/04/2024, <https://rsf.org/fr/burundi-rsf-d%C3%A9nonce-la-d%C3%A9tention-arbitraire-de-la-journaliste-sandra-muhoza-qui-risque-la-prison-%C3%A0> [consulté le 28/10/2024]

Reporters sans frontières (RSF), *Six mois après les faits, le directeur d'Iwacu auditionné par la justice sur la tentative de putsch*, 16/11/2015, <https://rsf.org/fr/six-mois-apr%C3%A8s-les-faits-le-directeur-d-iwacu-auditionn%C3%A9-par-la-justice-sur-la-tentative-de-putsch> [consulté le 05/10/2022]

Reporters sans frontières (RSF), *Burundi : RSF dénonce la condamnation à 1 an et 9 mois de prison de la journaliste Sandra Muhoza*, 16/12/2024, <https://rsf.org/fr/burundi-rsf-d%C3%A9nonce-la-condamnation-%C3%A0-1-et-9-mois-de-prison-de-la-journaliste-sandra-muhoza> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), *Journée dédiée aux réfugiés : les réfugiés burundais dans le désarroi*, 22/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/22/journee-dediee-aux-refugies-les-refugies-burundais-dans-le-desarroi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi (Kaneza E. W.), *Burundi : les hallucinations du président Neva*, 09/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/09/burundi-les-hallucinations-du-president-neva/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi [site web], s.d., <https://www.sosmediasburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : attaque armée de rebelles venus de la RDC à Buringa*, 03/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/03/bubanza-attaque-armee-de-rebelles-venus-de-la-rdc-a-buringa/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : deux anciens réfugiés en provenance du Rwanda arrêtés*, 03/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/03/bubanza-deux-anciens-refugies-en-provenance-du-rwanda-arretes/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Buganda : au moins cinq corps découverts en moins d'une semaine*, 18/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/18/buganda-au-moins-cinq-corps-decouverts-en-moins-dune-semaine/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Buganda : découverte de deux corps décapités*, 03/12/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/12/03/buganda-decouverte-de-deux-corps-decapites/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : au moins trois morts dans l'explosion d'une grenade*, 10/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/10/bujumbura-au-moins-trois-morts-dans-lexplosion-dune-grenade/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : deux corps retrouvés dans une rivière*, 11/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/11/bujumbura-deux-corps-retrouves-dans-une-riviere/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : deux grandes explosions entendues non loin du ministère en charge de la sécurité*, 24/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/24/bujumbura-deux-grandes-explosions-entendues-non-loin-du-ministere-en-charge-de-la-securite/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : la journaliste Sandra Muhoza transférée dans un cachot des renseignements*, 15/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/15/bujumbura-la-journaliste-sandra-muhoza-transferee-dans-un-cachot-des-renseignements/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : la justice burundaise a libéré cinq activistes après 73 jours de détention*, 28/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/28/bujumbura-la-justice-burundaise-a-libere-cinq-activistes-apres-73-jours-de-detention/> [consulté le 02/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : le mari de la sœur de l'opposant Aimé Magera arrêté comme son épouse*, 29/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/29/bujumbura-le-mari-de-la-soeur-de-lopposant-aime-magera-arrete-comme-son-epouse/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : les autorités burundaises confirment la mort de 9 personnes dans une attaque armée et s'en prennent au Rwanda une fois de plus*, 26/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/26/bujumbura-les-autorites-burundaises-confirment-la-mort-de-9-personnes-dans-une-attaque-armee-et-sen-prennent-au-rwanda-une-fois-de-plus/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : qui sont ces hommes armés présumés, arrêtés en toute discrétion avant d'être transférés dans les prisons ?*, 14/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/14/bujumbura-qui-sont-ces-hommes-armes-presumes-arretes-en-toute-discretion-avant-detre-transferes-dans-les-prisons/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : un médecin appréhendé par le service des renseignements*, 25/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/25/bujumbura-un-medecin-apprehende-par-le-service-des-renseignements/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : un proche d'Agathon Rwasa détenu par les renseignements*, 02/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/02/bujumbura-un-proche-dagathon-rwasa-detenu-par-les-renseignements/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : une sœur d'un opposant enlevée par des Imbonerakure*, 28/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/28/bujumbura-une-soeur-dun-opposant-enlevee-par-des-imbonerakure/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bukinanyana : découverte d'une trentaine de corps portant l'uniforme des FARDC dans la Kibira*, 25/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/25/bukinanyana-decouverte-dune-trentaine-de-corps-portant-luniforme-des-fardc-dans-la-kibira/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bukinanyana : découverte de deux corps qui totalisent 13 cadavres retrouvés en moins de deux mois*, 25/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/25/bukinanyana-decouverte-de-deux-corps-qui-totalisent-13-cadavres-retrouves-en-moins-de-deux-mois/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi : l'acharnement continue contre cinq activistes pourtant en liberté*, 20/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/20/burundi-lacharnement-continue-contre-cinq-activistes-pourtant-en-liberte/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la société civile interne veut barrer la route au rapporteur spécial onusien*, 26/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/26/burundi-la-societe-civile-interne-veut-barrer-la-route-au-rapporteur-special-onusien/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le secrétaire général du CNDD-FDD rêve toujours de guerre dans ses discours*, 27/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/27/burundi-le-secretaire-general-du-cndd-fdd-reve-toujours-de-guerre-dans-ses-discours/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi : plus de 240 militaires sont détenus dans quatre prisons pour avoir refusé d'aller combattre aux côtés des FARDC contre le M23*, 27/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/27/burundi-plus-de-240-militaires-sont-detenus-dans-quatre-prisons-pour-avoir-refuse-daller-combattre-aux-cotes-des-fardc-contre-le-m23/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi -UE: l'heure n'est pas encore au versement de l'aide directe au gouvernement*, 10/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/10/burundi-ue-lheure-nest-pas-encore-au-versement-de-laide-directe-au-gouvernement/> [consulté le 07/02/2023]

SOS Médias Burundi, *Burundi/attaque de Buringa : la ligue Iteka dresse un bilan plus lourd que celui du gouvernement*, 13/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/13/burundi-attaque-de-buringa-la-ligue-iteka-dresse-un-bilan-plus-lourd-que-celui-du-gouvernement/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Élections : s'enrôler ou perdre tous ses droits*, 28/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/28/burundi-elections-senroler-ou-perdre-tous-ses-droits/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Presse : le directeur technique d'Akeza.Net détenu par les renseignements burundais*, 15/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/15/burundi-presse-le-directeur-technique-dakeza-net-detenu-par-les-renseignements-burundais/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : le Rwanda rouvre ses frontières terrestres, le Burundi rechigne*, 07/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/07/burundi-rwanda-le-rwanda-rouvre-ses-frontieres-terrestres-le-burundi-rechigne/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Rwanda : les autorités burundaises affirment avoir suspendu toutes les relations avec le président Paul Kagame et ferment les frontières avec le Rwanda*, 11/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/11/burundi-rwanda-les-autorites-burundaises-affirment-avoir-suspendu-toutes-les-relations-avec-le-president-paul-kagame-et-ferment-les-frontieres-avec-le-rwanda/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bururi : découverte de deux corps, une personne blessée, les crimes s'intensifient*, 21/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/21/bururi-decouverte-de-deux-corps-une-personne-blessee-les-crimes-sintensifient/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Bururi : écouter les médias en exil reste un délit*, 31/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/31/bururi-ecouter-les-medias-en-exil-reste-un-delit/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bururi : le lycée de province accueille une formation idéologique et paramilitaire des Imbonerakure*, 29/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/29/bururi-le-lycee-de-province-accueille-une-formation-ideologique-et-paramilitaire-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Bururi-Rumonge : quatre corps retrouvés en moins de trois semaines*, 07/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/07/bururi-rumonge-quatre-corps-retrouves-en-moins-de-trois-semaines/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Busiga : un rapatrié menacé de mort par des Imbonerakure*, 07/09/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/09/07/busiga-un-rapatrie-menace-de-mort-par-des-imbonerakure/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : 3 personnes retrouvées mortes en 3 jours à Buganda*, 09/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/09/cibitoke-3-personnes-retrouvees-mortes-en-3-jours-a-buganda/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : bruits de botte au tour de la Kibira*, 08/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/08/cibitoke-bruits-de-botte-au-tour-de-la-kibira/> [consulté le 28/10/2024]



SOS Médias Burundi, *Cibitoke : cinq hommes armés rwandais tués lors d'un affrontement avec des militaires burundais dans la Kibira*, 10/07/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/07/10/cibitoke-cinq-hommes-armes-rwandais-tues-lors-dun-affrontement-avec-des-militaires-burundais-dans-la-kibira/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : découverte de trois cadavres à Buganda et Bukinanyana*, 19/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/19/cibitoke-decouverte-de-trois-cadavres-a-buganda-et-bukinanyana/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : découverte de trois corps à Buganda et Rugombo*, 16/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/16/cibitoke-decouverte-de-trois-corps-a-buganda-et-rugombo/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des militaires burundais continuent d'être accompagnés par des Imbonerakure au Congo*, 16/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/16/cibitoke-des-militaires-burundais-continuent-detre-accompagnes-par-des-imbonerakure-au-congo/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des rebelles rwandais FLN sèment la peur au sein de la population proche de la Kibira*, 06/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/06/cibitoke-des-rebelles-rwandais-fln-sement-la-peur-au-sein-de-la-population-proche-de-la-kibira/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : des rebelles rwandais-FLN signalés dans certains lieux publics à Mabayi, l'administration décide de les fermer*, 12/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/12/cibitoke-des-rebelles-rwandais-fln-signales-dans-certains-lieux-publics-a-mabayi-ladministration-decide-de-les-fermer/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux corps sans vie trouvés près de la frontière avec la RDC*, 26/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/26/cibitoke-deux-corps-sans-vie-trouves-pres-de-la-frontiere-avec-la-rdc/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux nouveaux détenus tués dans le cachot du SNR*, 11/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/11/cibitoke-deux-nouveaux-detenus-tues-dans-le-cachot-du-snr/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux proches de Bunyoni torturés à mort au SNR*, 14/06/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/06/14/cibitoke-deux-proches-de-bunyoni-tortures-a-morts-au-snr/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : enlèvement de 4 membres d'un parti politique*, 17/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/17/cibitoke-enlevement-de-4-membres-dun-parti-politique/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : la chasse aux militants du CNL bat son plein*, 22/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/22/cibitoke-la-chasse-aux-militants-du-cnl-bat-son-plein/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : la chasse aux Rwandais bat son plein*, 14/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/14/cibitoke-la-chasse-aux-rwandais-bat-son-plein/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : le CNDD-FDD décidé d'en finir avec les opposants*, 24/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/24/cibitoke-le-cndd-fdd-decide-den-finir-avec-les-opposants/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : neuf corps de rebelles rwandais retrouvés dans la Kibira*, 03/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/03/cibitoke-neuf-corps-de-rebelles-rwandais-retrouves-dans-la-kibira/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plus de 40 rebelles rwandais tués par l'armée burundaise*, 14/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/14/cibitoke-plus-de-40-rebelles-rwandais-tues-par-larmee-burundaise/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plusieurs militaires et Imbonerakure détenus pour avoir refusé d'aller combattre en RDC*, 31/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/31/cibitoke-plusieurs-militaires-et-imbonerakure-detenus-pour-avoir-refuse-daller-combattre-en-rdc/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois détenus envoyés dans un cachot de la police après avoir été torturés par les renseignements*, 22/11/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/11/22/cibitoke-trois-detenus-envoyes-dans-un-cachot-de-la-police-apres-avoir-ete-tortures-par-les-renseignements/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : trois militaires et une dizaine de rebelles rwandais tombés dans des affrontements dans la Kibira*, 28/12/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/12/28/cibitoke-trois-militaires-et-une-dizaine-de-rebelles-rwandais-tombes-dans-des-affrontements-dans-la-kibira/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : une dizaine de morts et plusieurs blessés découverts à la Kibira*, 21/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/21/cibitoke-une-dizaine-de-morts-et-plusieurs-blesses-decouverts-a-la-kibira/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Gihanga : un responsable local des jeunes du CNL kidnappé*, 30/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/30/gihanga-un-responsable-local-des-jeunes-du-cnl-kidnappe/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Gihanga : une personne tuée dans une attaque armée*, 11/12/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/12/11/gihanga-une-personne-tuee-dans-une-attaque-armee/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo – Rutana : des militants du CNL malmenés par ceux du CNDD-FDD*, 05/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/05/giharo-rutana-des-militants-du-cnl-malmenes-par-ceux-du-cndd-fdd/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : la famille de Jean Claude Niyongabo réclame justice près d'un mois après son assassinat*, 19/06/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/06/19/giharo-la-famille-de-jean-claude-niyongabo-reclame-justice-pres-dun-mois-apres-son-assassinat/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : tentative d'interpellation d'un responsable communal du parti UPRONA*, 26/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/26/giharo-tentative-dinterpellation-dun-responsable-communal-du-parti-uprona/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : un ancien militant du CNDD-FDD converti au parti UPRONA menacé de mort*, 07/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/07/giharo-un-ancien-militant-du-cndd-fdd-converti-au-parti-uprona-menace-de-mort/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : un responsable collinaire et une représentante du CNDD-FDD refuse à un militant d'un parti d'opposition d'enterrer son nouveau-né*, 15/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/15/giharo-un-responsable-collinaire-et-une-representante-du-cndd-fdd-refuse-a-un-militant-dun-parti-dopposition-denterrer-son-nouveau-ne/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : une militante du CNDD-FDD blessée pour avoir pris part à un enterrement d'un nouveau-né d'un opposant*, 24/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/24/giharo-une-militante-du-cndd-fdd-blessee-pour-avoir-pris-part-a-un-enterrement-dun-nouveau-ne-dun-opposant/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Giharo : découverte de trois corps dans deux jours seulement*, 10/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/10/giharo-decouverte-de-trois-corps-dans-deux-jours-seulement/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Gitanga : découverte d'un corps d'un jeune homme*, 27/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/27/gitanga-decouverte-dun-corps-dun-jeune-homme/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Gitega : 13 membres du CNL incarcérés pour réunion illégale*, 16/06/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/06/16/gitega-13-membres-du-cnl-incarceres-pour-reunion-illegale/> [consulté le 28/10/2024]



- SOS Médias Burundi, *Gitega : 24 présumés homosexuels en détention*, 02/03/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/03/02/gitega-24-presumes-homosexuels-en-detention/> [consulté le 13/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : découverte récurrente de corps*, 15/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/15/gitega-decouverte-recurrente-de-corps/> [consulté le 22/01/2025]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : deux meurtres non élucidés dans les communes de Gishubi et Mutaho*, 18/12/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/12/18/gitega-deux-meurtres-non-elucides-dans-les-communes-de-gishubi-et-mutaho/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : l'ancien premier ministre Alain Guillaume Bunyoni condamné à la prison à vie*, 08/12/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/12/08/gitega-lancien-premier-ministre-alain-guillaume-bunyoni-condamne-a-la-prison-a-vie/> [consulté le 23/10/2024]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : la cour d'appel a confirmé la détention pour 16 présumés homosexuels*, 21/04/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/04/21/gitega-la-cour-dappel-a-confirme-la-detention-pour-16-presumes-homosexuels/> [consulté le 21/04/2023]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : un policier retrouvé mort*, 23/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/23/gitega-un-policier-retrouve-mort/> [consulté le 31/10/2024]
- SOS Médias Burundi, *Gitega : une personne poursuivie pour collaboration avec des médias en exil*, 24/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/24/gitega-une-personne-poursuivie-pour-collaboration-avec-des-medias-en-exil/> [consulté le 31/10/2024]
- SOS Médias Burundi, *Gitega-Rumonge : l'accès aux marchés toujours conditionné par l'attestation d'enrôlement aux élections tout comme l'accès aux classes pour les enseignants et élèves*, 29/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/29/gitega-rumonge-laccs-aux-marches-toujours-conditionne-par-lattestation-denrolement-aux-elections-tout-comme-laccs-aux-classes-pour-les-enseignants-et-eleves/> [consulté le 30/01/2025]
- SOS Médias Burundi, *Kayokwe : libération d'un ancien militaire*, 01/02/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/02/01/kayokwe-liberation-dun-ancien-militaire/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Lusenda : 117 réfugiés burundais sont rentrés*, 25/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/25/lusenda-117-refugies-burundais-sont-rentres/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS Médias Burundi, *Lusenda : des champs appartenant aux réfugiés sont récoltés par des groupes armés*, 02/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/02/lusenda-des-champs-appartenant-aux-refugies-sont-recoltes-par-des-groupes-armes/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Mabayi : six rebelles rwandais tués dans des affrontements avec la FDNB*, 05/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/05/mabayi-six-rebelles-rwandais-tues-dans-des-affrontements-avec-la-fdnb/> [consulté le 28/10/2024]
- SOS Médias Burundi, *Mabayi : un Imbonerakure tué*, 24/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/24/mabayi-un-imbonerakure-tue/> [consulté le 28/10/2024]
- SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : avenir incertain des réfugiés burundais*, 18/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/18/mahama-rwanda-avenir-incertain-des-refugies-burundais/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Makamba : découverte macabre*, 19/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/19/makamba-decouverte-macabre-2/> [consulté le 02/05/2023]
- SOS Médias Burundi, *Makamba : des activités du parti UPRONA interdites à Nyanza-Lac et Vugizo*, 11/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/11/makamba-des-activites-du-parti-uprona-interdites-a-nyanza-lac-et-vugizo/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, Makamba : le CNDD-FDD a lancé les entraînements paramilitaires des Imbonerakure officiellement, 18/04/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/18/makamba-le-cndd-fdd-a-lance-les-entraînements-paramilitaires-des-imbonerakure-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, Mitakataka : Manassé Nzobonimpa assume avoir effacé les symboles du parti Frodebu, 11/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/11/mitakataka-manasse-nzobonimpa-assume-avoir-efface-les-symboles-du-parti-frodebu/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, Mpanda : les autorités empêchent l'ouverture d'une permanence du parti FRODEBU, elle est détruite deux jours après, 11/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/11/mpanda-les-autorites-empechent-louverture-dune-permanence-du-parti-frodebu-elle-est-detruite-deux-jours-apres/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, Muhanga : arrestation d'une quarantaine de jeunes garçons, 26/07/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/07/26/muhanga-arrestation-dune-quarantaine-de-jeunes-garcons/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, Nakivale (Ouganda) : des enfants meurent en grand nombre, des structures sanitaires soupçonnent la malnutrition comme cause, 08/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/08/nakivale-ouganda-des-enfants-meurent-en-grand-nombre-des-structures-sanitaires-soupçonnent-la-malnutrition-comme-cause/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, Nakivale (Ouganda) : une cinquantaine de ménages burundais retournent en exil, 10/02/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/02/10/nakivale-ouganda-une-cinquantaine-de-menages-burundais-retournent-en-exil/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, Nduta (Tanzanie) : sit in des demandeurs d'asile devant les bureaux du HCR, 31/03/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/03/31/nduta-tanzanie-sit-in-des-demandeurs-dasile-devant-les-bureaux-du-hcr/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, Ngagara : plusieurs personnes arrêtées dans une fouille policière, 22/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/22/ngagara-plusieurs-personnes-arretees-dans-une-fouille-policiere/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, Ngozi : plusieurs enfants interceptés à destination de la Tanzanie à la recherche du travail, 18/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/18/ngozi-plusieurs-enfants-interceptes-a-destination-de-la-tanzanie-a-la-recherche-du-travail/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, Nyanza-Lac : découverte de deux corps, 29/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/29/nyanza-lac-decouverte-de-deux-corps/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, Nyanza-Lac : le secrétaire général du CNDD-FDD menace de tuer certains militants, 18/01/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/01/18/nyanza-lac-le-secretaire-general-du-cndd-fdd-menace-de-tuer-certains-militants/> [consulté le 21/04/2023]

SOS Médias Burundi, Parti CNL à Gitega : une permanence collinaire démolie, 26/05/2023, <https://www.iwacu-burundi.org/parti-cnl-a-gitega-une-permanence-collinaire-demolie/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, RDC : la FDNB entre enfin au Congo officiellement, 15/08/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/08/15/rdc-la-fdnb-entre-enfin-au-congo-officiellement/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, Rugombo : découverte d'un corps d'un homme, 25/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/25/rugombo-decouverte-dun-corps-dun-homme/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, Rugombo : deux hommes de l'opposition violemment agressés par des Imbonerakure, 13/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/13/rugombo-deux-hommes-de-lopposition-violemment-agresses-par-des-imbonerakure/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, Rugombo : un corps retrouvé non loin de la frontière avec la RDC, 09/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/09/rugombo-un-corps-retrouve-non-loin-de-la-frontiere-avec-la-rdc/> [consulté le 31/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rumonge : un homme introuvable après avoir été arrêté par les renseignements*, 25/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/25/rumonge-un-homme-introuvable-apres-avoir-ete-arrete-par-les-renseignements/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rutana : arrestations arbitraires et traque des responsables et militants du CNL*, 22/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/22/rutana-arrestations-arbitraires-et-traque-des-responsables-et-militants-du-cnl/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rutana : de lourdes peines pour les militaires qui ont refusé d'aller combattre aux côtés des FARDC*, 25/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/25/rutana-de-lourdes-peines-pour-les-militaires-qui-ont-refuse-daller-combattre-aux-cotes-des-fardc/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rutana : découverte d'un corps d'une femme*, 04/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/04/rutana-decouverte-dun-corps-dune-femme/> [consulté le 03/05/2023]

SOS Médias Burundi, *Rutana : des responsables de partis d'opposition disent craindre pour leur sécurité après des réunions du parti présidentiel*, 24/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/24/rutana-des-responsables-de-partis-dopposition-disent-craindre-pour-leur-securite-apres-des-reunions-du-parti-presidentiel/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rutana : plusieurs personnes arrêtées dans une fouille policière qui visait les irréguliers*, 06/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/06/rutana-plusieurs-personnes-arretees-dans-une-fouille-policiere-qui-visait-les-irreguliers/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Rutana : un représentant du CNL torturé par le responsable des renseignements à Giharo*, 22/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/22/rutana-un-representant-du-cnl-torture-par-le-responsable-des-renseignements-a-giharo/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : arrestation et détention d'un journaliste local*, 15/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/15/ruyigi-arrestation-et-detention-dun-journaliste-local/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : des militants des partis d'opposition contraints d'adhérer au CNDD-FDD pour préserver leur emploi*, 27/06/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/06/27/ruyigi-des-militants-des-partis-dopposition-constraints-dadherer-au-cndd-fdd-pour-preserver-leur-emploi/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Ruyigi : deux Imbonerakure en détention à la prison de province*, 15/05/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/05/15/ruyigi-deux-imbonerakure-en-detention-a-la-prison-de-province/> [consulté le 23/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Rwanda-Burundi : le Burundi déclare avoir réouvert ses frontières avec le Rwanda*, 25/10/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/10/25/rwanda-burundi-le-burundi-declare-avoir-reouvert-ses-frontieres-avec-le-rwanda/> [consulté le 25/04/2023]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : la fermeture des camps retardée d'une année*, 06/02/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/02/06/tanzanie-la-fermeture-des-camps-retardee-dune-annee/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : les autorités vont refouler d'anciens réfugiés burundais retournés en exil*, 06/11/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/11/06/tanzanie-les-autorites-vont-refouler-danciens-refugies-burundais-retournes-en-exil/> [consulté le 13/02/2022]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : plus de 100 militants du CNL demandeurs d'asile*, 28/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/28/tanzanie-plus-de-100-militants-du-cnl-demandeurs-dasile/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Tanzanie : plus de deux mille Burundais ont regagné l'exil en moins de deux ans*, 06/05/2022, <https://www.sosmediasburundi.org/2022/05/06/tanzanie-plus-de-deux-mille-burundais-ont-regagne-lexil-en-moins-de-deux-ans/> [consulté le 05/10/2022]

SOS Médias Burundi, *Vumbi : un responsable local du CNL admis à l'hôpital après avoir été tabassé par des Imbonerakure*, 28/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/28/vumbi-un-responsable-local-du-cnl-admis-a-lhopital-apres-avoir-ete-tabasse-par-des-imbonerakure/> [consulté le 28/10/2024]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : deux anciens réfugiés en provenance du Rwanda arrêtés*, 03/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/03/bubanza-deux-anciens-refugies-en-provenance-du-rwanda-arretes/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : le CNDD-FDD oblige les habitants à financer sa campagne électorale de 2025*, 29/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/29/bubanza-le-cndd-fdd-oblige-les-habitants-a-financer-sa-campagne-electorale-de-2025/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : un ancien membre du parti FNL récemment rapatrié enlevé*, 27/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/27/bubanza-un-ancien-membre-du-parti-fnl-recemment-rapatrie-enleve/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Bubanza : un Imbonerakure condamné à 20 ans de prison pour meurtre*, 24/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/24/bubanza-un-imbonerakure-condamne-a-20-ans-de-prison-pour-meurtre/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bugendana : un mobilisateur du CNDD-FDD tué*, 28/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/28/bugendana-un-mobilisateur-du-cndd-fdd-tue/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : découverte de deux cadavres*, 16/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/16/bujumbura-decouverte-de-deux-cadavres/> [consulté le 22/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : des Imbonerakure font le porte-à-porte pour collecter des contributions "forcées" pour le parti au pouvoir*, 26/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/26/bujumbura-des-imbonerakure-font-le-porte-a-porte-pour-collecter-des-contributions-forcees-pour-le-parti-au-pouvoir/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : l'hôpital militaire débordé par l'afflux de blessés des combats avec le M23*, 22/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/22/bujumbura-lhopital-militaire-deborde-par-lafflux-de-blesses-des-combats-avec-le-m23/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : le problème de déplacement demeure irrésolvable*, 16/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/16/bujumbura-le-probleme-de-deplacement-demeure-irresolvable/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : les pertes militaires burundaises au Congo, un secret difficile à bien garder*, 24/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/24/bujumbura-les-pertes-militaires-burundaises-au-congo-un-secret-difficile-a-bien-garder/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Bujumbura : un corps retrouvé près de la rivière Ntakangwa*, 28/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/28/bujumbura-un-corps-retrouve-pres-de-la-riviere-ntakangwa/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi (nord-est)- pénurie de carburant : le secteur de la santé fortement affecté*, 13/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/13/burundi-nord-est-penurie-de-carburant-le-secteur-de-la-sante-fortement-affecte/> [consulté le 05/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la Banque mondiale veut réanimer le pays*, 21/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/21/burundi-la-banque-mondiale-veut-reanimer-le-pays/> [consulté le 05/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : la FDNB s'apprête à exhiber des rebelles Red-Tabara dont le mouvement affirme avoir infligé de lourdes pertes à l'armée burundaise*, 27/11/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/11/27/burundi-la-fdnb-sapprete-a-exhiber-des-rebelles-red-tabara-dont-le-mouvement-affirme-avoir-inflige-de-lourdes-pertes-a-larmee-burundaise/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le discours du président Ndaïroshimiye va renforcer les actes de violence des Imbonerakure, selon Carina Tertsakian*, 30/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/30/burundi-le-discours-du-president-ndaïroshimiye-va-renforcer-les-actes-de-violence-des-imbonerakure-selon-carina-tertsakian/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le FMI conclut à une crise économique généralisée*, 22/10/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/10/22/burundi-le-fmi-conclut-a-une-crise-economique-generalisee/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : le gouvernement burundais se retrouve dans l'incapacité totale d'exécuter plusieurs projets de développement (ONU)*, 26/10/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/10/26/burundi-le-gouvernement-burundais-se-retrouve-dans-lincapacite-totale-dexecuter-plusieurs-projets-de-developpement-onu/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : les autorités remettent en scène les Imbonerakure*, 19/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/19/burundi-les-autorites-remettent-en-scene-les-imbonerakure/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : les Burundais sont ingrats (président Ndayishimiye)*, 19/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/19/burundi-les-burundais-sont-ingrats-president-ndayishimiye/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : les prix des denrées alimentaires connaissent une montée excessive*, 06/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/06/burundi-les-prix-des-denrees-alimentaires-connaissent-une-montee-excessive/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : l'exécution de la grâce présidentielle décriée par les prisonniers et les associations*, 25/11/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/11/25/burundi-lexecution-de-la-grace-presidentielle-decreee-par-les-prisonniers-et-les-associations/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : pourquoi les autorités burundaises veulent garder secrètes les informations sur les militaires affectés en RDC ?*, 02/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/02/burundi-pourquoi-les-autorites-burundaises-veulent-garder-secretes-les-informations-sur-les-militaires-affectes-en-rdc/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi : un enseignant de nouveau arrêté par le SNR, trois jours après sa libération par grâce présidentielle*, 04/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/04/burundi-un-enseignant-de-nouveau-arrete-par-le-snr-trois-jours-apres-sa-liberation-par-grace-presidentielle/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Burundi-Rumonge : les résidents qui n'ont pas donné les contributions forcées du CNDD-FDD n'ont pas droit au sucre*, 10/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/10/burundi-rumonge-les-residents-qui-nont-pas-donne-les-contributions-forcees-du-cndd-fdd-nont-pas-droit-au-sucre/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Buyengeri : un responsable "intouchable" d'Imbonerakure fait arrêter un retraité ex-FAB* - SOS Médias Burundi, 11/03/2024, [https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/11/buyengeri-un-responsable-intouchable-dimbonerakure-fait-arreter-un-retraite-ex-fab/?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/11/buyengeri-un-responsable-intouchable-dimbonerakure-fait-arreter-un-retraite-ex-fab/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter) [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Cankuzo-Ruyigi : l'accès aux services publics conditionné par le paiement des cotisations forcées du CNDD-FDD*, 02/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/02/cankuzo-ruyigi-lacces-aux-services-publics-conditionne-par-le-paiement-des-cotisations-forcees-du-cndd-fdd/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : deux anciens militants du MSD sans nouvelle après avoir été enlevés par le Service de renseignements*, 26/11/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/11/26/cibitoke-deux-anciens-militants-du-msd-sans-nouvelle-apres-avoir-ete-enleves-par-le-service-de-renseignements/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : formation paramilitaire pour des Imbonerakure avant leur déploiement en RDC*, 17/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/17/cibitoke-formation-paramilitaire-pour-des-imbonerakure-avant-leur-deploiement-en-rdc/> [consulté le 30/01/2025]



SOS Médias Burundi, *Cibitoke : plus de 600 Imbonerakure en renfort à Mabayi*, 24/10/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/10/24/cibitoke-plus-de-600-imbonerakure-en-renfort-a-mabayi/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Cibitoke : quand les exercices militaires des Imbonerakure font peur à la population*, 06/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/06/cibitoke-quand-les-exercices-militaires-des-imbonerakure-font-peur-a-la-population/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Crise-carburant : mensonges, incohérences, contradictions et délires s'entremêlent, qui et que croire ?*, 10/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/10/crise-carburant-mensonges-incoherences-contradictions-et-delires-sentremellent-qui-et-que-croire/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Dzaleka (Malawi) : l'insécurité, une affaire de tous*, 06/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/06/dzaleka-malawi-linsecurite-une-affaire-de-tous/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Dzaleka (Malawi) : quatre adolescentes portées disparues*, 12/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/12/dzaleka-malawi-quatre-adolescentes-portees-disparues/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Dzaleka (Malawi) : trois réfugiés meurent après des séances de torture*, 29/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/29/dzaleka-malawi-trois-refugies-meurent-apres-des-seances-de-torture/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo (Rutana) : une personne a été tuée par des Imbonerakure, portant à 7 le nombre des victimes des Imbonerakure depuis 2020 dans la commune*, 26/12/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/12/26/giharo-rutana-une-personne-a-ete-tuee-par-des-imbonerakure-portant-a-7-le-nombre-des-victimes-des-imbonerakure-depuis-2020-dans-la-commune/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo : la famille de Josué Iraganje tué par des Imbonerakure menacée*, 08/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/08/giharo-la-famille-de-josue-iraganje-tue-par-des-imbonerakure-menacee/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo : le commissaire communal de police tué à coups de machettes*, 04/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/04/giharo-le-commissaire-communal-de-police-tue-a-coups-de-machettes/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Giharo : un Imbonerakure a tué un jeune homme, la famille de la victime est menacée*, 08/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/08/giharo-un-imbonerakure-a-tue-un-jeune-homme-la-famille-de-la-victime-est-menacee/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : des Imbonerakure agissent impunément*, 06/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/06/gitega-des-imbonerakure-agissent-impunement/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : des Imbonerakure agissent impunément à Rukoba*, 26/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/26/gitega-des-imbonerakure-agissent-impunement-a-rukoba/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : des Imbonerakure commettent impunément des crimes*, 17/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/17/gitega-des-imbonerakure-commettent-impunement-des-crimes/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : le Burundi n'a jamais été aussi bienheureux (président Ndayishimiye)*, 08/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/08/gitega-le-burundi-na-jamais-ete-aussi-bienheureux-president-ndayishimiye/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega : le CNDD-FDD collecte des cotisations forcées pour financer sa campagne pour les législatives de 2025*, 27/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/27/gitega-le-cndd-fdd-collecte-des-cotisations-forcees-pour-financer-sa-campagne-pour-les-legislatives-de-2025/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Gitega: trois Imbonerakure soupçonnés de meurtre en détention*, 13/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/13/gitega-trois-imbonerakure-soupconnes-de-meurtre-en-detention/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Itaba : les responsables administratifs et représentants du CNDD-FDD ont tué un jeune homme et ne s'inquiètent de rien*, 02/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/02/itaba-les-responsables-administratifs-et-representants-du-cndd-fdd-ont-tue-un-jeune-homme-et-ne-sinquietent-de-rien/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kakuma) : plus de dix réfugiés burundais grièvement blessés*, 22/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/22/kakuma-kakuma-plus-de-dix-refugies-burundais-grievement-blesses/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kenya) : au moins dix réfugiés tués en une semaine*, 03/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/03/kakuma-kenya-au-moins-dix-refugies-tues-en-une-semaine/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kenya) : criminalité impunie*, 20/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/20/kakuma-kenya-criminalite-impunie/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kakuma (Kenya) : une quinzaine de réfugiés burundais assassinés en huit mois*, 07/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/07/kakuma-kenya-une-quinzaine-de-refugies-burundais-assassines-en-huit-mois/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kayanza : un nouvel appel à « tuer » lancé par Révérien Ndikuriyo*, 24/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/24/kayanza-un-nouvel-appel-a-tuer-lance-par-reverien-ndikuriyo/> [consulté le 31/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kayogoro : panique de la population suite à des entraînements paramilitaires des Imbonerakure*, 12/07/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/07/12/kayogoro-panique-de-la-population-suite-a-des-entraitements-paramilitaires-des-imbonerakure/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : menaces de mort contre ceux qui s'opposent à des contributions forcées en commune Ntega*, 07/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/07/kirundo-menaces-de-mort-contre-ceux-qui-sopposent-a-des-contributions-forcees-en-commune-ntega/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : sanctions contre des récalcitrants aux contributions forcées du CNDD-FDD*, 30/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/30/kirundo-sanctions-contre-des-recalcitrants-aux-contributions-forcees-du-cndd-fdd/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo : un militant du CNDD-FDD condamné à quatre ans de prison pour diffamation envers le président Neva et le secrétaire général du parti présidentiel*, 23/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/23/kirundo-un-militant-du-cndd-fdd-condamne-a-quatre-ans-de-prison-pour-diffamation-envers-le-president-neva-et-le-secretaire-general-du-parti-presidentiel/> [consulté le 24/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Kirundo-Makamba : reprise des discours de haine contre les opposants et des appels au lynchage des militants des partis de l'opposition*, 03/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/03/kirundo-makamba-reprise-des-discours-de-haine-contre-les-opposants-et-des-appels-au-lynchage-des-militants-des-partis-de-lopposition/> [consulté le 31/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Lusenda (Sud-Kivu) : plus de 400 réfugiés burundais rapatriés*, 10/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/10/lusenda-sud-kivu-plus-de-400-refugies-burundais-rapatries/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : l'assistance aux réfugiés devient de plus en plus problématique*, 09/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/09/mahama-rwanda-lassistance-aux-refugies-devient-de-plus-en-plus-problematique/> [consulté le 29/01/2025]



SOS Médias Burundi, *Mahama (Rwanda) : le taux de rapatriement se réduit presque à 0%*,  
17/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/17/mahama-rwanda-le-taux-de-rapatriement-se-reduit-presqua-0/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Makamba : contributions forcées pour les demandeurs de documents administratifs*,  
25/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/25/makamba-contributions-forcees-pour-les-demandeurs-de-documents-administratifs/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Makamba-Rutana : le parti au pouvoir collecte des fonds de campagne par force*,  
25/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/25/makamba-rutana-le-parti-au-pouvoir-collecte-des-fonds-de-campagne-par-force/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Mpanda : un Imbonerakure tué par ses pairs*,  
19/03/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/03/19/mpanda-un-imbonerakure-tue-par-ses-pairs/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Mulongwe (RDC) : les réfugiés burundais ont de difficultés à se faire soigner*,  
05/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/05/mulongwe-rdc-les-refugies-burundais-ont-de-difficultes-a-se-faire-soigner/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Murwi : deux Imbonerakure ont échappé au lynchage des habitants*,  
19/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/19/murwi-deux-imbonerakure-ont-echappe-au-lynchage-des-habitants/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Muyinga : les renseignements ont enlevé un ancien réfugié rentré du Rwanda*,  
03/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/03/muyinga-les-renseignements-ont-enleve-un-ancien-refugie-rentre-du-rwanda/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Muyinga : un homme tué par une policière*,  
17/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/17/muyinga-un-homme-tue-par-une-policriere/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Mwaro : des cotisations forcées pour la croisade présidentielle*,  
17/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/17/mwaro-des-cotisations-forcees-pour-la-croisade-presidentielle/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Nakivale (Ouganda) : plus de 2 000 demandeurs d'asile burundais déboutés*,  
05/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/05/nakivale-ouganda-plus-de-2-000-demandeurs-dasile-burundais-deboutes/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : chasse à l'homme contre des demandeurs d'asile*,  
17/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/17/nduta-tanzanie-chasse-a-lhomme-contre-des-demandeurs-dasile/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : plus de 3600 sans papiers en danger*,  
17/01/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/01/17/nduta-tanzanie-plus-de-3600-sans-papiers-en-danger/> [consulté le 02/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : plusieurs cas de décès inquiétants*,  
11/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/11/nduta-tanzanie-plusieurs-cas-de-deces-inquietants/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : quatre des huit réfugiés disparus en mai retrouvés torturés*,  
12/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/12/nduta-tanzanie-quatre-des-huit-refugies-disparus-en-mai-retrouves-tortures/> [consulté le 02/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : rafle de plus de cent réfugiés burundais*,  
08/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/08/nduta-tanzanie-rafle-de-plus-de-cent-refugies-burundais/> [consulté le 02/02/2025]

SOS Médias Burundi, *Nduta (Tanzanie) : une cinquantaine de réfugiés en prison pour avoir violé le couvre-feu*,  
24/07/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/07/24/nduta-tanzanie-une-cinquantaine-de-refugies-en-prison-pour-avoir-viole-le-couvre-feu/> [consulté le 02/02/2025]

SOS Médias Burundi, Ngozi : contribution forcée pour les prochaines élections, 19/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/19/ngozi-contribution-forcee-pour-les-prochaines-elections/> [consulté le 04/02/2025]

SOS Médias Burundi, Ntega : le secrétaire permanent de la commune en détention, 22/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/22/ntega-le-secretaire-permanent-de-la-commune-en-detention/> [consulté le 30/01/2025]

SOS Médias Burundi, Nyarugusu (Tanzanie) : le taux de mortalité bondit de manière inquiétante, les réfugiés redoutent le pire, 16/05/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/16/nyarugusu-tanzanie-le-taux-de-mortalite-bondit-de-maniere-inquietante-les-refugies-redoutent-le-pire/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, Nyarugusu (Tanzanie) : une centaine de réfugiés burundais forcés au rapatriement, 20/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/20/nyarugusu-tanzanie-une-centaine-de-refugies-burundais-forces-au-rapatriement/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, Nyarugusu : les autorités tanzaniennes surprises par la résistance des réfugiés burundais malgré les menaces qui pèsent sur eux, 10/04/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/04/10/nyarugusu-les-autorites-tanzaniennes-surprises-par-la-resistance-des-refugies-burundais-malgre-les-menaces-qui-pesent-sur-eux/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, RDC (Kavimvira) : les réfugiés burundais menacés de faim, 29/06/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/06/29/rdc-kavimvira-les-refugies-burundais-menaces-de-faim/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, RDC (Mulongwe) : manque d'assistance pour plus de 2000 Burundais nouvellement admis dans le camp, 06/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/06/rdc-mulongwe-manque-dassistance-pour-plus-de-2000-burundais-nouvellement-admis-dans-le-camp/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, RDC : plus de 8000 Burundais dont d'anciens rapatriés ont demandé l'asile en RDC en deux mois, 14/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/14/rdc-plus-de-8000-burundais-dont-danciens-rapatries-ont-demande-lasile-en-rdc-en-deux-mois/> [consulté le 28/01/2025]

SOS Médias Burundi, Rugombo : deux Imbonerakure tabassés sérieusement par des résidents, 23/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/23/rugombo-deux-imbonerakure-tabasses-serieusement-par-des-residents/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, Rumonge : le manque de médecins paralyse le secteur de la santé, 13/01/2025, <https://www.sosmediasburundi.org/2025/01/13/rumonge-le-manque-de-medecins-paralyse-le-secteur-de-la-sante/> [consulté le 05/02/2025]

SOS Médias Burundi, Rumonge : le second degré de l'auditorat militaire a prononcé de lourdes peines pour des militaires qui ont refusé d'aller combattre aux côtés des FARDC contre le M23, 30/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/30/rumonge-le-second-degre-de-lauditorat-militaire-a-prononce-de-lourdes-peines-pour-des-militaires-qui-ont-refuse-daller-combattre-aux-cotes-des-fardc-contre-le-m23/> [consulté le 03/02/2025]

SOS Médias Burundi, Rumonge : une vendeuse de pagnes tuée par des policiers, 16/10/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/10/16/rumonge-une-vendeuse-de-pagnes-tuee-par-des-policiers/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, Rutana : 4 mois après le meurtre de Jean Claude Niyongabo du CNL à Gatara, sa famille réclame toujours justice, 17/09/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/09/17/rutana-4-mois-apres-le-meurtre-de-jean-claude-niyongabo-du-cnl-a-gatara-sa-famille-reclame-toujours-justice/> [consulté le 06/02/2025]

SOS Médias Burundi, Rwanda : l'assistance des réfugiés considérablement revue à la baisse, 17/10/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/10/17/rwanda-lassistance-des-refugies-considerablement-revue-a-la-baisse/> [consulté le 29/01/2025]

SOS Médias Burundi, Songa : 23 Imbonerakure arrêtés pour avoir tué leur pair, 29/08/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/08/29/songa-23-imbonerakure-arretes-pour-avoir-tue-leur-pair/> [consulté le 06/02/2025]

- SOS Médias Burundi, *Tanzanie : le HCR tente de tranquilliser les réfugiés burundais*, 07/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/07/tanzanie-le-hcr-tente-de-tranquilliser-les-refugies-burundais/> [consulté le 29/01/2025]
- SOS Médias Burundi, *Tanzanie : les autorités burundaises veulent à tout prix rapatrier les réfugiés*, 02/08/2023, <https://www.sosmediasburundi.org/2023/08/02/tanzanie-les-autorites-burundaises-veulent-a-tout-prix-rapatrier-les-refugies/> [consulté le 29/01/2025]
- SOS Médias Burundi, *Tanzanie : les jours sont comptés pour les réfugiés burundais*, 27/02/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/02/27/tanzanie-les-jours-sont-comptes-pour-les-refugies-burundais/> [consulté le 29/01/2025]
- SOS Médias Burundi, *Tanzanie : plus de 30 réfugiés refoulés et 2 femmes interpellées*, 27/06/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/06/27/tanzanie-plus-de-30-refugies-refoules-et-2-femmes-interpellees/> [consulté le 02/02/2025]
- SOS Médias Burundi, *Uvira : de nouveaux affrontements entre les rebelles Red-Tabara et la FDNB*, 09/12/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/12/09/uvira-de-nouveaux-affrontements-entre-les-rebelles-red-tabara-et-la-fdnb/> [consulté le 04/02/2025]
- SOS Médias Burundi, *Uvira : par manque d'écoles pour leurs enfants, certains Burundais demandeurs d'asile optent pour le rapatriement*, 19/09/2024, <https://www.sosmediasburundi.org/2024/09/19/uvira-par-manque-decoles-pour-leurs-enfants-certains-burundais-demandeurs-dasile-optent-pour-le-rapatriement/> [consulté le 28/01/2025]
- SOS-Torture Burundi [blog], s.d., <https://sostortureburundi.org/> [consulté le 05/10/2022]
- SOS-Torture Burundi, *Rapport N° 439*, 12/05/2024, <https://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2024/05/Rapport-hebdomadaire-no-439.docx.pdf> [consulté le 23/10/2024]
- The New Humanitarian (TNH), *In Burundi, returning refugees face mixed fortunes*, 14/06/2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/06/14/burundi-returning-refugees-face-mixed-fortunes> [consulté le 29/01/2025]
- United Kingdom (UK) Home Office, *Review of asylum processing. Rwanda: country information on the asylum system. Version 1.0*, 05/2022, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2072770/RWA\\_CPIN\\_Review\\_of\\_asylum\\_processing\\_-\\_asylum\\_system\\_information.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2072770/RWA_CPIN_Review_of_asylum_processing_-_asylum_system_information.pdf) [consulté le 28/01/2025]
- United Nations Children's Fund (UNICEF), *Burundi Country Office. Humanitarian Situation Report No. 9. Reporting Period: 01 April to 31 December 2024*, 01/2025, <https://reliefweb.int/attachments/5b9d9734-1b89-4555-9c76-6a3ec1765729/UNICEF%20Burundi%20Humanitarian%20Situation%20Report%20No.%209%20-%20April%20to%20December%202024.pdf> [consulté le 05/02/2025]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Burundi. Rapport de situation*, 15/04/2022, <https://reliefweb.int/attachments/02f81a8c-21cb-353d-b901-5d60189e6298/Rapport%20de%20situation%20-%20Burundi%20-%2015%20avr.%202022.pdf> [consulté le 05/10/2022]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) et al., *Besoins et plan de réponse humanitaire Burundi. Cycle de programme humanitaire 2023*, 03/2023, <https://reliefweb.int/attachments/c188fdb3-23f2-4671-b83d-af5e8426fe94/Burundi%20HRP.pdf> [consulté le 02/05/2023]
- United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monitoring de la réintégration au Burundi. Un récit fondé sur des données probantes de la vie des rapatriés au Burundi. Janvier – Décembre 2023*, 05/2024, <https://reliefweb.int/attachments/06cafe47-7e26-4133-9553-3c9439e39a78/Rapport%20du%20Monitoring%20de%20la%20reintegration%20Janvier%20-%20Decembre%202023.pdf> [consulté le 22/01/2025]
- United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR) Operational Data Portal, *Refugees from Burundi: Total*, 31/12/2024 [last update], <https://data.unhcr.org/en/situations/burundi> [consulté le 22/01/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Opération du Burundi. Rapatriés par province de retour de septembre 2017 à 31 décembre 2024*, 06/01/2025, <https://reliefweb.int/attachments/21f3b335-0ce2-44b9-9174-edd0ea22e3b8/Return%20Area%20Map%20-%20FR%20-%20D%C3%A9cembre%202024.pdf> [consulté le 22/01/2025]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 31 December 2022*, 24/01/2023, [https://reliefweb.int/attachments/59936e68-4e31-4ef5-807e-d596e613a4b6/RB\\_EHAGL\\_Burundi%20Situation\\_221231.pdf](https://reliefweb.int/attachments/59936e68-4e31-4ef5-807e-d596e613a4b6/RB_EHAGL_Burundi%20Situation_221231.pdf) [consulté le 02/05/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. Population of concern to UNHCR as of 31-Dec-24*, 20/01/2025, <https://reliefweb.int/attachments/2f99a831-5743-4823-a5fd-1cbc7dc6ee6a/RB%20EHAGL%20Burundi%20Situation%20Dashboard%20-%20as%20of%2031%20December%202024.pdf> [consulté le 28/01/2025]

United States Department of State (USDOS), *2023 Country Reports on Human Rights Practices: Burundi*, 22/04/2024, <https://www.state.gov/reports/2023-country-reports-on-human-rights-practices/burundi/> [consulté le 29/01/2025]

Voice of America (VOA), *Au Burundi, des médecins arrêtés après avoir démissionné en raison de leurs salaires*, 04/02/2025, <https://www.voafrique.com/a/au-burundi-des-m%C3%A9decins-arr%C3%AAt%C3%A9s-apr%C3%A8s-avoir-d%C3%A9missionn%C3%A9-en-raison-de-leurs-salaires/7962866.html> [consulté le 06/02/2025]

Voice of America (VOA), *Relocated Refugees in Malawi Decry Dehumanizing Conditions*, 29/05/2023, <https://www.voanews.com/a/relocated-refugees-in-malawi-decry-dehumanizing-conditions/7114204.html> [consulté le 28/01/2025]

Xinhua, *Burundi : 38 blessés dans une attaque à la grenade à Bujumbura*, 12/05/2024, <https://french.news.cn/20240512/27d0baad164c4a498c6b826842020ff3/c.html> [consulté le 23/10/2024]

Yaga (Mugenzi T.), *Burundi : une nouvelle ère pour les organisations de la société civile (OSC) ?*, 21/03/2023, <https://www.yaga-burundi.com/2023/nouvelle-ere-organisations-societe-civile-osc/> [consulté le 13/04/2023]